



RAPPORT D'EVALUATION FINALE DU PROGRAMME CONJOINT DU F-OMD EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Projet d'Appui à la Stabilisation et à la Prévention des Conflits dans le Nord-Kivu

Rapport Final
le 17 mai 2013

Mission sur terrain: 22 janvier – 12 février 2013 Evalueur : John F. A. Krijnen Organisation : Krijnen Consulting – Geneva (KCG) Commissaire de l'évaluation : Mr. Josef Debeus, PNUD – Kinshasa

Organismes de l'ONU participant - Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : coordination - Food and Agriculture Organisation (FAO) - United Nations Children's Fund (UNICEF)	Secteur(s) / Domaines(s) / Thème(s) Relèvement communautaire et prévention des conflits
Titre du programme conjoint Programme de Stabilisation et de Prévention des conflits dans le Nord Kivu	Numéro du programme conjoint 63784
Coût du programme conjoint - Contribution du PNUD : USD 1 600 000 - Contribution de la FAO : USD 1 200 000 - Contribution de l'UNICEF : USD 1 200 000	Localisation du programme conjoint - RDC, Province du Nord Kivu - Territoire de Beni
Disponibilité du Rapport Final Rapport Narratif Final, Programme Conjoint F-OMD	Chronologie du programme conjoint - Date de départ initialement prévue : 01/07/2009 - Date de fin : 30/06/2012
Partenaires de réalisation <u>ONG internationales</u> - QXFAM Québec - OXFAM GB - La Benevolencija - ADRA – Search for Common Ground <u>ONG nationales et associations</u> - PROREN : Programme de Santé de la Reproduction Responsable au Nord Kivu - SAFDF : Solidarité des Associations Féminines pour les Droits de la Femme et de l'Enfant - AFNAC : Association des Femmes pour la Nutrition à Assises Communautaires - CARITAS	Structures de l'Etat - CTPR : Commission Technique de Pacification et de Réconciliation - EPSP : Direction Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel - DIVAS : Division des Affaires Sociales - BCZS : Bureau Central de la Zone de Santé - IPAPEL : Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage
	Bailleur de Fonds Gouvernement du Royaume d'Espagne
	<i>Radio communautaire, Beni</i> 

i. Table des matières

#	Chapitre	Page
i	Table des matières	3
ii	Liste des tableaux et des figures	4
iii	Tableau d'abréviations	5
iv	Remerciements	6
v	Résumé exécutif	7
1	INTRODUCTION	9
1.1	Contexte, objectif et approche méthodologique du Programme Conjoint	9
1.2	Objet de l'évaluation	11
1.3	Méthodes de l'évaluation	11
1.4	Contraintes et limites de l'évaluation	13
2	OBJECTIFS ET NIVEAUX DE L'ANALYSE	15
2.1	Objectif de l'évaluation	15
2.2	Portée de l'évaluation et objectifs spécifiques	15
2.3	La quatrième composante de l'approche ISSSS	16
2.4	La stratégie de Suivi-Evaluation du F-OMD	17
2.5	Les niveaux et critères de l'évaluation	17
3	EVALUATION DE LA PERTINENCE DE L'ISSSS	19
4	INTERVENTIONS DE DEVELOPPEMENT, CONTRIBUTION AUX OMD	21
4.1	Description des résultats et des produits escomptés	21
4.2	Evaluation des résultats et des produits des OMD	21
5	INTERVENTIONS PROPRES AU PROGRAMME CONJOINT	33
5.1	Evaluation de la contribution à la Déclaration de Paris	33
5.2	Evaluation de la contribution à l'Initiative Unis dans l'Action	34
6	QUESTIONS D'EVALUATION DU PROGRAMME CONJOINT F-OMD	38
6.1	Le suivi évaluation de la 4me Composante de l'ISSSS	38
6.2	Le suivi évaluation des éléments conjoints	38
6.3	Le suivi évaluation des OMD sur le terrain	38
6.4	Appréciation des <u>niveaux</u> et des critères d'évaluation	39
7	CONCLUSIONS ET ENSEIGNEMENTS TIRES	45
7.1	La pertinence de l'ISSSS	45
7.2	Contributions aux OMD	45
7.3	Contribution à la déclaration de Paris et à l'Initiative Unis dans l'Action	46
7.4	Appréciation des questions d'évaluation selon les critères y relatifs	46
8	RECOMMANDATIONS	48
8.1	La pertinence de l'ISSSS	48
8.2	Contributions aux OMD	48
8.3	Contribution à la déclaration de Paris et à l'Initiative Unis dans l'Action	48

9	ANNEXES	49
9.1	Termes de référence	
9.2	Carte du territoire de Beni	
9.3	Sources des données	
9.4	Cadre logique, suivi détaillé	
9.5	Enquête parmi des groupes focaux : hommes, femmes, bénéficiaires et non bénéficiaires	
9.6	Programme de la mission	
9.7	Documentation	
9.8	Etat financier	
9.9	Ambulance de brousse	

ii. Liste des tableaux et des figures

#	Chapitre	Page
F 1.1	Escorte MONUSCO; forces armées népalaises (Gurka)	10
T 4.1	Résultats du Programme F-OMD	22
F 4.2	Les acquis d'une filière AGR à Mavivi	26
F 4.3	Le marché de Bulambo	27
T 4.4	Statistiques Centre de Santé (Mbutaba)	31
F 5.1	Centre de Santé Mbutaba	35
T 5.2	Evaluation « Unis dans l'Action »	36
F 6.1	Registres de filières AGR, bien tenus mais presque vides	44

iii. Tableau d'abréviations

ADF Nalu	Armée nationale de libération de l'Ouganda
ADRA	Agence adventiste du développement et de l' aide humanitaire
AGR	Activités génératrices de revenus
BCZS	Bureau Central de la Zone de Santé
CARITAS	Confédération internationale d'organisations catholiques à but caritatif
CCP	Comité Communautaire de Protection
CCP	Centre Communautaire Polyvalent
CdG	Comité de Gestion
CEFADES	Centre d'Etudes, de Formations Actives et du Développement
CLD	Comité Local de Développement
CPC	Comité de Paix et de Conciliation
CTPR	Commission Technique de Pacification et de Réconciliation
DIVAS	Division des Affaires Sociales
DSRP	Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
EPSP	Direction Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
F-OMD	Fonds pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement
FAO	Food and Agriculture Organisation of the United Nations
FARDC	Forces Armées de la RDC
FC	Franc congolais
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FEC	Fédération des entreprises du Congo
HIMO	Haute intensité de main d'œuvre
IPAPEL	Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage
ISSSS	Stratégie Internationale en Appui à la Sécurité et Stabilisation
M23	Mouvement du 23 mars
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo
MUSO	Mutuelle de Solidarité
NAC	Noyaux d'Alliance Communautaire
OP	Organisation paysanne
PADDL	Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local
PDI	populations déplacées internes
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RRR	réintégration, réhabilitation, et relèvement
SAFDF	Solidarité des Associations Féminines pour les Droits des Femmes
SH	Shilling ougandais
STAREC	Le programme de stabilisation et de reconstruction des zones sorties des conflits à l'est de la RDC
UNICEF	United Nations Children's Fund

iv. Remerciements

L'évaluateur aimerait bien exprimer son appréciation à l'adresse des représentants du PNUD et de la FAO à Kinshasa, Goma et Beni ainsi qu'aux représentants de l'UNICEF à Goma pour l'appui reçu pendant la préparation, l'exécution et la restitution de cette mission d'évaluation finale du F-OMD.

Pendant la mission sur le terrain, l'évaluateur fut accompagné par le responsable pour le suivi-évaluation pour l'Est RDC de la FAO, par le responsable de l'antenne du PNUD à Beni (plus staff), par des partenaires d'exécution, des structures étatiques d'appui ainsi que par une équipe de quatre enquêteurs/enquêtrices. J'aimerais bien vous remercier pour votre ouverture d'esprit, votre sens d'autocritique, votre sens de l'humour et de votre attitude constructive.

Dans les communautés qui nous ont accueillis, j'aimerais bien remercier les autorités, les bénéficiaires et les autres interlocuteurs pour leur ouverture d'esprit et de leur enthousiasme.

Dernier point, mais non des moindres, merci aux chauffeurs et à l'escorte MONUSCO pour nous avoir amenés à bon port.

Il va de soi que le texte de ce rapport est de la seule et unique responsabilité de son auteur et qu'il n'exprime pas les opinions des responsables du F-OMD.

John F. A. Krijnen
Genève, le 28 février 2012.

v. Résumé exécutif

1. Introduction

Le F-OMD appuie des programmes conjoints qui cherchent, en multipliant les efforts à réaliser les OMD pour le développement et d'autres grands objectifs dans 50 pays. Les principaux objectifs de la stratégie de suivi-évaluation du F-OMD sont: (a) obtenir des résultats en matière de développement, (b) déterminer la valeur et la qualité en mesurant leur contribution à la réalisation des trois objectifs du F-OMD (OMD, Déclaration de Paris..., l'Initiative Unis dans l'Action). Le **Projet d'Appui à la Stabilisation et à la Prévention des Conflits dans le Nord Kivu** contribue à la réalisation des OMD 1, 3 et 7. Le programme est lié au *Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté* et s'intègre dans la *Stratégie Internationale en Appui à la Sécurité et Stabilisation* (ISSSS) pour l'Est RDC.

2. Objectifs de l'analyse

(a) Evaluer dans quelle mesure le programme conjoint (PC) a pleinement mis en œuvre les activités prévues et obtenu les produits et réalisations attendus, et mesurer les résultats de développement ; (b) Identifier les meilleures pratiques et les enseignements tirés qui pourraient servir à d'autres interventions de développement au niveau national (montée en échelle) et international (reproductibilité). Un intérêt particulier a été donné à la pertinence de la 4^{me} composante de l'ISSSS et ses principes directeurs, à la contribution du PC, à la Déclaration de Paris, à l'Initiative *Unis dans l'Action* et à la réalisation des objectifs de développement en utilisant les critères d'évaluation comme: pertinence, efficience, appropriation, efficacité et durabilité.

3. Evaluation de la pertinence de l'ISSSS

Les principes directeurs de l'appui à la 4^{me} composante de l'ISSSS mettent l'accent sur une vision holistique qui fait prévaloir l'ensemble de la communauté, sur les problèmes et les besoins de l'individu ainsi que sur la participation des bénéficiaires dans la gestion des biens communautaires. Pour que cette approche soit couronnée de succès, il est indispensable d'intégrer (a) la bonne gouvernance, (b) la gestion foncière et (c) le développement durable (tous thèmes prioritaires du PNUD) comme nouveaux éléments dans les principes directeurs de l'appui.

4. Interventions de développement (contribution aux OMD)

(a) Volet 1 : *Protection*. La mise en place de mécanismes de protection et de résolution des conflits a certainement joué un rôle, cependant l'influence des radios communautaires sur l'attitude de la population a été remarquable. (b) Volet 2 : *Intégration économique et agriculture* : l'appui aux filières des cultures maraîchères et vivrières a dépassé les attentes. La sécurisation foncière temporaire négociée entre la FAO et les autorités coutumières et l'appui aux filières ont aidé les plus vulnérables des communautés (dont la moitié des femmes) de réaliser une production élevée. La moitié de cette production fut destinée à la commercialisation et les revenus furent ou investis dans les moyens de production ou bien dans les frais scolaires et de santé. (c) Volet 3 : *Services sociaux de base* : l'accès physique aux centres de santé et aux écoles s'est amélioré. Cependant, les frais scolaires et de santé (autre que soins primaires) restent un goulet d'étranglement.

5. Interventions propres au Programme Conjoint

L'évaluation de la contribution du PC à la Déclaration de Paris montre que les missions conjointes d'identification et de programmation ont modestement contribué à une appropriation partagée des politiques nationales de lutte contre la pauvreté et de stabilisation de la sécurité, entre agences, partenaires d'exécution et structures étatiques. Etant donné les risques de détournement de fonds, le PC a dû respecter les procédures onusiennes d'approvisionnement, des marchés et de décaissement. Cependant, un renforcement de l'alignement avec les procédures de la contrepartie se met en place par le biais des programmes de bonne gouvernance, tels que le PADDL, qui viennent en appui aux programmes conjoints. En ce qui concerne la contribution à l'Initiative *Unis dans l'Action*, la RDC ne fait pas partie des sept pilotes bien que le programme F-OMD adhère à l'initiative. Certains aspects de l'initiative montraient des résultats positifs par rapport aux principes directeurs : (a) *une seule direction* et (b) *un seul programme*. Par contre, le PC n'a guère fait de contribution à (c) *un seul budget* ainsi qu'à (d) *un seul bureau*. Surtout l'efficience du programme fut entravée par les

différences entre les agences en culture de partenariat. Ceci a mené à une géométrie variable avec, d'une part, des partenaires d'exécution internationaux expérimentés (comme par exemple Oxfam) et de l'autre, des partenaires issus de la société civile nationale.

6. Questions d'évaluation du programme conjoint

- (a) *Pertinence*: Le PC a su répondre à certains besoins économiques d'une partie de la population dans les trois zones de retour. Un nombre de partenaires nationaux de la société civile ne sont pas suffisamment ancré dans le milieu rural pour pouvoir prendre la relève. Leur situation financière et des ressources humaines hors programme ne leur permettent pas un appui continu.
- (b) *Efficience*: L'UNICEF a l'habitude de sous-traiter des programmes entiers à des partenaires internationaux expérimentés. La FAO et le PNUD ont plutôt l'habitude d'appuyer les partenaires locaux en provenance de la société civile. Il va de soi que cette différence en culture de partenariat influence la cohérence et l'alignement entre agences.
- (c) *Appropriation*: Lors des missions conjointes, la population fut consultée. Afin de promouvoir l'appropriation des résultats, de très nombreux comités de gestion furent créés.
- (d) *Efficacité*: Au niveau des zones d'interventions, quelques dizaines de milliers d'habitants (en majorité des femmes et des vulnérables) ont pu bénéficier d'une relève économique, d'une diminution des conflits ainsi que d'un meilleur accès aux services sociaux. Le PC a donc contribué à l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim d'une manière importante. En même temps, le programme a montré comment cibler efficacement les femmes vulnérables.
- (e) *Durabilité*: Le processus d'accompagnement des structures et des organes de décision et de gestion n'est pas arrivé à terme. C'est pour cette raison que la durabilité des effets positifs du PC est sérieusement entravée.
- (f) *Potentiel de mise à l'échelle*: Bien qu'il y ait des recommandations évidentes pour améliorer la probabilité d'une réussite (voir recommandations), le PC a un grand potentiel, soit pour être reproduit, soit pour être monté en échelle.

7. Recommandations

(a) *Pertinence de l'ISSSS*

- ✓ Intégrer i) la bonne gouvernance, ii) la gestion foncière et iii) le développement durable dans les principes directeurs de l'appui à l'ISSSS.
- ✓ Planifier la durée des phases de RRR en concordance avec le temps nécessaire pour accompagner une bonne gestion des affaires publiques, du développement durable et équitable.

(b) *Contribution aux OMD*

- ✓ Contribuer à la promotion des radios communautaires en tant qu'intervention prioritaire dans la sous-région; Valider et documenter les expériences de la Benvolencija, Search for Common Ground et l'Hirondelle et produire un film documentaire au sujet de l'importance des radios communautaires pour la promotion de la paix et de la résolution des conflits.
- ✓ Mettre des informations à disposition des autorités communautaires au sujet de la génération de l'hydro-électricité pour les radios communautaires et les unités de transformation agricole (voir AKRSP Pakistan).
- ✓ Réhabiliter les routes de desserte agricole. Faire de l'approche HIMO+ (haute intensité de main d'œuvre appuyée par des machines de compactage de taille ajustée, à mettre à disposition des services de voirie communautaires; voir Helpage des Grands Lacs ; Goma).
- ✓ Continuer l'appui au renforcement des filières agricoles comme instrument de relève économique par excellence.

(c) *Contribution à la déclaration de Paris et à l'Initiative Unis dans l'Action*

- ✓ La récente expérience avec l'appropriation, l'alignement et l'harmonisation de l'aide ainsi que le gain en cohérence, complémentarités et synergies constituent suffisamment de bonnes raisons pour recommander la continuation d'un programme conjoint qui vient en appui au RRR.
- ✓ Il est pourtant recommandé d'en faire un programme RRR+ en intégrant parmi les principes directeurs de l'ISSSS, (a) la bonne gouvernance, (b) la gestion foncière sécurisée, et (c) le développement durable (renforcement des filières prometteuses, surtout dans l'agriculture).

1. INTRODUCTION

1.1 Contexte, objectif et approche méthodologique du Programme Conjoint

1.1.1 Description du contexte des opérations

Le F-OMD appuie des programmes conjoints qui cherchent, en multipliant les efforts pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres grands objectifs de développement, à reproduire les expériences pilotes fructueuses, à influencer sur l'élaboration des politiques publiques et à améliorer les conditions de vie des populations dans 49 pays.

Les principaux objectifs de la stratégie de suivi évaluation du F-OMD¹ sont les suivants :

1. Obtenir des résultats en matière de développement;
2. Déterminer la valeur et la qualité en mesurant leur contribution à la réalisation des trois objectifs du F-OMD :
 - a. les OMD,
 - b. la *Déclaration de Paris* et *Programme d'Action d'Accra* et
 - c. l'initiative *Unis dans l'Action*.
3. Obtenir et rassembler des connaissances basées sur les faits et enseignements tirés pour les faire monter en échelle et reproduire les interventions de développement fructueuses.

Le *Projet d'Appui à la Stabilisation et à la Prévention des Conflits dans le Nord-Kivu* contribue à la réalisation des OMD 1, 2, 3 et 7. Le Programme est lié au *Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté* et s'inscrit dans l'*Acte d'Engagement* signé par tous les groupes armés du Nord-Kivu (23.01.2008). Le programme s'intègre dans la *Stratégie Internationale en Appui à la Sécurité et Stabilisation* (ISSSS) pour l'Est RDC.

Les anciens groupes armés, les uns reconstitués, les autres restructurés en sous groupes (May May, FDLR et les ADF Nalu) sont toujours actifs dans le territoire de Beni. La naissance de nouveaux groupes armés a été enregistrée avec des escarmouches fréquentes entre forces régulières et forces négatives. La situation est aussi caractérisée par divers harcèlements des populations et des coupures de routes.

1.1.2 Evolution du contexte sécuritaire

La situation dans la Province du Nord Kivu est dominée par des affrontements entre groupes belligérants avec comme corolaire des exactions contre la population civile. Dans le territoire de Beni, des affrontements ont opposé, du 19 au 22 janvier 2013, les Forces Armées de la RDC (FARDC) aux rebelles ougandais de l'*Allied Democratic Forces* (ADF) dans la zone de Mbau, au Nord Est de ce territoire. D'autres activités belliqueuses de l'ADF ont été rapportées sur l'axe Mbau-Eringetti. Cette situation a mené à des agressions physiques contre des civils et a empêché les populations d'accéder à leurs champs en pleine situation culturale. Déjà au mois d'avril 2012, des intenses mouvements des rebelles de l'ADF / NALU ont contraint OXFAM GB à retirer ses équipes de la zone de Kamango pour un temps d'observation. Au mois d'octobre 2012, il était rapporté que les FARDC commettaient des exactions contre la population civile dans la région dans les alentours de Mbau. Actuellement, la route de Mbau à Kamango, qui traverse le Parc du Virunga, est en « zone rouge ». Lors de sa visite à Kamango, la présente mission d'évaluation a dû être escortée par la MONUSCO.

¹ Voir: *Guide de mise en œuvre des programmes conjoints du F-OMD*

La population de Kamango ne se plaignait pas particulièrement du comportement de l'ADF / NALU qui, selon elle, ne ferait pas d'exactions à son encontre. A part des déplacés qui des fois arrivent depuis Lubéro (où des May-May et FDLR sont toujours actifs) à Butembo, la situation sécuritaire dans la plupart des zones du territoire apparaît stable. La concentration des FARDC sur le territoire de Rutshuru (zone occupée par les mutins des M23) laisse vides plusieurs localités qui sont actuellement en proie à de multiples exactions des groupes armés (May-May, ADF/NALU, FDLR) causant pour le seul territoire de Beni, vers le mois d'avril 4'000 ménages déplacés, soit 20'000 personnes, dans la zone de santé de Oïcha, entretemps retournées chez elles. Ceci sont des chiffres relativement modestes comparés à des localités telles que Lubero, Masisi, Walikale et Rutshuru. C'est d'ailleurs à cause de cette stabilité relative et un pourcentage de retournés élevé que le territoire fut choisi pour l'exécution du programme F-OMD.

Fig. 1.1 Escorte MONUSCO; forces armées népalaises



1.1.3 Objectif du programme

Le programme avait pour ambition de contribuer à la réalisation de trois OMD en RDC :

- OMD 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et faim
- OMD 3 : Egalité des sexes et autonomisation des femmes
- OMD 7 : Assurer un environnement durable.

Il est lié au principal instrument de planification et de politique nationale : le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP).

Il s'inscrit plus particulièrement dans la philosophie de l'Acte d'Engagement signé par tous les groupes armés du Nord Kivu le 23 janvier 2008, à l'issue de la conférence de Goma pour la Paix, la Sécurité et le Développement dans les deux Kivus. Il s'intègre aussi dans la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilité de l'Est de la RDC (ISSSS), surtout dans la 4^{ème} composante : *Appuyer le retour dans la sécurité et la dignité des populations déplacées internes (PDI) et des réfugiés, répondre aux besoins sociaux prioritaires des retournés, s'attaquer aux sources majeures de conflit et relancer le relèvement économique.* Le programme cadre avec le *Plan de Stabilisation et de Reconstruction de l'est RDC*.

1.1.4 Approche méthodologique

Approche intégrée et multisectorielle basée sur *l'analyse participative des conflits et des capacités de paix au Nord Kivu* (PNUD, 2008), le programme conjoint visait à contribuer à la sécurisation et à la stabilisation des populations dans la Province du Nord Kivu à travers :

1. Le renforcement et/ou la création des dynamiques communautaires de prévention et résolution des conflits communautaires et consolidation de la paix.
2. La réinsertion communautaire et économique durable de tout type de retournés (ex-combattants, ex-déplacés, ex-réfugiés) et des femmes victimes de violences sexuelles ainsi que la revitalisation économique au sein même des communautés.
3. L'augmentation de la capacité d'accueil des communautés par une augmentation de la couverture des services sociaux de base comme cadre général d'amélioration des conditions de vie de la communauté en vue de la diminution des tensions et la disposition favorable à la réception des retournés.

1.2 **Objet d'évaluation**

Les évaluations finales sont de nature sommative et visent à apprécier dans quelle mesure le programme a mis en œuvre les *activités* prévues et obtenu les *produits et réalisations* attendus surtout les résultats de développement. En plus, des connaissances doivent être générées par le programme en termes de meilleures pratiques et enseignements tirés pour servir une montée en échelle et une reproductibilité. Les constats et évaluations seront pris en compte afin de déterminer l'impact du F-OMD au niveau national et international.

L'évaluation s'adresse aux niveaux et aux *critères d'évaluation* suivants:

(a) Conception: *pertinence*, (b) Procédure: *efficience et appropriation*, (c) Résultats: *efficacité et durabilité*. Les Termes de Référence contiennent des questions d'évaluation qui servent à mieux cerner ces niveaux et critères.

Les objectifs spécifiques: (a) évaluation de la *pertinence* : dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à répondre aux problèmes identifiés pendant la phase de conception; (b) évaluation de l'*efficacité*, de l'*efficience* et de la *qualité* des produits et des réalisations; (c) évaluation des *résultats de développement* pour la population ciblée à plusieurs niveaux; (d) évaluation de la réalisation des objectifs des volets ainsi que des objectifs globaux du F-OMD (OMD, Déclaration de Paris et réforme de l'ONU) et (e) identification des bonnes pratiques et enseignements tirés des éléments mentionnés ci-dessus afin de garantir leur *durabilité*.

1.3 **Méthodes d'évaluation**

1.3.1 Introduction

L'approche méthodologique appliquée est principalement déductive et a utilisé des techniques participatives afin d'apprécier ensemble avec les parties prenantes, la réalisation des processus planifiés et des résultats escomptés avec un accent sur les relations inter et intra organisationnelles entre multiples acteurs, issus des structures étatiques et de la société civile, ainsi que sur les relations entre celles-ci et les bénéficiaires et/ou leurs représentants légitimes.

Un accent particulier fut mis sur un développement inclusif et équitable par le biais des discussions en groupes focaux. La dimension de la reddition des comptes (*accountability*) par les organisations partenaires issues de la société civile vis à vis du PNUD et de la population ciblée a reçu un accent particulier.

1.3.2 Outils de collection des données

Phase de Préparation

✓ Etude Documentaire

Bien avant le départ du consultant pour la RDC, le Commissaire de l’Evaluation Finale a mis à disposition, sous forme digitale, la documentation de référence sur le Programme F-OMD et des documents du programme conjoint. Dans le mois suivant la réception des documents de référence, le consultant a soumis au Commissaire de l’Evaluation un *Rapport Initial* contenant des informations détaillées sur les méthodes, sources et procédures à utiliser pour la collecte des données en RDC ainsi qu’un calendrier détaillé pour l’exécution des activités et la soumission des livrables.

✓ Briefing par le Bureau du Coordonnateur Résident et par l’Antenne de Goma

Le briefing initial a été lieu en deux étapes, en l’occurrence d’abord au siège du PNUD de la RDC à Kinshasa suivi par une séance de débriefing au bureau de l’antenne du PNUD à Goma. Lors de la première séance, l’accent a été mis sur la fenêtre thématique *Méta-évaluation* du programme F-OMD (l’impact global du fonds aux niveaux national et international, Déclaration de Paris/Accra et l’initiative Unis dans l’Action), la séance de briefing à Goma avait un caractère plus opérationnel (plutôt axée sur les aspects opérationnels du *Projet d’Appui à la Stabilisation et à la Prévention des Conflits dans le Nord-Kivu*, exécuté dans le territoire de Beni. La séance, conduite sous la responsabilité du responsable pour le thème pauvreté, à Goma a surtout servi à peaufiner l’approche d’analyse et de récolte des données comme proposée dans le rapport initial ainsi que les aspects logistiques de la visite sur le terrain.

Phase de collection des données à Kinshasa et à Goma

✓ Interviews avec les bailleurs, les autorités et partenaires du projet

Les responsables du PNUD n’ont pas pu trouver le bailleur du programme disponible pour une interview. A Goma, les agences du programme (FAO, UNICEF et FAO) furent interviewées ainsi qu’un nombre de partenaires d’exécution tels qu’OXFAM et Benevolencija et quelques structures étatiques.

Phase de collection des données à Beni

✓ Visites de courtoisie aux autorités territoriales

Une fois arrivé sur le terrain (territoire de Beni), des visites de courtoisie furent faites aux autorités administratives de la ville et du territoire afin d’expliquer l’objectif de l’évaluation et de se familiariser avec le contexte et défis spécifiques de la région et donc du programme.

✓ Réunion d’information avec les partenaires d’exécution

Des réunions d’information furent organisées avec les représentants des organisations partenaires et les interlocuteurs étatiques du terrain. Pendant ces réunions, le programme peaufiné de visites sur le terrain, la participation de partenaires à ces visites et les implications logistiques furent discutées.

✓ Interviews avec les bénéficiaires du terrain

Lors des visites sur le terrain des bénéficiaires du projet, les instruments suivants furent utilisés:

✓ Réunion d’introduction avec la communauté;

✓ « *Transect walk* », orientation visuelle du contexte;

- ✓ Interviews structurées en groupes focaux pour femmes, hommes, bénéficiaires et non bénéficiaires etc. (en groupes homogènes pour faciliter une expression libre); Cette activité a nécessité l'appui de quatre enquêteurs/enquêtrices;
- ✓ Chaque visite de terrain a été clôturée par une brève séance de restitution (par politesse mais aussi pour fournir l'opportunité de « corriger le tir »).
- ✓ Analyse intermédiaire des données

L'équipe d'évaluation a organisé une réunion interne pour analyser les résultats du terrain et formuler des observations et des conclusions intermédiaires et pour préparer une présentation PowerPoint destinée aux participants d'un atelier de restitution local (à Béni).

Organisation de l'évaluation et interlocuteurs principaux

La responsabilité finale de l'évaluation fut entre les mains du Commissaire de l'Evaluation situé au PNUD à Kinshasa (voir page 1), qui avait la responsabilité finale de la gestion du processus et de la coordination de la mission. L'organisation et la coordination des activités à Goma furent la responsabilité du responsable de la division *Pauvreté* du PNUD pour l'est-RDC, alors que celles des activités pour la ville et le territoire de Béni furent la responsabilité du chef de l'antenne du PNUD à Béni.

Restitution des résultats

- ✓ Restitution intermédiaire des observations et conclusions (niveau du territoire de Béni)

Avant de quitter Béni, une réunion de restitution fut organisée avec la participation des collaborateurs et collaboratrices du projet, les représentants des organisations partenaires et les représentants des interlocuteurs étatiques. Lors de cette séance de restitution, une présentation des observations et des conclusions intermédiaires fut donnée par l'équipe d'évaluation.

- ✓ Restitution intermédiaire des observations et conclusions (niveau provincial et/ou national)

La restitution des résultats de la mission eut lieu en deux séances au niveau provincial comme au niveau national. La restitution a pris en compte les commentaires, le consensus et les éventuels désaccords signalés lors des séances de restitution à Béni et à Goma.

1.4 Contraintes et limites de l'évaluation

- ✓ *Durée d'exécution courte*

Malheureusement l'évaluateur n'a pas pu saisir l'opportunité de rencontrer le bailleur du programme F-OMD sur le plan mondial, en l'occurrence l'Ambassade d'Espagne. Il aurait été intéressant de discuter du bien fondé d'une approche de réintégration, de réhabilitation et de relèvement fortement restreinte dans le temps, limitant ainsi la qualité de gestion des institutions paysannes ainsi que la rentabilité des activités de réinsertion économique, sans toucher le véritable fond des conflits comme par exemple le problème foncier. Travailler sur ces thèmes dans un contexte fortement conflictuel nécessite une approche de facilitation de l'accès aux et renforcement de la gestion des moyens de production, approche qui s'inscrit dans la durée. L'option favorisée par le bailleur et les agences d'exécuter un programme d'une telle complexité sur une période si courte nécessite de plus amples explications. Apparemment, nous avons de la peine à concevoir et faciliter une transition de la phase de l'urgence vers une redynamisation de l'économie qui dépasserait désormais une approche précipitée. Le point fort du F-OMD, en l'occurrence la facilitation de la réinsertion

économique, s'avère se transformer rapidement en point faible si encadré dans des contrats d'exécution dépassant rarement une période d'une année. Sans toucher aux conditions nécessaires à un développement économique plus durable, une telle approche ne semble guère convaincre.

✓ *Accessibilité*

L'accessibilité de sites de terrain fut parfois difficile étant donné la condition extrêmement critique de l'infrastructure routière. Il est vrai que le choix des zones d'intervention est fait selon le nombre des retournés, cependant, parfois la valeur ajoutée relativement modeste par le programme dans certaines zones isolées ne semble ni être justifiée par le temps, ni par l'énergie dépensée en planification, exécution et suivi. Ceci est d'autant plus pertinent si on réalise qu'à l'achèvement du programme, de multiples partenaires d'exécution se sont vu privés de moyens humains et financiers pour continuer le renforcement organisationnel et individuel des bénéficiaires.

✓ *Ambitions*

Pendant une dizaine de journées passées sur le terrain, l'évaluateur a pu visiter trois zones et six communautés. Dans chacune des trois zones, il y avait des dizaines d'activités qui furent entreprises, ce qui montre le niveau d'ambition élevé. En dépit de l'appui en orientation de la part du PNUD et de la FAO, le travail d'enquêtes effectué par les quatre enquêteurs/enquêtrices (interviews avec des groupes focaux), ainsi que les explications de la part des partenaires d'exécution accompagnants, pas tous les sujets ont été traités sur un pied d'égalité. Certains sujets, tel que la violence subie par les femmes, n'ont presque pas été discutés par l'évaluateur en public (cela reste un tabou) mais furent néanmoins discutés dans des groupes focaux de femmes avec les énumératrices.

✓ *Programme conjoint de la première génération*

Le F-OMD fut un programme conjoint de la première génération. Il va donc de soi qu'il y avait certaines faiblesses de démarrage qui maintenant, avec le recul, auraient pu être évitées. Les agences ont des cultures de gestion différentes, liées à des thématiques, partenariats et modalités et procédures différents. Plus que d'autres agences l'UNICEF en RDC a choisi de sous contracter l'exécution de tout un thème multisectoriel par quelques grands partenaires internationaux tels qu'Oxfam. La FAO et le PNUD ont plutôt l'habitude de travailler selon des contrats de courte durée avec des partenaires nationaux de toute provenance et qualité. Il va de soi que ceci amène une certaine lourdeur dans l'accompagnement administratif ce qui peut influencer l'alignement des activités et la cohérence entre agences.

2. OBJECTIFS ET NIVEAUX DE L'ANALYSE

2.1 Objectif de l'évaluation

Les évaluations finales sont de nature **sommative** et visent à :

1. Évaluer dans quelle mesure le programme conjoint a pleinement mis en œuvre les activités prévues et obtenu les produits (*outputs*) et réalisations (*outcomes*) attendus et mesurer en particulier les résultats de développement.
2. Générer un volume conséquent de connaissances basées sur les faits, concernant un ou plusieurs volets du F-OMD en identifiant les meilleures pratiques et les enseignements tirés qui pourraient servir à d'autres interventions de développement au niveau national (montée en échelle) et international (reproductibilité).

En résultat, les constats et recommandations de ces évaluations seront pris en compte dans la fenêtre thématique « Méta-évaluation » créée par le Secrétariat pour dégager une synthèse de l'impact global du Fonds au niveau national et international.

2.2 Portée de l'évaluation et objectifs spécifiques

L'évaluation finale s'attachera principalement à mesurer les résultats de développement et les impacts potentiels du **programme conjoint** en se conformant aux indications sur la portée et les critères présentés dans les termes de référence (voir annexe 1). Ceci permettra de formuler les conclusions et les recommandations pour le programme conjoint dans un délai de quatre à six mois.

Le programme conjoint représente l'unité d'analyse ou l'objet d'étude de cette évaluation. Il renvoie à l'ensemble des composantes, des réalisations, des produits, des activités et des intrants définis dans le document de programme conjoint et dans les modifications qui lui ont été apportées durant la mise en œuvre du programme.

Cette évaluation finale a les **objectifs spécifiques** suivants :

1. Évaluer dans quelle mesure le programme conjoint a contribué à répondre aux besoins et à résoudre les problèmes identifiés pendant la phase de conception.
2. Mesurer le degré de mise en œuvre du programme conjoint, son efficacité et la qualité des produits et des réalisations par rapport à ce qui a été prévu initialement ou ultérieurement officiellement modifié.
3. Mesurer dans quelle mesure le programme conjoint a obtenu les résultats de développement pour la population ciblée, les bénéficiaires et les participants, qu'il s'agisse d'individus, de communautés, d'institutions ou autre.
4. Mesurer la contribution du programme conjoint à la réalisation des objectifs fixés pour ses différents volets d'intervention ainsi qu'à celle des objectifs globaux du F-OMD au niveau local et national (OMD, Déclaration de Paris, principes d'Accra et réforme de l'ONU).
5. Identifier et documenter les grands enseignements tirés et les bonnes pratiques sur les sujets spécifiques de la fenêtre thématique, les OMD, la Déclaration de Paris, les

principes d'Accra et la réforme de l'ONU dans le but de garantir la durabilité du programme conjoint ou de certaines de ses composantes.

2.3 La quatrième composante de l'approche ISSSS

La quatrième composante de l'ISSSS qui vise à *assurer le retour volontaire dans la sécurité et la réintégration socio-économique durable des personnes déplacées internes et réfugiés dans leurs zones d'origine, ainsi que le relèvement économique local*, est sensée appuyer les autres composantes du STAREC par des axes stratégiques suivants:

- ✓ Traiter les besoins sociaux prioritaires: restauration des services sociaux et infrastructures de base (écoles, centres de santé et marchés);
- ✓ Promouvoir la génération d'emplois et la productivité agricole; et
- ✓ Soutenir la coexistence pacifique et la résolution des conflits, liés au logement, à la terre et aux questions foncières.

En ligne avec les principes directeurs du STAREC et de l'ISSSS, la priorisation des zones d'interventions doit être basée sur une analyse du niveau de sécurité humaine des communautés en tenant compte de la stabilité/sécurité des zones de retour et la capacité des agences à y répondre. Pour la préparation du programme F-OMD, de telles analyses ont été faites par des missions conjointes pendant les années 2008 et 2009.

Les interventions de la quatrième composante se basent sur une approche participative et communautaire. Ceci implique le respect des principes directeurs suivants:

- ✓ Adoption d'une vision holistique dans l'analyse et le traitement des besoins; ramener le traitement des problèmes et besoins de l'individu à celui de l'ensemble dans lequel il s'inscrit;
- ✓ Faire participer les bénéficiaires à l'élaboration et mise en œuvre des réponses dans le but essentiel de permettre sa pérennité;
- ✓ Eviter la stigmatisation par l'intégration des problèmes et besoins des individus ou de catégories déviantes et vulnérables dans l'approche communautaire comme définie ci-dessus;
- ✓ La programmation et la planification des activités multisectorielles doivent être le plus possible conjointes pour favoriser une approche intégrée et créer des synergies entre agences en incluant le gouvernement;
- ✓ D'une manière générale les autorités provinciales et locales seront impliquées dans l'identification, la formulation, l'exécution et le suivi-évaluation des projets et des programmes;
- ✓ Les programmes conjoints qui s'inscrivent dans le contexte de l'appui à la Stabilisation et à la Prévention des Conflits ne constituent pas en eux-mêmes des facteurs déclencheurs d'un retour à l'ordre mais le consolident et peuvent permettre la transition vers la phase du développement à long terme;
- ✓ Des conditions préalables doivent être remplies liées aux premières composantes du STAREC visant le rétablissement de la sécurité et de l'autorité de l'Etat (analyse avec agences onusiennes et la MONUSCO) avant que les programmes de la quatrième composante soient envisagés;
- ✓ Les programmes conjoints d'appui au STAREC/ISSSS produiront des résultats immédiats, visibles et concentreront leur effort sur les zones actuellement stables afin de contenir les éléments déstabilisants.

La présente évaluation ne se penche pas seulement sur les activités entreprises dans le cadre du programme lui-même mais elle se prononce également au sujet de la pertinence de la « 4^{me} composante de l'ISSSS » dont les principes directeurs structurent l'approche du programme F-OMD.

2.4 La stratégie de Suivi-Evaluation du F-OMD

La stratégie de suivi-évaluation du F-OMD connaît trois objectifs:

- ✓ Aider les programmes conjoints à obtenir des résultats en matière de développement.
- ✓ Déterminer la valeur et la qualité des programmes conjoints et mesurer leur contribution à la réalisation de trois objectifs du F-OMD:
 - Les OMD (réf. : OMD 1, 3 et 7);
 - La Déclaration de Paris; et
 - L'Initiative *Unis dans l'Action*
- ✓ Obtenir et rassembler des connaissances basées sur les faits ainsi que les enseignements tirés pour les faire monter en échelle et reproduire les interventions et de réaliser une évaluation finale à visée principale sommative.

Par conséquent, la présente évaluation se penche à la fois sur les activités de développement (OMD 1, 3 et 7) exécutées dans le cadre de l'ISSSS, tout en mettant un accent sur les objectifs 2 et 3 du F-OMD qui visent renforcer les aspects de coordination et cohérence entre agences du programme conjoint.²

2.5 Les niveaux et critères de l'évaluation

Dans l'appréciation de la performance du programme, l'évaluation évoque principalement les niveaux d'exécution et les *critères d'évaluation* habituels:

- a. Conception: *pertinence* (dans quel degré le Programme Conjoint du F-OMD en RDC a-t-il contribué à trouver des réponses aux problèmes identifiés pendant sa conception?)
- b. Procédure: *efficience* (ponctualité et qualité des apports financiers et des ressources humaines) et appropriation (gestion du programme, et de sa gouvernance, développement inclusif et équitable de la population cible);
- c. Résultats escomptés: *efficacité* (qualité des produits et des résultats), *durabilité* (à plusieurs dimensions tels que financiers, environnemental, organisationnel, institutionnel, etc.) et *impacts* (changement à long terme dans les connaissances, les attitudes, ainsi que dans le renforcement des moyens d'existence et, par cela, des capacités de rebondissement), et

² Le concept de programmation conjointe réfère à la fois à la coopération entre d'une les agences onusiennes (PNUD, UNICEF et FAO) et les institutions étatiques de stabilisation et de développement (dans le cadre STAREC/ISSSS) ainsi qu'à une meilleure cohérence entre agences afin d'opérer plus efficacement et avec une appropriation nationale plus poussée (Unis dans l'Action, Déclaration de Paris).

- d. Réplication: *potentiel de mise à l'échelle* (dans quelle mesure les pratiques et les leçons apprises ont-elles été mises à l'échelle nationale et internationale?).

L'annexe 1 contient les Termes de Référence de la présente mission, y compris une liste détaillée des questions d'évaluation. Un condensé des questions principales pour chacun de ces niveaux d'exécution et de ces critères d'évaluation.

3. EVALUATION DE LA PERTINENCE DE L'ISSSS

Dans ce chapitre, nous nous efforçons d'analyser la pertinence des axes stratégiques et des principes directeurs qui constituent le bien fondé de l'approche principale de la 4^{me} composante de l'ISSSS.

Comme évoqué ci dessus (ch.2.2), cette composante veut assurer le retour volontaire par la réintégration socio-économique durable et le relèvement économique. Les axes stratégiques qui viennent en appui de cette 4^{me} composante sont : la restauration des services sociaux et des infrastructures, promotion de la génération d'emplois et de la productivité agricole durables et la résolution des conflits liés, entre autres, aux questions foncières.

Un frein sur le développement durable est le manque d'orientation commerciale dans le développement des activités génératrices de revenus. La plupart des cas observés sur le terrain souffraient de deux faiblesses :

(a) la quasi totalité de ces activités développées par les partenaires d'exécution n'étaient pas rentables (par faible qualité ou par manque d'opportunités de commercialisation); des analyses rapides du marché préalables à la formation des groupes de filière auraient pu éviter la frustration des nombreux bénéficiaires.

(b) la gestion communautaire des filières était défaillante. Cette dernière observation est tout à fait consistante avec l'expérience ailleurs dans les pays qui sortent d'une crise: la qualité de la gestion communautaire des activités économiques, la colonne vertébrale du F-OMD, n'est simplement pas au point dans la quasi totalité des états faibles.

Comme déjà évoqué au ch.2, dans de pareilles conditions, le renforcement des institutions de base dans une période si courte ne peut simplement ni mené à l'autogestion et l'autofinancement, ni mettre les bases d'un développement durable.

En contraste, l'expérience faite dans l'agriculture (cultures vivrières et maraîchères) fut très positive. Ceci s'explique par la signature des contrats de cession de terres avec les autorités coutumières ou avec les propriétaires par la FAO, ce qui garantissait, au moins pour la durée du programme, un accès plus au moins équitable aux terres. La qualité de l'appui des partenaires de terrain, en l'occurrence l'ADRA et CARITAS, était tel que la plupart des paysans ont réalisé une augmentation remarquable de la productivité. Maintenant, à l'achèvement du programme, il y a des paysans qui peuvent toujours continuer à utiliser ces terres (d'habitude contre une redevance ou par un système de métayage; voir l'exemple de l'OP qui s'est installée au Graben) tandis qu'il y en d'autres qui sont simplement chassés de ces champs (par exemple par la paroisse de Kamango).

En analysant ces constats, il semble parfois y avoir une contradiction entre d'une part la notion de développement durable, et d'autre part le constat du manque de continuité dans les conditions cadres créées par le programme. Si les conditions ne sont pas associées pour favoriser un accès aux, et un contrôle durables sur les facteurs de production, une réinsertion économique ne semble pas être stable. Etant donné que la FAO appuie le gouvernement de la RDC avec le développement d'un système foncier innovateur, il serait souhaitable de désormais intégrer ce volet dans les axes stratégiques d'appui à la 4^{me} composante de l'ISSSS.

En ce qui concerne les principes directeurs de la quatrième composante de l'ISSSS, les constats suivant peuvent être faits :

- ✓ Des conditions préalables doivent être remplies liées aux premières composantes du STAREC visant le rétablissement de la sécurité et de l'autorité de l'Etat (analyse avec agences onusiennes et la MONUSCO) avant que les programmes de la quatrième composante puissent être envisagés;
- ✓ L'adoption d'une vision holistique dans l'analyse et le traitement des besoins devraient prendre en compte une analyse des structures de pouvoir au sein de la communauté. Comme de multiples exemples du terrain le démontrent clairement, faire l'ensemble de la communauté prévaloir sur les problèmes et besoins de l'individu peut contribuer à l'éclatement de nouveaux conflits. Ceci s'avère être particulièrement pertinent dans les communautés avec une faible qualité de gouvernance. Ce constat devrait inspirer le PNUD à intégrer son programme de gouvernance (PADDL) dans les principes directeurs de l'ISSSS.
- ✓ Faire participer les bénéficiaires à l'élaboration et la mise en œuvre des réponses ne permet pas nécessairement la pérennité de ces solutions. Bien que la participation y soit une condition nécessaire, elle n'y est pas en soi une condition suffisante (comme par exemple: l'accès aux, et le contrôle sur les moyens de production);
- ✓ Après un tour d'analyses initial sur le terrain sans implication apparente de la part du gouvernement territorial, la programmation et la planification des activités multisectorielles furent entreprises de manière conjointe. Ceci a effectivement contribué à créer des synergies entre agences et gouvernement;³
- ✓ D'une manière générale, les autorités provinciales et locales ont été impliquées dans l'identification, la formulation, l'exécution et le suivi-évaluation des projets et des programmes;
- ✓ A condition que des appuis en bonne gouvernance, en gestion foncière et en développement durable soient intégrés dans l'exécution de la 4^{me} composante de l'ISSSS, les programmes conjoints STAREC peuvent permettre de contenir les éléments déstabilisants et de faire la transition vers la phase du développement à long terme. Il est néanmoins souhaitable que la durée des phases de réhabilitation, réinsertion et relèvement économique soit planifiée en concordance avec le temps nécessaire pour accompagner une bonne gestion des affaires publiques et de développement durable et équitable de l'économie locale.

³ Basé sur énoncé de l'ex-Ministre du Plan, interviewé par la mission à Bulambo.

4. INTERVENTIONS DE DEVELOPPEMENT, CONTRIBUTION AUX OMD

4.1 Description des résultats et des produits escomptés

Pendant l'évaluation des résultats et des produits du F-OMD, l'évaluateur s'est basé sur trois sources de renseignements différentes :

1. Les enquêtes des groupes focaux entreprises par les énumérateurs/trices;
2. Les entretiens que l'évaluateur a eus avec les agences, partenaires, structures étatiques, autorités locales, prestataires de services et bénéficiaires;
3. Les rapports de suivi semestriels et le rapport narratif final.

Le tableau en annexe 3 montre les détails des sources de renseignements.

4.2 Evaluation des résultats et des produits des OMD

4.2.1 Introduction

Les détails de l'enquête des groupes focaux se trouvent en annexe 4.

Les chiffres exprimés dans ce chapitre font référence à cette enquête ainsi qu'au tableau x sur les pages suivantes qui montre de manière condensée les réalisations des résultats et des produits des OMD. Les détails du tableau 4.1 se trouvent en annexe 3.

4.2.2 Volet 1 : Protection

Résultat 1 : Les conflits intra et intercommunautaires sont réduits et résolus pacifiquement

Produit 1.1 : Les mécanismes de protection sont renforcés, ainsi qu'un environnement protecteur contre toutes formes de violence, abus et exploitation envers les enfants et les femmes est créé.

3 comités de Protection Communautaire ont été mis en place. 13 campagnes ont été organisées pour sensibiliser les FARDC et la PNC en matière de protection civile. La population civile dans ces trois zones d'intervention a également été sensibilisée. Les 11 forums d'enfants facilitent la sensibilisation des communautés ciblées. L'accès aux services de prise en charge des victimes des violences s'est amélioré mais l'accompagnement des personnes traumatisées par les accompagnateurs/trices communautaires est fortement préféré.

Produit 1.2 : Renforcement des capacités de la société civile pour la paix et la réconciliation au profit d'une population de 100'000 personnes.

Deux radios communautaires furent appuyées par La Benevolencija, en ville de Beni et à Bulambo. Ces deux stations ont un rayon de transmission d'approximativement 250 km. Les formations en résolution des conflits et en déontologie journalistique données par la Benevolencija furent particulièrement appréciées. L'évaluateur a rencontré les deux équipes et a longuement discuté avec elles pour avoir une idée sur la pérennité de ces radios tant appréciées par les auditeurs. Bien qu'il y ait encore de quoi faire pour autonomiser les stations sur le plan financier, la gestion est entre de bonnes mains.

TABLEAU 4.1 : RESULTATS DU PROGRAMME F-OMD

	ACTIVITE	CIBLE	EFFECTIF	REALISATION %
	PROTECTION			
1	Comités de Protection Comm.	3	3	100.0
2	Campagnes sensibilisation FARDC, PNC		13	
3	Forums d'enfants	11	11	100.0
4	Forums de femmes	20	20	100.0
5	Nombre de filles, membres forum	30	30	100.0
6	Nombre de garçons, membres forum	30	30	100.0
7	Point focaux référencement	27	27	100.0
8	Accompagnatrices personnes traumatisées		16	
9	Accompagnateurs personnes traumatisées		7	
10	Personnes aidées par groupes d'écoute CCP		40	
11	Radios communautaires	2	2	100.0
12	Nombre de femmes; résolution des conflits		210	
13	Groupes d'écoute	11	11	100.0
	REINTEGRATION ECONOMIQUE & AGRICULTURE			
141	CCP avec formation en AGR	3	3	100.0
142	Femmes bénéficiaires des CCP	750	698	93.1
143	Hommes bénéficiaires des CCP	250	134	53.6
144	Minorités ethniques bénéficiaires des CCP	N/A	N/A	
15	CDG pour filières et CCP	48	48	100.0
16	Accès eau et électrification CCP ⁴	2	2	100.0
171	Nombre de MUSO	20	20	100.0
172	Femmes bénéficiaires MUSO		262	
173	Hommes bénéficiaires MUSO		112	
18	Moyenne d'épargne par participant (\$)		12	
19	Moyenne de crédit par participant (\$)		7	
20	Moyenne par crédit octroyé (\$)		21	
21	Nombre de hangars construits	3	3	100.0
22	Marchés construits	5	3	60.0
23	Blocs de latrines dans les marchés	5	3	60.0
24	Entrepôts de stockage	2	2	100.0
251	Organisations paysannes	20	20	100.0
252	Femmes membres des OP	2'000	1'573	78.7
253	Hommes membres des OP	1'000	1'501	150.1
254	Minorités ethniques mem. OP	50	20	40.0
261	Nombre des membres OP formés		805	
262	Femmes membres OP formées en gestion		487	
263	Hommes membres OP formés en gestion		318	
27	Femmes formées en nutrition		133	
28	Nombre de protocoles FAO et org. part.	2	2	100.0
29	Nombre de contrats de cession de terres		43	
30	Superficies cédées		182	
31	Nombre de ménages cult. Maraîchères		2'613	
32	Nombre de ménages cult. Vivrières		511	
33	Ménages ayant libéré les Virungas		624	
34	Semences vivrières en kg		11'315	
35	Outils cultures vivrières		2'044	
36	Semences cultures maraîchères		1'065	
37	Outils cultures maraîchères		13'069	
38	Augmentation productivité haricots (%)		300	
39	Augmentation productivité maïs (%)		170	
40	Mise en place mutuelles vétérinaires	2	2	100.0
41	Cheptel déparasité		4'400	
42	Poules vaccinées		10'000	
43	Unités de transformation		22	
44	Kilomètres de routes réhabilitées		19	
45	Vélos distribués aux OP	60	60	100.0

⁴ CCP de Burusi et Mbutaba : un accès à l'eau créé, la construction d'un hangar polyvalent et l'installation de kits solaires pour l'électrification et l'éclairage des bâtiments

	SERVICES SOCIAUX DE BASE			
461	Centres de santé construits et équipés	3	3	100.0
462	Nombre de femmes soignées	22'009	20'316	92.3
463	Nombre d'hommes soignés	15'600	14'400	92.3
47	Construction postes de santé	3	3	100.0
48	Construction maternité	1	1	100.0
49	Réhabilitation Centre Nutritionnel	1	1	100.0
50	Formations sanitaires	7	8	114.3
51	Villages assainis	27	27	100.0
52	Construction sources simples		62	
53	Construction sources avec réservoir		6	
54	Latrines familiales		3'531	
55	Latrines d'école		55	
56	Blocs sanitaires centres/postes de santé		8	
57	Moustiquaires distribuées		4'200	
58	Taux de couverture vaccination (%)		85	
591	Membres Comités d'Hygiène		880	
592	Femmes bénéficiaires meilleure hygiène	22'009	20'316	92.3
60	Comités d'Hygiène	27	27	100.0
61	Comités WASH		68	
62	Relais communautaires formés		300	
63	Comités d'Eaum d'Hygiène et Ass.		329	
64	Ecoles primaires	7	7	100.0
65	Centres de rattrapage pour jeunes	3	3	100.0
66	Cadres scolaire formés	56	56	100.0
67	Directeurs formés	7	7	100.0
68	Nombre de kits d'élèves distribués		2'800	
69	Membres Comités des Parents formés		111	
	BENEFICIAIRES DIRECTS			
70	Institutions nationales appuyés	3	3	100.0
71	Nombre d'institutions locales appuyées	10	1	10.0
72	Collaboration universitaire	2	2	100.0
731	Comités Locaux de Dév.	3	3	100.0
732	Femmes membres des CLD	1'250	1'000	80.0
733	Hommes membres des CLD	3'000	2'000	66.7
741	Comités de Paix et de Cons.	19	18	94.7
742	Femmes membres des CPC	190	180	94.7
743	Hommes membres des CPC	190	180	94.7
	BENEFICIAIRES INDIRECTS			
75			OP	
76	Bénéficiaires zones urbaines (étudiants et élèves)		>5'000	
771	Bénéficiaires zones rurales	23'748	21'425	90.2
772	Femmes bénéficiaires zones rurales	13'770	12'100	87.9
773	Hommes bénéficiaires zones rurales	9'978	9'325	93.5

La comptabilité de Radio Bashu s'est avérée transparente, les réunions du Conseil d'Administration sont tenues fréquemment et même l'Assemblée Générale se rencontre pour une décision au sujet de la nomination d'un commissaire aux comptes. Les revenus de la station parviennent des bulletins radiophoniques et de la location des taxis motos et d'un grand écran télé mis à disposition par le PNUD à cet effet. Radio Bashu est fréquemment touchée par des pannes techniques, causées entre autres par la foudre (manque de prise de terre). Chaque fois, la population est parvenue à surmonter les pannes en cotisant des contributions volontaires. Ceci montre la position importante que la radio occupe dans la diffusion des informations locales et dans la résolution des conflits. Les auditeurs disent ne pas sentir à l'aise quand il y a des jours entiers sans émission du tout. Afin de promouvoir une économie d'énergie, le PNUD a déjà commandé des grands panneaux solaires qui contribueront à une autonomie énergétique. L'évaluateur a écouté des échantillons des programmes de la Benevolencija que les deux radios continuent à transmettre hebdomadairement et qui répondent à des exigences journalistiques de pointe. Les groupes

d'écoute, les Noyaux d'Alliance Communautaires ont été organisés durant lesquels il y a des discussions sur la résolution des conflits locaux. Des numéros verts gratuits ont été mis à disposition par La Benevolencija afin de promouvoir le caractère interactif des émissions. Un tel degré de professionnalisme de la part du partenaire d'exécution est remarquable.

Impact résultat 1 : Volet protection

- La mise en place de mécanismes de prévention et de résolution des conflits a certainement eu une influence sur l'attitude de la population, cependant l'influence des radios communautaire sur celle-ci a été et est toujours remarquable.

4.2.3 Volet 2 : Réintégration économique et agriculture

Résultat 2: Les communautés retournées, relocalisées et d'accueil ont des opportunités de réinsertion économique.

Produit 2.1: Réintégration de 7'500 retournés et plus particulièrement des ex-combattants (hommes et femmes) femmes associées aux groupes et forces armées, femmes victimes de violence sexuelle, déplacés internes, etc. appuyée par l'appui direct à 1'250 chefs de ménages les plus vulnérables (en priorité entre autres les femmes chef de ménages et mère de famille).

Observation générale: la population n'aime pas particulièrement être catégorisée sur la base de son appartenance à des comportements maintenant aperçus comme déviants (p.e. ex-combattant, femmes associées aux groupes et forces armées) ou en tant que victime des violences. Ceci est d'autant plus le cas lors des interviews, raison pour laquelle l'évaluateur a uniquement fait référence à un statut antérieur de déplacé(e), un statut actuel de retourné(e) ou, en ce qui concerne le statut économique au statut de « vulnérable ».

Dans le cadre de 3 Centres Communautaires Polyvalents (Bursi, Mbutaba et Kamango), 677 chefs de ménages, dont 532 femmes, ont reçu une formation dans une filière économique qualifiée d'activité génératrice de revenus (AGR). Dans ces trois CCP, des interviews ont eu lieu avec le Comité de Gestion des CCP, les comités de gestion de chaque filière et, s'il y avait encore des traces de leur identité, les bénéficiaires

D'abord en ce qui concerne l'identification des filières, il n'y a pas véritablement eu un recensement des besoins des membres des CCP. Les deux partenaires d'exécution SAFDF et PRODER se sont plutôt présentés avec un catalogue de filières pour les activités AGR. En fonction du niveau d'intérêt montré par les bénéficiaires, il fut décidé d'organiser des groupes de filière avec chacun 15 membres. Tandis que la plupart des filières comptaient un seul groupe, l'élevage en avait plusieurs. Dans aucune des zones visitées, des recensements ont eu lieu au préalable afin de cerner les opportunités de commercialisation, ce qui est une erreur. Bien qu'il soit vrai qu'il y a toujours des individus qui se distinguent des autres⁵, le constat général pour les groupes de filières à Bursi fut décevant:

- Le savon qui ne trouvait pas de preneur à cause de sa qualité relativement médiocre et cela avec une forte concurrence du savon industriel moins cher disponible sur tous les marchés aux alentours;
- Les machines de tricotage apparemment plus utilisées depuis un moment avec un stock de pulls non vendus comme preuve. La qualité du produit apparaît attrayante mais les

⁵ Il arrive fréquemment que les femmes exemples d'une réussite économique se présentent avec comme preuve matérielle, une casserole, une pagne ou une chèvre achetés avec leurs revenus.

femmes n'arrivaient pas à être concurrentielles sur un marché submergé par la friperie ou par les produits industriels asiatiques. Quand le stock de matériel fournit par le programme fut épuisé, l'activité a été discontinuée. Cependant, il y a aussi eu l'exemple d'une femme qui après l'apprentissage du métier, s'était procurée une machine à tricotage privée, qui était qualifiée de réussite. Elle avait des moyens;

- Les machines Singer qui servent aux activités de coupe et couture étaient à peine déballées pour débiter l'apprentissage. Il n'est pas exclu que cette activité aura plus de réussite, mais aussi là, la commercialisation pourrait s'avérer problématique;
- Le tissage des paniers, la teinture africaine et la broderie se sont avérés peu rentables et aussi là, l'activité a été discontinuée à l'épuisement du matériel;
- La four à pain : inutilisable à cause d'une erreur de construction;
- L'élevage des lapins s'est avéré un échec. Originellement, les trois groupes ont reçu un clapier avec chacun 18 lapins. Sur 54 lapins, il y avait 5 mâles. En théorie, après trois mois il devraient y en avoir 300 moins 10% de mortalité. En réalité, il n'en restait qu'une trentaine. Ces lapins ont été distribués parmi les membres des groupes;
- L'élevage des moutons a débuté avec 16 moutons, dont 15 brebis et 1 bélier. Le nombre actuel est de 26 ce qui est un résultat acceptable;
- A part les AGR, le CCP gère aussi l'assistance psycho-sociale, une garderie d'enfants, des cours d'alphabétisation, des MUSOs et des NACs/clubs d'écoute;
- Comme ailleurs, les cultures vivrières et maraîchères appuyées par la FAO ont montré un résultat plus que satisfaisant.

Apparemment, dans les 8 mois (durée du contrat), le partenaire accompagnant les AGR et les autres activités gérées par le CCP, en l'occurrence la SAFDF, a juste pu finaliser la construction du centre et la formation des groupes de filières. Quand le contrat fut terminé, les AGR venaient juste de démarrer, sans que la SAFDF aie les moyens financiers et de déplacement pour effectuer l'accompagnement et le suivi. Pendant une réunion avec la Présidente du CCP, nous avons pu vérifier les registres de groupes de filières tenus avec rigueur mais presque tous quasi vides.

374 personnes, dont 262 femmes, ont développé des activités d'épargne et crédit au sein des 20 Mutuelles de Solidarité (MUSO) à Mbutaba et Burusi. La moyenne d'épargne par membre de la caisse est de \$12 (montant cumulatif : \$1'875), tandis que la moyenne de crédit par membre est de \$7 (montant cumulatif : \$1'151). La moyenne des crédits octroyés à 69 membres de CCP, était de \$21. Il s'agit donc de montants relativement modestes qui peuvent néanmoins aider la population à monter un petit commerce ou à acheter des semences de légumes.

Par CCP et par filière d'AGR, un Comité de Gestion fut établi, afin d'assurer une gestion efficiente des activités. Il est rare de voir encore des comités actifs ou bien gérés. Ceci est également le cas pour les marchés (voir ci-dessous), tandis que la gestion des infrastructures publiques, comme écoles, centres de santé, radios communautaires, est généralement d'un niveau satisfaisant.

Fig. 4.2 Les acquis d'une filière AGR à Mavivi



Produit 2.2 : La revitalisation des économies locales appuyées pour une population estimée à 100'000 personnes

Le marché de Mapemba a été réhabilité à la satisfaction de la population. Malheureusement les trois axes routiers qui donnent accès à ce marché sont dans un mauvais état ce qui empêche l'écoulement de la production par véhicule. La gestion des revenus du marché est quasi non existante. La caisse du Comité de Gestion contient USD2.50, bien qu'il y ait quelques dizaines de commerçants qui paient une patente annuelle de USD10 (supposition : 20 personnes x 10USD x 900FC = 180'000FC). En plus, depuis l'ouverture du marché, il y a 6 mois, il y avait en moyenne 50 femmes vendeuses par marché hebdomadaire (supposition : 50 personnes x 6 mois x 4 semaines x 100FC = 200'000FC), qui aurait du mener à des revenus cumulatifs dans l'ordre de grandeur de 380'000FC (approx. USD420). Le Comité de Gestion a des réunions mensuelles mais, des 6 membres, il n'y a que les 3 hommes qui se rencontrent. Il n'y a pas de PV. Il n'y a pas de gérant sur le marché, c'est le Président du Comité de Gestion qui encaisse les redevances.

Les 4 hangars construits au marché de Kamango ne couvrent approximativement que 10% des besoins. Le programme a pu construire 276 étalages sur les 2'500 demandés. Les autorités locales signalent le manque de gouttières et d'une canalisation des eaux usées. Il y a toute une multitude d'instances qui prélèvent des taxes dont les utilisateurs du marché se plaignent: les institutions communautaires: l'AFNAC, le Comité du Marché, ainsi que les institutions étatiques: le Service Générateur des Recettes, les services d'économie, d'hygiène, vétérinaire, la chefferie coutumière, les sous-comités des filières de vendeurs, la FEC, etc. Les vendeuses payent 2'000 Shillings (720FC) par jour de marché. Les droits à l'étalage s'élèvent à 5'000 Sh (1'620FC) par an. La patente annuelle, env. 27'000 Sh par catégorie est payée par les commerçants qui sont inscrits dans le registre du commerce (9'720FC). Selon les vendeuses du marché, les taxateurs manquent de respect vis à vis des utilisateurs du marché. Il arrive régulièrement que les perceptions soient prélevées sans quittance et les femmes sont régulièrement exposées à toute sorte de tracasseries. Des ouvriers qui ont effectué des travaux au marché pour le compte de la société BCENK n'ont pas encore payés. Comme le contrôle des travaux fait par le PNUD, indiquait des points à améliorer, la retenue de garantie n'a pas été versée à BCENK.

Pas directement lié à la construction du marché mais quand même important pour sa gestion est le fait divers suivant : Les femmes du marché sont obligées de participer à la manifestation pour la journée internationale de la femme du 8 mars. Une cotisation de participation de 3'000 Sh par personne et de 10'000FC par groupe (il y a 11 groupes) doit être payée au chef coutumier. Le prix des pagnes de manifestation est fixé par la chefferie; les femmes de Nobili doivent se déplacer à pied jusqu'à Kamango (20 km aller-retour).

Message envoyé le 27 février 2013 par le Chef de l'Antenne du PNUD à Beni pour informer le consultant d'un message de la Ministre du Genre :
 « La Ministre du genre a instruit tous ses services techniques de ne pas organiser de manifestations le 8 mars prochain (journée mondiale de la femme), sous aucun prétexte! Elle a interdit également le port ou la confection des uniformes ce jour là ».

Le marché de Bulambo n'a pas seulement un aspect physique attrayant, la gestion y semble relativement bien organisée et ceci pas seulement pour le marché. Bulambo est le lieu d'origine de l'ex-Ministre provincial du Plan (maintenant délégué national) qui a joué un rôle déterminant pendant l'identification initiale du programme et que la mission a eu le plaisir de rencontrer à Bulambo.

Fig. 4.3 Le marché de Bulambo



La construction des latrines sur les marchés de Mapemba, Nobili et Bulambo devrait permettre d'améliorer les conditions d'hygiène sur les marchés. Etant donné que les points d'eaux ne sont pas opérationnels, les blocs de latrines restent cadencés.

Constat : pendant la construction des marchés, il faut prendre en compte l'accessibilité pour l'écoulement de la production agricole et donc la qualité de l'infrastructure routière et des ponts.

Produit 2.3: La société civile renforcée par la structuration des organisations paysannes.

Sur la base de différentes missions conjointes conduites par l'Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage et les partenaires CARITAS et ADRA, une vingtaine d'organisations paysannes (OP) fut identifiée, appuyée et renforcée par la FAO, soit 3'094 ménages. En plus, ces OP furent renforcées en gestion financière et organisationnelle par le partenaire CEFADES. Le nombre de participant(e)s à cette formation fut de 805 personnes dont 487 femmes. Il va de soi qu'à l'heure actuelle les OP manquent encore d'expérience en ce qui concerne l'autogestion et de l'autofinancement.

Initialement, le nombre de membres des OP ciblés fut de 2'000 pour les femmes, cheffes de

ménages et 1'000 pour les hommes, chefs de ménages. A l'achèvement du programme, ces nombres furent de 1'571 et 1'501, respectivement. La FAO a organisé périodiquement des formations culinaires pour apprendre aux femmes une diversification des menus. Ceci était appuyé par la vulgarisation des nouvelles cultures telles que le soja. Dans toutes les zones ciblées, les agents de santé ont observé une nette amélioration de l'état nutritif des enfants. Ce constat est sujet à une confirmation par des enquêtes alimentaires.

Produit 2.4: Production agricole relancée et accrue en vue de créer des alternatives économiques à l'enrôlement des milices chez les hommes, les jeunes et les ex-combattants au profit de 18'000 personnes à travers l'appui direct à 3'000 chefs de ménages.

La relance de la production agricole s'est articulée autour du renforcement des filières avec un débouché dans la zone du programme. Pour ce faire, la FAO a favorisé une triple stratégie, constituée des éléments suivants:

- ✓ Sécurisation foncière;
- ✓ Renforcement des filières; et
- ✓ Appui à la structuration (voir ci-dessus).

✓ *Sécurisation foncière*

En ce qui concerne la « sécurisation foncière », il s'agissait en fait de la signature avec les autorités coutumières et avec des propriétaires privés de terres à vocation agricole, de 43 contrats de cession. Ces contrats furent limités dans le temps, donc il serait mieux de parler du droit d'usufruit⁶. Dans la totalité des interviews avec les membres des OP, les interlocuteurs n'ont pas évoqué la nécessité d'une contreprestation pendant la durée des contrats. A l'achèvement du programme cette situation s'est modifiée bien qu'il y ait eu des suites différentes selon la zone et l'attitude de la chefferie coutumière ou du propriétaire. Dans la région de Kamango, le partenaire contractuel, en l'occurrence l'Eglise catholique, aurait résilié les paysans, tandis que dans les régions d'Isale et de Mavivi les paysans paieraient désormais une redevance, d'habitude une partie de la récolte (p.e. un sac de maïs), donc une forme de métayage. Les conditions du système de métayage dépendent apparemment de l'offre et de la demande des terres. Dans la région du Graben, il reste encore des superficies à défricher donc tous les membres de l'OP peuvent s'y mettre à des conditions favorables. En même temps, dans la région d'Isale (hors Graben) la terre se fait relativement rare à cause de l'achat par les commerçants de Butembo. Dès que la terre se raréfie, les conditions d'obtention pour la population locale se détériorent (location ou conditions de métayage défavorables). Il serait souhaitable que l'appui que la FAO donne, en matière d'un nouveau système de sécurisation foncière, soit intégré dans les axes stratégiques de la 4^{me} composante de l'ISSSS.

En total, pendant la durée du programme F-OMD, 182 ha furent cédés aux OP. Cette superficie fut mise en valeur par 3'124 ménages de retournés dont 511 ménages dans les cultures vivrières (à raison de 20 ares par ménage) et 2'613 dans les cultures maraîchères (à raison de 3 ares par ménage). Enfin, 624 ménages ont pu quitter le Parc du Virunga qu'ils

⁶ Ce droit diffère de la propriété en ce qu'il ne donne pas le droit de détruire ou d'aliéner la chose. De plus, l'usufruit a nécessairement une durée, alors que le droit de propriété est imprescriptible.

exploitaient de manière illicite.

- *Renforcement des filières*

La FAO et ses partenaires, CARITAS et ADRA ont renforcé deux filières : les cultures vivrières et les cultures maraîchères. Les deux cultures vivrières porteuses étaient le maïs et le haricot (le riz, l'arachide et le soja à Kamango).

Sur la durée du programme de deux ans, 11.3 T de semences de cultures vivrières furent dotées pour les sites de Mbutaba, Isale et Kamango. Une évaluation entreprise par l'Université Catholique du Graben a montré qu'à la fin de la première année la production du maïs était passée de 1.5 à 2.5 T/ha et celle du haricot de 0.5 à 1.5 T/ha. Selon la même source, sur la même période, 365 kg de semences de cultures maraîchères furent dotées pour une production de 1'076 T de produits maraîchers. Les paysans/paysannes interviewés dans les trois zones étaient sans exception très positifs sur le résultat et sur la qualité de l'appui.

Nombreux sont les témoignages sur les effets du renforcement des filières sur la qualité de la vie quotidienne des bénéficiaires, femmes et hommes. Des effets sur la santé, la scolarisation des enfants, sur l'investissements des gains dans l'achat des champs, etc. Sans hésitation l'évaluateur peut qualifier le travail de renforcement des filières agricoles comme succès éclatant du programme F-OMD. L'agriculture est le moteur de la réinsertion économique durable, condition d'un développement pacifique de l'Est RDC. Les AGR, mal accompagnées, ne jouent pas ce rôle.

Mutuelles vétérinaires et santé animale: à Mbutaba et à Kamango, des mutuelles vétérinaires ont été mises en place pour gérer un fonds de roulement basé sur des dotations en produits vétérinaires. Cette formule n'apparaît pas judicieuse pour pérenniser les fonds. Sous l'égide du programme, 10'000 poules ont été vaccinées contre la maladie de Newcastle et 4'400 chèvres ont été déparasitées. Selon des agents IPAPEL, le taux de morbidité chez les jeunes caprins aurait été diminué et les portées se seraient améliorées. Les paysans interviewés n'apprécient guère le manque de mobilité des cadres des cliniques vétérinaires.

22 unités de transformation des produits agricoles ont été mises en place, 11 moulins, 6 décortiqueuses et 5 presses à huile. Le chef coutumier à Kamango s'est montré étonné que *la quasi-totalité des 11 machines dotées étaient des unités reconstituées et que le bailleur leur avait donné une couche de peinture pour faire croire qu'il s'agissait d'unités neuves. Ceci expliquerait pourquoi ces machines tombent en panne chaque deux jours.* Malheureusement, l'évaluateur n'a pas pu vérifier la véracité de ces allégations qui étaient néanmoins suffisamment graves pour que la FAO fasse une enquête¹ (voir note de fin à la page 49).

Dans les autres zones, il y a parfois des petites pannes des machines qui peuvent être résolues à l'aide des redevances des membres des communautés eux-mêmes. La quasi-totalité des opérateurs des presses à huile est d'opinion que le travail manuel est trop pénible et prend trop de temps. Selon eux, cette technologie ne peut pas être concurrentielle face à l'utilisation des presses motorisées trouvées dans leur milieu. Les femmes sont très enthousiastes sur l'utilisation des moulins à farine qui ne leur fournissent pas seulement une source de revenus stable mais qui leur fait également une économie importante de temps, comparée au pilage manuel.

Produit 2.5: Echanges entre le milieu rural et urbain accrus (appui à l'écoulement des produits agricoles vers les marchés urbains et achats des produits manufacturés vers les zones rurales).

La FAO par le biais des entrepreneurs locaux a procédé à la réhabilitation de 19 km de routes et à la construction de deux marchés. Etant donné les moyens financiers relativement modestes, il a été décidé de se concentrer sur les goulets d'étranglement, les points les plus endommagés, p.e. la réhabilitation des ponts, la construction des caniveaux, et l'entretien manuel. Lors de nos déplacements sur le terrain, nous avons pu témoigner de la très mauvaise qualité des routes, y compris les deux tronçons réhabilités par le programme dans les zones de Mbutaba et de Kamango. Le seul entretien qui se fait, rarement, et de manière manuelle est voué à l'échec car les conditions de terrain nécessitent soit une fondation, soit un compactage ou même les deux. L'expérience dans la sous-région avec l'approche HIMO (haute intensité de main d'œuvre) a clairement démontré que les seules interventions manuelles ne suffisent pas. Le compactage avec des machines de petite taille mises à disposition par les bailleurs de fonds des gouvernements locaux ajoute une valeur inestimable.

Impact résultat 2: Volet réintégration économique et agriculture.

- L'appui aux filières des cultures vivrières et maraîchères ont de très loin dépassé les attentes. La sécurisation foncière temporaire négociée par la FAO a inspiré les autorités coutumières en zone d'Isale de continuer cet arrangement comme droit d'usufruit à des conditions favorables pour les cultivateurs. Un appui technique aux OP de bonne qualité a mené à des rendements qui ont facilité une commercialisation d'à peu près la moitié de la récolte. Ceci a contribué à une disponibilisation des moyens financiers parmi la population vulnérable, utilisés pour payer les frais de scolarisation et de santé ou encore pour acheter des champs ou d'autres moyens de production. L'infrastructure routière de très mauvaise qualité freine cette commercialisation et nécessite d'être priorisée davantage.

4.2.4 Volet 3 : Services sociaux

Résultat 3: Les services sociaux de base au bénéfice des populations retournées et des populations d'accueil ont augmenté.

Produit 3.1: Relance des structures sanitaires gouvernementales.

Trois centres de santé ont été réhabilités et dotés en médicaments et équipements. Il s'agit de (1) la construction du centre de santé de Mbutaba, de (2) la maternité et du centre nutritionnel au centre de santé de Kamango, de la construction du poste de santé de Ndama et de (3) la construction de la maternité au centre de santé de Kainama et de la construction du poste de santé de Vido, dans l'aire de santé de Kainama.

La population interviewée est très positive sur l'accès physique aux soins primaires. Cependant, dans toutes les zones visitées, les gens se plaignaient des frais exorbitants des soins spéciaux surtout en ce qui concerne les interventions telles que les césariennes. Si la nécessité d'une telle intervention s'impose, les concernées sont obligées de vendre leur champ ou du bétail. Les patients qui sont référés à l'hôpital en ville sont transportés par moto-taxi selon le système « Sandwich », serrés entre chauffeur et accompagnateur. Le système de Mutuelle de Santé pratiqué dans les pays des Grands Lacs, mérite être considéré comme solution mais aussi l'introduction des ambulances de brousse, des motos brancards utilisés en Afrique de l'Ouest.

Les statistiques sur les maladies diagnostiquées au centre de santé de Mbutaba ne montrent pas de différences significatives entre le pré et post programme, si ce n'est une diminution des cas de Paludisme et de Diarrhée simple.

Tableau 4.4 Statistiques Centre de Santé (Mbutaba)

Centre Mbutaba	2009		2012	
	avr	oct	avr	oct
Grippe	14	11	6	15
Paludisme	85	134	39	67
Diarrhée simple	21	19	12	11
Dysenterie	5	0	3	4
Vermineuse	10	31	33	29
Syndrome gastrique	3	9	5	12
IRA (respiratoires)	7	12	27	37
Infection ORL	0	19	13	15
Conjonctivite	0	1	3	7
Traumatisme	10	16	10	12
Brûlure	0	2	4	1
Anémie	1	3	4	8

Produit 3.2 : Amélioration de la santé publique par la promotion des habitudes de bonne hygiène et augmentation de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires.

Dans les trois zones de santé du programme, 27 villages ont reçu la nomination : « village assaini ». 62 sources simples ont été construites et 6 sources avec un réservoir. Dans la zone de santé de Mbutamba, la plupart des sources aménagées ou réhabilitées ont un débit qui varie entre 8 et 126 litres par personne par jour. Un débit de 8 litres par personne par jour nécessite la construction d'un réservoir. La population se montre relativement satisfaite sur la fonctionnalité de ces sources, bien qu'il y ait parfois des doutes sur la qualité de l'eau, d'où la demande pour des tests bactériologiques.

300 relais communautaires ont été formés ainsi que 329 membres des comités d'eau, hygiène et assainissement. Il est généralement dit que les conditions d'hygiène sont améliorées. Ceci ne peut pas être appuyé par les statistiques du centre de Mbutaba.

12 blocs de latrines et 8 blocs de douches ont été construits dans les centres de santé, des blocs de latrines dans les marchés, ainsi que 55 latrines dans les écoles et 3'531 latrines familiales. A plusieurs occasions, nous avons trouvé des latrines publiques hors service, surtout il n'y avait pas d'eau pour maintenir la salubrité. Au total, 4'200 moustiquaires furent distribués qui ont contribué à la diminution des cas de Paludisme, observée ci-dessus. Les centres de santé revendiquent un taux de couverture de vaccination de routine estimé à 85% dans les trois aires de santé.

Produit 3.3: Amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation pour les enfants et les jeunes.

Sept écoles ont été construites avec 6 salles de classes chacune. 56 cadres scolaires ont été formés, 2'800 kits d'élèves furent distribués, 7 kits récréatifs et 7 kits didactiques. Selon les parents, membres des comités de parents interviewés, la qualité de l'enseignement se serait améliorée. Ils réclament tous la construction de bureaux pour les directeurs des écoles mais

ceci va à l'encontre de la politique de l'UNICEF. Le nombre d'élèves par salle de classe construite est de 45; apparemment, les nouvelles écoles exercent une force d'attraction. Le programme a également formé des comités de gestion pour les écoles ainsi que des commissaires pour le suivi budgétaire.

En plus 3 centres de rattrapage furent construits pour les jeunes. Le centre de rattrapage de Bulambo a formé une soixante de jeunes de la communauté comme menuisier. Il est essentiel de planifier le nombre d'élèves par métier en fonction de leur absorption dans le marché du travail au risque de créer des conflits entre eux.

Impact résultat 3: Services sociaux de base

- L'amélioration des services de santé et la construction de quelques écoles ont certainement contribué à la qualité de vie de ceux qui sont concernés. Malheureusement les frais médicaux et de scolarisation signifient un goulet d'étranglement pour le segment vulnérable de la population et des solutions doivent être trouvées afin de palier à ce problème (gratuité de l'enseignement et mutuelle de santé).

5. INTERVENTIONS PROPRES AU PROGRAMME CONJOINT

5.1 Evaluation de la contribution à la Déclaration de Paris

Critères selon la Déclaration de Paris	Evaluation du Programme Conjoint F-OMD
Appropriation Les partenaires ont des stratégies de développement opérationnelles. Les partenaires s'attachent à un cadre de dépenses à moyen terme et comptabilisées dans les budgets annuels.	Les organisations onusiennes œuvrant dans le cadre de la stabilisation et de la prévention des conflits en RDC ont comme cadre de référence commun le principal instrument de la planification et de politique nationale, en l'occurrence le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté. Le programme F-OMD adhère à la Stratégie en Appui à la Sécurisation et Stabilisation des Nations Unies (I4S) qui s'intègre dans le Plan du Gouvernement de la RDC pour la Stabilisation et la Reconstruction pour les Zones Affectées par la Guerre (STAREC). Le F-OMD ne connaît pas de participation financière de la part du gouvernement, bien que le gouvernement ait participé aux niveaux national, provincial et du territoire de Beni à l'identification, à la programmation et au suivi.
Alignement Des systèmes nationaux fiables; pays partenaire doté de systèmes de passation des marchés et de gestion des finances publiques qui soit (a) adhèrent d'ores et déjà aux bonnes pratiques généralement acceptées soit (b) ont mis en place un programme de réformes dans le but d'atteindre cet objectif.	Etant donné le risque de détournement de fonds, le programme F-OMD respecte le système des marchés et des finances propre aux procédures des agences en vigueur. Les agences onusiennes appuient la performance des systèmes de gestion des finances publiques, p.e. par des programmes de bonne gouvernance (PADDL)
Les apports d'aide sont alignés sur les priorités nationales - Pourcentage des apports d'aide destinés au secteur public qui est comptabilisé dans le budget national des partenaires.	Les apports d'aide du F-OMD sont alignés sur les priorités nationales mais ne sont que très partiellement comptabilisés dans le budget national (manière indirecte pour le personnel des services étatiques).
Renforcer le développement des capacités par un soutien coordonné.	Le soutien vise l'appui à la sécurité et la stabilisation de la Province de Nord Kivu. L'appui par le F-OMD fut coordonné par un Comité de Suivi, sous l'égide du Gouvernement de la RDC.
Utilisation des systèmes nationaux de gestion des finances publiques - (a) adhèrent d'ores et déjà aux bonnes pratiques généralement	Le PNUD appuie un programme de réformes qui visent la bonne gouvernance, entre autres dans le territoire de Beni, qui viennent donc en

acceptées soit (b) ont mis en place un programme de réformes dans le but d'atteindre cet objectif.	complément du programme STAREC.
Utilisation des systèmes nationaux de passation des marchés.	Par le biais de son programme de bonne gouvernance, le PNUD met en place un programme de réformes dans le but d'atteindre cet objectif.
Renforcer les capacités en évitant les structures de mise en œuvre parallèles - Nombre d'unités parallèles de mise en œuvre de projets par pays.	Le F-OMD est venu en appui aux capacités des structures étatiques d'éducation, de santé, de sécurité (FARDC, PNC), d'agriculture, etc.
L'aide est davantage prévisible - Pourcentage de versements opérés selon des calendriers convenus dans des cadres annuels ou pluriannuels.	Le F-OMD faisait partie du programme de pays pour la RDC du PNUD (en tant qu'agence principale) et fut donc partie intégrante des échanges annuels au sujet du contrat cadre et son contenu.
Harmonisation Encourager les analyses conjointes - Pourcentage a) de missions sur le terrain et/ou b) de travaux analytiques par pays, y compris les études de diagnostic qui sont effectuées conjointement.	Dans le cadre de la préparation du programme des missions conjointes d'identification, d'appui et de suivi furent entreprises avec les agences onusiennes, sous l'égide du PNUD et des structures étatiques sous la coordination du Ministère provincial du Plan.
Gestion axée sur les résultats Cadres orientés vers les résultats - Pays doté de cadres d'évaluation des performances, transparents et se prêtant à un suivi, qui permettent d'évaluer les progrès réalisés en ce qui concerne a) les stratégies nationales de développement et b) les programmes sectoriels.	Le F-OMD a appuyé le Gouvernement du Nord Kivu dans une programmation selon la gestion axée sur les résultats. La définition et le suivi des indicateurs furent le fruit d'un travail en commun entre les partenaires.
Responsabilité mutuelle Responsabilité mutuelle - Pays partenaire où sont entreprises des évaluations mutuelles des progrès accomplis dans l'exécution des engagements souscrits concernant l'efficacité de l'aide, notamment ceux qui figurent dans la présente Déclaration.	Le F-OMD fut sujet à une évaluation finale indépendante mandatée par le PNUD à laquelle les partenaires étatiques principaux au niveau du territoire de béli furent associés lors des séances de briefing, ainsi que pendant les séances de rétrocession.

5.2 Evaluation de la contribution à l'Initiative Unis dans l'Action

5.2.1 Introduction

Fin 2006, le Secrétaire général a officiellement annoncé que huit pays s'étaient portés volontaires pour jouer le rôle de pays pilotes dans l'initiative Unis dans l'action : l'Albanie, le Cap-Vert, le Mozambique, le Pakistan, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, l'Uruguay et le Viet Nam. Il a demandé au Président du Groupe des Nations Unies pour le développement de s'efforcer, en coopération avec les chefs du secrétariat du Groupe, de faire progresser l'initiative « Unité d'action des Nations Unies » avec les pays intéressés par le projet.

Les pays pilotes devaient permettre aux organismes des Nations Unies, en coopération avec les gouvernements des pays hôtes et dans la perspective de soutenir les objectifs de développement nationaux, de mettre au point des stratégies susceptibles d'améliorer la cohérence, l'efficacité et l'efficience de l'action menée au niveau national, de réduire le coût des opérations supporté par les partenaires nationaux et de tester les pratiques optimales dans divers contextes nationaux. L'initiative connaît quatre principes directeurs : une seule direction, un seul programme, un seul budget et, si possible, un seul bureau. Sauf dans les sept pays pilotes, l'initiative faisait également partie du Programme F-OMD, d'où l'importance à brièvement apprécier sa portée au sein du F-OMD en RDC. Ce genre d'initiative hors pays pilote ne fut pas couvert pendant l'évaluation de l'initiative dans sept pays pilotes (A/66/859). Cette mission d'évaluation a ajouté deux principes directeurs additionnels, en l'occurrence celui de « la voix unique » ainsi que celui du « fonds unique » (différents du « responsable unique » et du « cadre budgétaire unique », respectivement). Nous avons utilisé les six mêmes principes directeurs dans notre évaluation sommative croisés avec les niveaux et critères classiques d'évaluation: (a) Conception: pertinence, (b) Procédure: efficience, cohérence et appropriation, (c) Résultats: efficacité et durabilité.

Fig. 5.1 : Centre de Santé Mbutaba



Tableau 5.2 : Evaluation « Unis dans l’Action »

Principes directeurs “Unis dans l’Action” appliqués dans le Programme F-OMD en RDC (Nord Kivu)		Concep tion	Procédure			Résultat		Commentaires
		Pertinence	Appropriation	Cohérence	Efficience	Efficacité	Durabilité	TS=Très Satisfaisant S=Satisfaisant MS=Moyennement Satisfaisant MI=Moyennement Insatisfaisant I=Insatisfaisant TI=Très Insatisfaisant
1	Une seule direction	S	S	S	MS	S	MI	Le PNUD avait clairement la direction du programme et son appropriation par les agences et partenaires fut importante. Il y avait une bonne cohérence dans les missions d’ISSSS et les missions conjointes d’identification, bien qu’il y eût également des missions sectorielles. Pourtant, au début, le gouvernement n’y participait pas de plein gré mais ceci changea avec le temps. Le Ministère du Plan jouait un rôle de coordination apprécié. Il y avait une bonne entente entre les agences aux niveaux national, provincial et du territoire. L’efficience a souffert à cause des cultures de partenariat différentes entre les agences et par cela des vitesses différentes dans les procédures de décaissement. L’efficacité fut néanmoins satisfaisante par l’implication directe du chef d’antenne à Beni. La durabilité de ce leadership n’est pas prometteuse, il s’agissait surtout de subir les différences et de montrer de la patience. Pas vraiment un modèle de gestion par une seule direction.

2	Une voix unique	S	S	S	MS	MI	MI	Vers les structures étatiques à plusieurs niveaux, le F-OMD parlait avec une seule voix. Les différences venaient au niveau de l'alignement des activités partielles, surtout s'il y avait une dépendance de l'état d'avancement des autres agences. Trop de contrats commençaient trop tardivement, devaient respecter une durée trop courte pour effectivement renforcer les capacités des bénéficiaires et leurs institutions de manière durable.
3	Un seul programme	TS	S	S	MI	MS	MI	Oui il y avait une notion d'un seul programme et toujours à l'heure actuelle les partenaires et bénéficiaires parlent du « <i>MDG Found</i> » comme d'une belle aventure qui a fait rêver les uns et qui a frustré les autres mais qui fut quand même plein d'enseignements et qui a même aidé une partie de la population de retrouver leur dignité. Pourtant, l'efficience fut entravée par les différences entre les agences en cultures de partenariat et en procédures de marché, d'encaissement, etc. Cependant, il avait aussi des différences d'attitudes entre les chefs coutumiers qui ont influencé, positivement ou négativement, les résultats.
4	Un seul budget	MI	MI	MI	I	I	I	Le programme est basé sur trois budgets présentés par agence mais qui en fait, proviennent de la même source, en l'occurrence, le bailleur espagnol. Malgré la présentation de trois budgets partiels dans un seul document de programme, il s'est avéré difficile de recevoir des comptes rendus unifiés ou par agence.
5	Un fonds unique	S	MS	MI	I	MI	MI	Il est évident que le programme est basé sur un fonds unique, bien qu'il n'y ait pas une comptabilité unique.
6	Un seul bureau	MI	MI	MI	I	MI	MI	Il n'y a pas un seul bureau d'où les agences gèrent le programme, bien que le PNUD, ayant la coordination entre agences, ainsi que la FAO soient bien présentes à tous les niveaux administratifs. L'UNICEF à l'habitude de sous contracter des secteurs d'intervention entiers à des partenaires internationaux, tel que Oxfam.
	Moyenne	MS	MS	MS	MI	MS	MI	

6. QUESTIONS D'EVALUATION DU PROGRAMME CONJOINT F-OMD

6.1 Le suivi évaluation de la 4^{me} Composante de l'ISSSS

S'étant inscrit dans la philosophie de l'Acte d'Engagement signé par tous les groupes armés du Nord Kivu le 23 janvier 2008, à l'issue de la Conférence de Goma pour la Paix, la Sécurité et le Développement dans les deux Kivu et s'intégrant ainsi dans la « <i>Stratégie en appui à la Sécurisation et Stabilisation des Nations Unies</i> » (UNSSSS) ⁷ pour l'Est de la RDC, dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à la composante «Retour, Réintégration et Relèvement»?	Le programme a modestement contribué à la composante RRR, surtout en ce qui concerne la stabilisation de ceux et celles déjà retournés. La réussite de la vision holistique et l'approche participative suivies dépend surtout de l'attitude de la chefferie coutumière, qui dans certaines zones était propice à un développement équitable. Ceci fut surtout le cas où une relative sécurité foncière fut négociée, qui à l'achèvement du programme fut prolongée selon des conditions favorables à une agriculture commerciale.
--	--

6.2 Le suivi évaluation des éléments conjoints (Déclaration de Paris, l'Initiative « Unis dans l'Action »)

Dans quelle mesure les programmes conjoints ont-ils obtenu une meilleure cohérence et synergie (comparés à une approche sectorielle)?	Sous l'égide du PNUD, le programme a modestement contribué à une meilleure cohérence et synergie. Des missions conjointes d'identification ont facilité une approche multisectorielle mais des différences en culture de partenariat et de procédures d'appels d'offres et de décaissement ont en quelque sorte entravé une véritable approche conjointe.
Dans quelle mesure les programmes conjoints ont-ils contribué à la réalisation des trois objectifs du F-OMD (les OMD, la Déclaration de Paris et l'Initiative «Unis dans l'action»)?	Il y avait un niveau d'appropriation, d'alignement, d'harmonisation avec la politique nationale de lutte contre la pauvreté (DSRP) et avec la stratégie pour la stabilisation et la reconstruction pour les zones affectées par la guerre (STAREC). Le programme avait une direction claire et univoque, cependant les différences en culture institutionnelle et procédures se sont avérées être des obstacles.

6.3 Le suivi évaluation des OMD sur le terrain

Quels enseignements peuvent être tirés pour faire monter en échelle et reproduire les interventions de développement fructueuses? (voir: valeurs de référence comme développées par l'équipe de programme pour le système de S&E correspondant);	Enseignements : (a) les programmes d'appui à la composante RRR gagneront en pérennité si les éléments suivant sont intégrés dans les principes stratégiques de la 4 ^{me} composante : la bonne gouvernance, la gestion foncière et le développement durable; (b) le véritable moteur d'un relèvement économique est l'appui aux filières prometteuses, surtout à l'agriculture.
--	--

Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à la réalisation des quatre OMD en RDC: l'OMD 1 (éliminer l'extrême pauvreté et la faim), l'OMD 2 (assurer l'éducation pour tous), l'OMD 3 (égalité de sexe et autonomisation des femmes) et l'OMD 7 (assurer un environnement durable);	Le programme a modestement contribué à chacun de ces quatre OMD. Surtout l'appui aux filières des cultures vivrières et maraîchères dans un contexte libre de conflits (grâce au programme de protection, aux radios communautaires, mais aussi aux contrats de cession des terres) a mis les bases économiques pour une économie de marché, qui injecte des moyens financiers dans l'économie locale. Malgré une meilleure accessibilité physique aux services sociaux de base (santé, éducation) ces moyens financiers supplémentaires facilitent un accès effectif à la scolarité et à des soins de qualité. La contribution à OMD 3 est fort appréciée, la majorité des bénéficiaires sont des femmes (aussi dans l'agriculture, dont un <i>empowerment</i> financier et par cela en moyens de production non négligeables). Sauf un degré d'hygiène et de salubrité relativement développé, il n'y a pas de signes évidents d'une durabilité environnementale dans l'agriculture (utilisation fréquente de produits phytosanitaires).
Évaluer dans quelle mesure le programme conjoint a pleinement mis en œuvre les activités prévues et obtenu les produits (<i>outputs</i>) et réalisations (<i>outcomes</i>) attendus, et mesurer en particulier les résultats de développement	D'un point de vue quantitatif les résultats et produits escomptés ont été réalisés (voir tableau 4.2). En termes généraux, la qualité des produits fut négativement influencée par une durée d'exécution beaucoup trop courte. La durée des contrats avec les partenaires et par cela le style « précipité » du renforcement des capacités organisationnelles et individuelles, n'a pas permis une gestion autonome de la quasi totalité des structures mises en place. La durabilité s'inscrit dans la durée et pas dans la précipitation.
Générer un volume conséquent de connaissances basées sur les faits, concernant un ou plusieurs volets du F-OMD, en identifiant les meilleures pratiques et les enseignements tirés qui pourraient servir à d'autres interventions de développement au niveau national (montée en échelle) et international (reproductibilité).	Un nombre d'enseignements est présenté au chapitre 7.

6.4 Appréciation des niveaux et des critères d'évaluation

6.4.1 Niveau : conception / Critère : pertinence

Pertinence: La mesure dans laquelle les objectifs d'une intervention de développement correspondent aux besoins et aux intérêts des populations et du pays et aux Objectifs du Millénaire pour le développement

Dans quelle mesure et de quelles façons le programme conjoint a-t-il contribué à répondre	Le programme conjoint a pu répondre à une partie des besoins socio-économiques d'une partie
---	---

aux besoins (socio-économiques) et à résoudre les problèmes identifiés dans la phase de conception ?	de la population en trois zones de retour. A part la couverture effective d'une partie du segment le plus vulnérable (surtout les femmes), c'est la pertinence du modèle d'intervention lui-même qui est important pour une mise à l'échelle (voir recommandations pour une approche RRR+).
Dans quelle mesure ce programme a-t-il été conçu, mis en œuvre, suivi et évalué conjointement ? (voir les directives du F-OMD sur les programmes conjoints)	Ce programme est le fruit d'un nombre de missions conjointes entre les agences, leurs partenaires d'exécution et les structures étatiques, caractérisées par un alignement et une harmonisation sur les politiques et stratégies en matière de pauvreté et de stabilisation de sécurité nationales. Les agences onusiennes impliquées ont travaillé de manière complémentaire et multisectorielle.
Dans quelle mesure la programmation conjointe représentait-elle la meilleure solution pour relever les défis de développement énoncés dans le document de programme ?	Pour relever les défis de développement la programmation conjointe offrait une solution adaptée. Le programme a associé une partie des conditions nécessaires (cependant pas suffisantes) à un relèvement économique durable (voir recommandations pour une approche RRR+).
Dans quelle mesure les partenaires d'exécution participant au programme conjoint ont-ils apporté une valeur ajoutée pour résoudre les problèmes de développement énoncés dans le document de programme ?	Un nombre de partenaires locaux faisant partie de la société civile ne sont pas suffisamment ancrés dans le milieu rural pour prendre la relève à l'achèvement du programme. Leur situation financière et les ressources humaines hors programme ne leur permettent pas une présence et un appui continus.
Dans quelle mesure la stratégie de suivi-évaluation du programme conjoint était-elle utile et fiable pour mesurer les résultats de développement ?	Il faut que la stratégie de suivi évaluation permette de mesurer à la fois les résultats quantitatifs et qualitatifs du programme. Le système utilisé a surtout permis de mesurer le premier aspect: le nombre de réalisations par rapport aux cibles planifiées, tandis que les renseignements sur l'impact sur la qualité de vie manquaient.
Dans quelle mesure la stratégie de certification et d'accréditation du programme conjoint était-elle utile et fiable ?	La stratégie de certification et d'accréditation du PC a permis la sélection d'un nombre de partenaires motivés mais pas toujours à la hauteur des défis d'un développement durable.
Si le programme a été modifié, les modifications reflétaient-elles les changements nécessaires ?	En fonction des problèmes de sécurité, les activités dans certaines régions ont été gelées pendant quelques mois. C'est pour cela qu'il a été décidé de prolonger la durée du programme de six mois. Comme évoqué ci-dessus, même une période de 24 mois ne faisait pas justice à la complexité d'un programme de RRR durable.

6.4.2 Niveau : procédure / Critères : efficacité et appropriation

• Efficacité : <i>Mesure dans laquelle les ressources/intrants (fonds, temps, ressources humaines, etc.) ont conduit à des réalisations</i>	
Dans quelle mesure le modèle de gestion du programme conjoint (c'est-à-dire les instruments, les ressources économiques, humaines et techniques, la structure organisationnelle, les flux d'information, la prise de décision au niveau de la direction) a-t-il été efficace par rapport aux résultats de développement obtenus ?	Le modèle de gestion fut moyennement efficace. Il s'agissait plutôt d'une coordination entre trois systèmes de gestion à part entière, sans qu'il y ait une personne avec une notion complète. Les ressources humaines et économiques furent suffisantes bien qu'il n'y eut pas d'alignement procédural satisfaisant (p.e. procédures et durées de décaissements).
Dans quelle mesure la mise en œuvre d'un programme conjoint (groupe d'organismes) a-t-elle été plus efficace que si les interventions avaient été exécutées par un seul organisme ?	La mise en œuvre multisectorielle et conjointe a mené à une plus grande cohérence et complémentarité des interventions ainsi qu'à des synergies (p.e. approche filière donne les moyens pour accéder à des prestations sociales de base : frais d'hospitalisation, scolarisation etc.).
Dans quelle mesure la gouvernance du Fonds au niveau du programme (Comité de gestion du programme conjoint) et au niveau national (Comité national de pilotage) a-t-elle contribué à rendre le programme conjoint efficace et efficace ? Dans quelle mesure ces structures de gouvernance ont-elles servi le développement, l'appropriation, l'unité dans l'action ? Ont-elles facilité la gestion et la production des produits et des réalisations ?	Le comité de gestion au niveau du programme et le comité national de pilotage au niveau national ont fourni un statut formel au programme, par lequel le Gouvernement s'est engagé en tant que partenaire. Des PV présentés nous n'avons pas pu tirer des conclusions sur l'effet de ces structures sur l'appropriation, le développement ou l'unité dans l'action. Par le simple fait d'approuver les plans de travail ces comités ont certainement influencé les réalisations du programme ainsi que l'engagement actif du gouvernement de la province et du territoire.
Dans quelle mesure et de quelle façon le programme conjoint a-t-il augmenté ou réduit l'efficacité dans la livraison des produits et des réalisations ?	Il est raisonnable d'assumer que le PC a augmenté l'efficacité dans la livraison des produits et des réalisations mais, en même temps, les résultats ne répondaient pas aux attentes élevées.
Quelles méthodes de travail, instruments financiers et pratiques commerciales les partenaires d'exécution ont-ils utilisés pour garantir une meilleure efficacité du principe d'unité dans l'action ?	Les partenaires d'exécution ont respecté les procédures en matière des appels d'offres de la part des agences. L'UNICEF a l'habitude de sous-traiter des programmes entiers à des partenaires internationaux expérimentés. La FAO et le PNUD ont plutôt l'habitude d'appuyer des partenaires d'exécution en provenance de la société civile. Il va de soi que cette différence en culture de partenariat influence la cohérence et l'alignement entre agences et partenaires.
Quel type d'obstacles (administratifs, financiers et de gestion) le programme conjoint a-t-il rencontrés et dans quelle mesure cela a-t-il affecté son efficacité ?	Des procédures d'encaissement à géométrie variables ainsi que des différences en qualité de gestion des partenaires d'exécution (voir ci-dessus).
Dans quelle mesure et de quelle façon l'évaluation à mi-parcours a-t-elle influencé le	Pas disponible.

programme conjoint ? Était-elle utile ? Le programme conjoint a-t-il mis en œuvre le plan d'amélioration ?	
Quels ont été les progrès en termes financier, indiquant les fonds engagés et déboursés (montant totaux et pourcentage du total) par agence ? Une analyse des disparités majeures entre les agences devra être entreprise.	Il est remarquable que pendant le premier semestre la FAO et le PNUD ont déjà reçus 71%, respectivement 74% du budget de la phase, dont ils avaient seulement dépensé 40%, respectivement 10% à la fin du 3^{me} semestre. A la fin de l'année 2011, 75% du budget fut dépensé (voir annexe 8). Malheureusement la mission d'évaluation n'a pas pu analysé davantage l'efficacité du programme par manque de données financières.

L'appropriation de la procédure : L'exercice efficace du leadership par les partenaires nationaux / locaux du pays dans les interventions de développement

Dans quelle mesure la population ciblée, les citoyens, les participants et les autorités locales et nationales se sont-ils appropriés le programme en y participant activement ? Avec quels modes de participation (leadership) le processus a-t-il fonctionné ?	Lors des missions conjointes, les bénéficiaires ont été consultés pour les impliquer dans les réalisations du programme. Afin de promouvoir l'appropriation des résultats, de très nombreux comités de gestion furent créés. Les AGR dans une communauté comptaient même un comité par filière de 15 membres. La totalité de ces membres fut formée à la gestion lors des derniers mois du programme. Malheureusement, le temps ne permettait plus un accompagnement. Le résultat est que la plupart des comités créés sous le programme soit n'existent plus, soit sont mal gérés.
Dans quelle mesure et de quelle façon l'appropriation ou bien le manque d'appropriation ont-ils influencé l'efficacité et l'efficacité du programme conjoint ?	Le manque d'appropriation qui fut le résultat de cette approche précipitée, a surtout influencé négativement la durabilité des structures locales de gestion mises en place pendant le programme.

b) 6.4.3 Niveau : résultats / Critères : efficacité et durabilité

Efficacité: Mesure dans laquelle les objectifs de l'intervention de développement ont été atteints

Dans quelle mesure le programme conjoint a-t-il contribué à livrer les produits et à atteindre les résultats de développement initialement prévus / définis dans le document de programme ?	Le PC a réussi à livrer la quasi totalité des produits mais, par des facteurs décrits ci-dessus, les résultats de développement ne sont guère durables.
Dans quelle mesure et de quelle façon le programme conjoint a-t-il contribué à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement au niveau local et national ?	La contribution à la réalisation quantitative des OMD au niveau national fut quasi nihil; l'enseignement riche se situe en matière du modèle de développement (voir RRR+). Au niveau des zones d'interventions, quelques dizaines de milliers d'habitants (en majorité des femmes et des vulnérables) ont bénéficié d'une relève économique, d'une diminution des conflits et des services sociaux (villages assainis,

	éducation et santé). Le PC a donc contribué à l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim de manière importante. En même temps, le programme a démontré comment cibler efficacement les femmes vulnérables.
Dans quelle mesure et de quelle façon le programme conjoint a-t-il contribué à réaliser les objectifs définis pour le volet concerné ?	Voir le tableau sur la page 21.
Le programme conjoint a-t-il eu des effets différents selon le sexe, la race, l'appartenance ethnique, le milieu d'origine, rural ou urbain des bénéficiaires et dans quelle mesure ?	Affirmatif. Les personnes ciblées par le PC furent en majorité des femmes vulnérables, veuves, cheffes de ménages, victimes des violences, etc. Dans une zone, nous avons rencontré des preuves de favoritisme de la part des autorités coutumières en ce qui concerne la sélection des bénéficiaires.
Dans quelle mesure le programme conjoint a-t-il contribué à promouvoir les processus et les résultats d'appropriation nationale (conception et mise en œuvre des plans nationaux de développement, des politiques publiques, du PNUAD, etc.)	Le programme a contribué d'une manière significative à l'appropriation nationale. Ceci à la fois au niveau conceptuel, ainsi qu'au niveau de la mise en application des approches ciblées vers les vulnérables et les femmes.
Dans quelle mesure le programme conjoint a-t-il contribué à améliorer le dialogue entre les acteurs et les citoyens et/ou l'engagement sur les questions et les politiques de développement ?	Le PC a créé beaucoup de bonne volonté dans la population qui de manière générale se sent plus en sécurité et qui est, par le moyen des structures de gestion, désormais capable de participer dans la gestion des biens communautaires / publiques.

<i>Durabilité: Probabilité que les avantages du programme se maintiennent à long terme.</i>	
Dans quelle mesure les organes de décision et les partenaires d'exécution du programme conjoint ont-ils pris les décisions et les mesures nécessaires pour assurer la durabilité de ses effets?	Comme évoqué ci-dessus, le processus d'accompagnement des structures et des organes de décision et de gestion n'est pas arrivé au bout. C'est pour cette raison que la durabilité des effets positifs du PC est sérieusement entravée.
Au niveau local et national: Dans quelle mesure les institutions nationales et/ou locales soutiennent-elles le programme conjoint ?	Pendant son exécution, le PC fut activement appuyé par les structures étatiques. En discutant avec des fonctionnaires au niveau du territoire, il semble que la réalité de l'achèvement du PC ne soit pas encore connue partout. On parle du programme dans le présent.
Ces institutions disposaient-elles des capacités techniques et du leadership suffisants pour continuer à travailler avec le programme ou pour assurer sa montée en échelle ?	Les structures étatiques disposent de qualités de leadership suffisantes, mais il leur manque les moyens financiers pour assurer une montée en échelle.
Des capacités d'intervention ont-elles été mises en place et/ou renforcées chez les partenaires nationaux ?	Une partie des partenaires nationaux peut être considérée comme capable de livrer les produits convenus dans le cadre du PC. Probablement, la plupart d'entre eux auront besoin d'un suivi intensif pour que les résultats soient de qualité convenable.
Les partenaires ont-ils les capacités financières suffisantes pour faire perdurer les avantages du	A notre connaissance, il n'y a pas de partenaire national avec suffisamment de capacités financières pour faire perdurer les avantages du

programme ?	programme de manière indépendante.
-------------	------------------------------------

6.4.4 Niveau: réplication / Critère : potentiel de mise à l'échelle

Potentiel de mise à l'échelle : dans quelle mesure les pratiques et les enseignements ont-ils été mis à l'échelle nationale et internationale?).	
Dans quelle mesure le programme conjoint pourra-t-il être reproduit ou monté en échelle au niveau national ou local ?	Bien qu'il y ait des recommandations évidentes pour améliorer la probabilité d'une réussite (voir les recommandations), le PC a un grand potentiel, soit pour être reproduit, soit pour être monté en échelle.

Fig. 6.1 Registres de filières AGR, bien tenus mais presque vides



7. CONCLUSIONS ET ENSEIGNEMENTS TIRES

7.1 La pertinence de l'ISSSS

- Si les conditions ne sont pas associées pour favoriser un accès aux, et un contrôle durables sur les facteurs de production, tel que la terre ou encore les intrants, un relèvement économique ne semble pas être stable.
- Comme de multiples exemples du terrain le démontrent clairement, faire prévaloir l'ensemble de la communauté sur les problèmes et besoins de l'individu peut bien contribuer à l'éclatement de nouveaux conflits. Ceci s'avère particulièrement pertinent dans les communautés avec une faible qualité de gouvernance.
- Faire participer les bénéficiaires à l'élaboration et mise en œuvre des réponses ne permet pas nécessairement la pérennité des solutions. Bien que la participation soit une condition nécessaire, elle n'est pas une condition suffisante.
- L'identification et la programmation conjointes des activités multisectorielles ont contribué à créer des synergies entre agences et gouvernement.

7.2 Contributions aux OMD

- La mise en place de mécanismes de prévention et de résolution des conflits a certainement joué un rôle, cependant l'appui de La Benevolencija y est pour quelque chose : hautement professionnel à bien des égards et beaucoup apprécié.
- A quelques exceptions près, les activités génératrices de revenus (AGR) ne se sont pas développées comme une réussite. L'introduction des AGR fut basée sur un catalogue prédéfini (dont le format standardisé partout) sans prendre en compte les conditions de marché.
- La construction des marchés a renforcé un maillon indispensable dans la commercialisation de la production agricole. La gestion faible dans 2 sur 3 marchés reste une préoccupation à prendre en compte.
- Une autre réussite du programme est le renforcement des filières cultures vivrières et maraîchères pour une population vulnérable, en majorité femmes retournées. La qualité de l'appui technique et en gestion par la FAO fut exemplaire. Ceci a contribué à une augmentation nette de la productivité qui a facilité la commercialisation de la moitié des produits. Ces bénéfices monétaires ont facilité des investissements en moyens de production mais aussi le paiement des frais scolaires et des frais médicaux.
- Cette activité était rendue possible par la signature des contrats de cession entre la FAO et les chefs coutumiers. A l'achèvement du contrat, dans certains endroits, les engagements furent interrompus tandis que dans d'autres ils furent continués, d'habitude, avec comme contrepartie une redevance ou une partie de la récolte (métayage).
- Par manque de moyens, l'intervention dans la réhabilitation des infrastructures routières est restée très modeste.

- L'amélioration des services de santé et la construction de quelques écoles ont certainement facilité l'accès physique de la population. Malheureusement les frais scolaires et les frais des soins médicaux, autres que les soins de base sont hors de portée d'une grande partie de la population.

7.3 Contribution à la déclaration de Paris et à l'Initiative Unis dans l'Action

- En termes d'appropriation, d'alignement et d'harmonisation, il y a eu un effort appréciable d'intégrer le programme dans les politiques nationales de la pauvreté et dans la stratégie en Appui à la Sécurisation et Stabilisation.
- La contribution du PC à l'Initiative « Unis dans l'Action » s'est principalement manifestée dans les missions conjointes d'identification et de programmation qui ont mené à une certaine cohérence, complémentarité et synergies dans la mise en place et dans l'exécution du programme.
- Surtout le manque de cohérence dans la gestion financière, administrative et logistique montrait qu'il y a des différences entre les agences en ce qui concerne leurs cultures de partenariat qui prennent leur influence sur les procédures de décaissement.

7.4 Appréciation des questions d'évaluation selon les critères y relatifs

- *Pertinence*: Le PC a su répondre à une partie des besoins économiques d'une partie de la population dans les trois zones de retour. Un nombre de partenaires de la société civile n'est pas suffisamment ancré dans le milieu rural pour pouvoir prendre la relève. Leur situation financière et des ressources humaines hors programme ne leur permettent pas un appui continu.
- *Efficiences*: L'UNICEF a l'habitude de sous traiter des programmes entiers à des partenaires internationaux expérimentés. La FAO et le PNUD ont plutôt l'habitude d'appuyer des partenaires locaux en provenance de la société civile. Il va de soi que cette différence en culture de partenariat influence la cohérence et l'alignement entre agences.
- *Appropriation*: Lors des missions conjointes la population fut consultée. Afin de promouvoir l'appropriation des résultats, de très nombreux comités de gestion furent créés.
- *Efficacité*: Au niveau des zones d'interventions quelques dizaines de milliers d'habitants (en majorité des femmes et des vulnérables) ont pu bénéficier d'une relève économique, d'une diminution des conflits ainsi que d'un meilleur accès aux services sociaux. Le PC a donc contribué à l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim de manière importante. En même temps, le programme a démontré comment cibler efficacement les femmes vulnérables.
- *Durabilité*: Le processus d'accompagnement des structures et des organes de décision et de gestion n'est pas arrivé à terme. C'est pour cette raison que la durabilité des effets positifs du PC est sérieusement entravée.

La durée limitée du programme conjoint a eu un impact négatif sur la durabilité des réalisations.

- *Potentiel de mise à l'échelle* : Bien qu'il y ait des recommandations évidentes pour améliorer la probabilité d'une réussite (voir recommandations), le PC a un grand potentiel, soit pour être reproduit, soit pour être monté en échelle.

8. RECOMMANDATIONS

8.1 La pertinence de l'ISSSS

- A condition que des appuis en bonne gouvernance, en gestion foncière et en développement durable soient intégrés dans l'exécution de la 4^{me} composante de l'ISSSS, les programmes conjoints STAREC peuvent permettre de contenir les éléments déstabilisants et de faire la transition vers la phase du développement à long terme.
- Il est désormais souhaitable que la durée des phases de réhabilitation, réinsertion et relèvement économique soit planifiée en concordance avec le temps nécessaire pour accompagner une bonne gestion des affaires publiques et de développement durable et équitable de l'économie locale.

8.2 Contributions aux OMD

- Il est recommandé de continuer la promotion des radios communautaires en tant que priorité dans la pacification des conflits dans la sous région. En plus, il serait judicieux de valoriser les expériences de la Benevolencija, Search for Common Ground et la Fondation Hirondelle sous forme d'un film documentaire de promotion.
- Pour que l'écoulement des produits agricoles puisse se faire dans des conditions convenables, il est recommandé d'intégrer la réhabilitation des routes de desserte comme priorité dans les programmes de RRR. A l'instar du programme d'investissement régional de l'Ambassade des Pays-Bas à Kigali, il est recommandé de promouvoir la réhabilitation en utilisant l'approche HIMO (haute intensité de mains d'œuvres) bien qu'il soit indispensables de mettre de petites machines de compactage à disposition des services de voirie des autorités locales (HIMO+).
- Il est chaudement recommandé que la FAO puisse continuer à appuyer le renforcement des cultures vivrières et maraîchères, comme instrument de relèvement par excellence, tout en espérant que, désormais, des contrats de cession puissent s'inscrire dans des arrangements de sécurité foncière plus durables.

8.3 Contribution à la déclaration de Paris et à l'Initiative Unis dans l'Action

- La récente expérience avec l'appropriation, l'alignement et l'harmonisation de l'aide ainsi que le gain en cohérence, complémentarités et synergies constituent suffisamment de bonnes raisons pour recommander la continuation d'un programme conjoint qui vient en appui au RRR. Nous sommes convaincus qu'il y a de bonnes raisons pour que (1) la bonne gouvernance, (2) la gestion foncière sécurisée et (3) le développement durable puissent joindre les principes directeurs des programmes d'appui à la 4^{me} composante de l'ISSSS, sous la nomination RRR+.

ⁱ Cette enquête a montré les faits suivant : L'ensemble des machines fournies par la FAO étaient neuves. Certaines machines de fabrication locale ne présentent pas les mêmes standards de finition que les machines importées. Néanmoins, il est important de renforcer les capacités de production locale, indépendamment du fait que les machines locales sont plus faciles à réparer, mêmes si elles demandent plus de maintenance. Les machines importées souffrent rapidement du manque de disponibilité des pièces de rechange, surtout si le marché est limité à quelques unités.

A N N E X E S

ANNEXE 1

TERMES DE REFERENCE

TDR POUR L'ÉVALUATION FINALE DU PROGRAMME CONJOINT DU F-OMD EN RDC

Contexte général : le Fonds pour la réalisation des OMD (F-OMD)

En décembre 2006, le PNUD et le gouvernement espagnol ont signé un important accord de partenariat pour la somme de 528 millions d'euros afin de contribuer à réaliser les OMD et d'autres objectifs de développement par l'intermédiaire des Nations Unies. En outre, le 24 septembre 2008, l'Espagne a promis de verser 90 millions d'euros en vue du lancement d'un volet sur l'enfance et la nutrition. Le F-OMD appuie des programmes conjoints qui cherchent, en multipliant les efforts pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres grands objectifs de développement, à reproduire les expériences pilotes fructueuses, influencer sur l'élaboration des politiques publiques et améliorer les conditions de vie des populations dans 49 pays.

Le F-OMD est géré dans chaque pays par les équipes de l'ONU ; la collaboration entre les différents organismes de l'ONU vise à garantir une meilleure coordination et efficacité des interventions de développement. Le Fonds a adopté une approche centrée sur les programmes conjoints et en a pour le moment approuvé 128 dans 49 pays. Ces programmes sont répartis dans huit volets qui contribuent de diverses façons à la réalisation des OMD, à l'appropriation nationale et à la réforme de l'ONU.

La stratégie de suivi-évaluation du F-OMD

Une stratégie de suivi-évaluation axée sur les résultats est actuellement mise en œuvre afin de suivre et de mesurer l'impact global de cette contribution historique à la réalisation des OMD et au multilatéralisme. La stratégie de suivi-évaluation du F-OMD se conforme aux principes et aux normes établis par le GNUE et le CAD/OCDE concernant la qualité et l'indépendance de l'évaluation. La stratégie s'appuie sur les besoins et les intérêts des différents acteurs en matière d'information tout en maintenant un équilibre entre leurs responsabilités et les objectifs d'apprentissage.

Les principaux objectifs de la stratégie sont les suivants :

1. Aider les programmes conjoints à obtenir des résultats en matière de développement ;
2. Déterminer la valeur et la qualité des programmes conjoints et mesurer leur contribution à la réalisation des 3 objectifs du F-OMD (les OMD, la Déclaration de Paris et l'initiative « Unis dans l'action ») ; et
3. Obtenir et rassembler des connaissances basées sur les faits ainsi que les enseignements tirés pour les faire monter en échelle et reproduire les interventions de développement fructueuses.

Selon la stratégie de suivi-évaluation du F-OMD et les directives sur la mise en œuvre des programmes, l'équipe de chaque programme est chargée de concevoir un système de S&E, de définir des valeurs de référence pour les indicateurs (quantitatifs et qualitatifs) et de réaliser une évaluation finale à visée principalement sommative.

Le Secrétariat du F-OMD a également commandé des évaluations à mi-parcours, à visée principalement formative, pour tous les programmes conjoints. De plus, un ensemble de neuf études nationales (sur l'Éthiopie, la Mauritanie, le Maroc, le Timor oriental, les Philippines, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, le Honduras et l'Équateur) sont prévues pour analyser de plus près les effets des programmes conjoints à l'échelle nationale.

Projet d'Appui à la Stabilisation et Prévention des Conflits dans le Nord Kivu

Le programme contribue à la réalisation de trois OMD en RDC :

- l'OMD 1 (éliminer l'extrême pauvreté et la faim),
- l'OMD 2 (assurer l'éducation pour tous)
- l'OMD 3 (égalité de sexe et autonomisation des femmes) et
- l'OMD 7 (assurer un environnement durable)

Le programme est lié au principal instrument de planification et de politique nationale: le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP). Il s'inscrit plus particulièrement dans la philosophie de l'Acte d'Engagement signé par tous les groupes armés du Nord Kivu le 23 janvier 2008, à l'issue de la Conférence de Goma pour la Paix, la Sécurité et le Développement dans les deux Kivu. Il s'intègre ainsi dans la « *Stratégie en appui à la Sécurisation et Stabilisation des Nations Unies* » (UNSSSS) pour l'Est de la RDC et plus particulièrement dans sa composante « Retour, Réintégration et Relèvement ».

Juste avant le démarrage du programme, le gouvernement a défini le STAREC (Stratégie de stabilisation pour les zones sortant des conflits) et l'UNSSSS a été reformulée en ISSSS, stratégie d'appui au STAREC.

Le programme a démarré en avril 2010 pour une durée de 18 mois, mais la prolongation demandée jusqu'au 31 mars 2012 a été approuvée. Il est alors dans la phase de finalisation des activités.

Les produits en relations avec les effets directs du programme sont résumés dans le tableau suivant

Effet	<i>Les conflits intra et intercommunautaires sont réduits et résolus pacifiquement</i>
Produits	Les mécanismes de protection sont renforcés, ainsi qu'un environnement vers la protection de toutes formes de violence, abus et exploitation envers les enfants et les femmes sont créés
	Renforcement des capacités de la société civile pour la paix et la réconciliation au profit d'une population de 100,000 personnes
Effet	<i>Les communautés retournées, relocalisées et d'accueil ont des opportunités de réinsertion économique</i>
Produits	Réintégration de 7500 retournés, et plus particulièrement des ex-combattants (hommes et femmes), femmes associées aux groupes et forces armées, femmes victimes de violence sexuelles, déplacés internes, etc. appuyée à travers l'appui direct à 1250 chefs de ménages les plus vulnérables (en priorité entre autres les femmes chef de ménages et mère de famille)
	Revitalisation des économies locales appuyées pour une population estimée à 100,000 personnes
	Société civile renforcée par la structuration des organisations paysannes économiquement viables
	Production agricole relancées et accrue en vue de créer des alternatives économiques à l'enrôlement des milices chez les hommes, les jeunes et les ex-combattants au profit de 18.000 personnes à travers l'appui direct à 3.000 chefs de ménages
	Echanges entre le milieu rural et urbain accrus (appui à l'écoulement des produits agricoles vers les marchés urbains et achats des produits manufacturés vers les zones rurales)
Effet	<i>Les services sociaux de base ont augmenté aux bénéfices des populations retournées et des populations d'accueil</i>
Produits	Réhabilitation des structures sanitaires gouvernementales ; à travers la construction et l'équipement des postes et centres de santé, et la formation du personnel de santé
	Amélioration de la santé publique à travers la promotion des habitudes de bonne hygiène et l'augmentation de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires
	Amélioration de la protection des enfants et des femmes à travers la mise en place et la formation de réseaux communautaires de protection
	Amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation pour les enfants et les jeunes à travers la construction et l'équipement d'écoles, la formation des enseignants, directeurs et comités de parents.

Sur le plan géographique, le programme intervient dans les cinq zones de retour durable du territoire de Béni (Mbutaba, Isale, Vurundo, Kamango, Axe Kyondo). Au total, le programme ciblait, d'une manière globale

- un ensemble de 105.000 bénéficiaires qui bénéficieront d'un cadre de vie pacifié et propice au développement ;
- 25.500 retournés, dont 50% de femmes, réintégrés sur le plan économique et social à travers un appui direct à 4.250 chefs de ménages
- 50.000 membres des communautés et retournés d'accueil bénéficiant d'un accès amélioré aux services sociaux de base

La situation de mise en œuvre du programme est caractérisée par la situation volatile que connaissent les régions d'Isale et de Kamango, caractérisée par des mouvements et affrontements des forces groupées armées avec les forces régulières congolaises (FARDC) ont amené l'UNDSS à conditionner l'accès à ces localités, uniquement sous escorte militaire.

Les anciens groupes armés, les uns reconstitués, les autres restructurés en sous groupes (May May, FDLR et les ADF Nalu) sont toujours actifs. La naissance de nouveaux groupes armés a été enregistrée avec des escarmouches fréquentes entre forces régulières et forces négatives.

La situation est aussi caractérisée par divers harcèlements des populations et les coupures de routes.

Le commissaire de l'étude recherche des consultants hautement qualifiés pour réaliser l'évaluation finale de ce programme conjoint.

1. OBJECTIF GLOBAL DE L'ÉVALUATION

L'un des rôles du Secrétariat consiste à suivre et à évaluer le F-OMD, conformément aux directives définies dans la stratégie de suivi-évaluation et dans le guide de mise en œuvre des programmes conjoints du Fonds pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Ces documents stipulent que **tous les programmes conjoints doivent faire l'objet d'une évaluation finale indépendante et assureront son financement.**

Les évaluations finales sont de nature **sommative** et visent à :

1. Évaluer dans quelle mesure le programme conjoint a pleinement mis en œuvre les activités prévues et obtenu les produits (*outputs*) et réalisations (*outcomes*) attendus, et mesurer en particulier les résultats de développement.
2. Générer un volume conséquent de connaissances basées sur les faits, concernant un ou plusieurs volets du F-OMD, en identifiant les meilleures pratiques et les enseignements tirés qui pourraient servir à d'autres interventions de développement au niveau national (montée en échelle) et international (reproductibilité).

En résultat, les constats et recommandations de ces évaluations seront pris en compte dans la fenêtre thématique « Méta-évaluation » créée par le Secrétariat pour dégager une synthèse de l'impact global du Fonds au niveau national et international.

2. PORTÉE DE L'ÉVALUATION ET OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

L'évaluation finale s'attachera principalement à mesurer les résultats de développement et les impacts potentiels du **programme conjoint** en se conformant aux indications sur la portée et les critères présentées dans les présents termes de référence. Ceci permettra de formuler les conclusions et les recommandations pour le programme conjoint dans un délai de quatre à six mois.

Le programme conjoint représente l'unité d'analyse ou l'objet d'étude de cette évaluation. Il renvoie à l'ensemble des composantes, des réalisations, des produits, des activités et des intrants définis dans le document de programme conjoint et dans les modifications qui lui ont été apportées durant la mise en œuvre du programme.

Cette évaluation finale a les **objectifs spécifiques** suivants :

1. Évaluer dans quelle mesure le programme conjoint a contribué à répondre aux besoins et à résoudre les problèmes identifiés pendant la phase de conception.
2. Mesurer le degré de mise en œuvre du programme conjoint, son efficacité et la qualité des produits et des réalisations par rapport à ce qui a été prévu initialement ou ultérieurement officiellement modifié.
3. Mesurer dans quelle mesure le programme conjoint a obtenu les résultats de développement pour la population ciblée, les bénéficiaires et les participants, qu'il s'agisse d'individus, de communautés, d'institutions ou autre.
4. Mesurer la contribution du programme conjoint à la réalisation des objectifs fixés pour ses différents volets d'intervention ainsi qu'à celle des objectifs globaux du F-OMD au niveau local et national (**OMD, Déclaration de Paris, principes d'Accra et réforme de l'ONU**).
5. Identifier et documenter les grands enseignements tirés et les bonnes pratiques sur les sujets spécifiques de la fenêtre thématique, les OMD, la Déclaration de Paris, les principes d'Accra et la réforme de l'ONU dans le but de garantir la durabilité du programme conjoint ou de certaines de ses composantes.

3. QUESTIONS DE L'ÉVALUATION, NIVEAUX D'ANALYSE ET CRITÈRES D'ÉVALUATION

Les questions de l'évaluation définissent les informations qui doivent être collectées au cours de la procédure d'évaluation. Les questions sont regroupées selon les critères devant être utilisés pour les évaluer et y répondre. Ces critères sont quant à eux classés selon les trois niveaux du programme.

Conception :

- **Pertinence : La mesure dans laquelle les objectifs d'une intervention de développement correspondent aux besoins et aux intérêts des populations et du pays et aux Objectifs du Millénaire pour le développement.**
- a) Dans quelle mesure et de quelles façons le programme conjoint a-t-il contribué à répondre aux besoins (socio-économiques) et à résoudre les problèmes identifiés dans la phase de conception ?
- b) Dans quelle mesure ce programme a-t-il été conçu, mis en œuvre, suivi et évalué conjointement ? (voir les directives du F-OMD sur les programmes conjoints)
- c) Dans quelle mesure la programmation conjointe représentait-elle la meilleure solution pour relever les défis de développement énoncés dans le document de programme ?
- d) Dans quelle mesure les partenaires d'exécution participant au programme conjoint ont-ils apporté une valeur ajoutée pour résoudre les problèmes de développement énoncés dans le document de programme ?

- e) Dans quelle mesure la stratégie de suivi-évaluation du programme conjoint était-elle utile et fiable pour mesurer les résultats de développement ?
- f) Dans quelle mesure la stratégie de certification et d'accréditation du programme conjoint était-elle utile et fiable ?
- g) Si le programme a été modifié, les modifications reflétaient-elles les changements nécessaires ?

Procédure :

- Efficience : Mesure dans laquelle les ressources/intrants (fonds, temps, ressources humaines, etc.) ont conduit à des réalisations

- a) Dans quelle mesure le modèle de gestion du programme conjoint (c'est-à-dire les instruments, les ressources économiques, humaines et techniques, la structure organisationnelle, les flux d'information, la prise de décision au niveau de la direction) a-t-il été efficient par rapport aux résultats de développement obtenus ?
- b) Dans quelle mesure la mise en œuvre d'un programme conjoint (groupe d'organismes) a-t-elle été plus efficiente que si les interventions avaient été exécutées par un seul organisme ?
- c) Dans quelle mesure la gouvernance du Fonds au niveau du programme (Comité de gestion du programme conjoint) et au niveau national (Comité national de pilotage) a-t-elle contribué à rendre le programme conjoint efficace et efficient ? Dans quelle mesure ces structures de gouvernance ont-elles servi le développement, l'appropriation, l'unité dans l'action ? Ont-elles facilité la gestion et la production des produits et des réalisations ?
- d) Dans quelle mesure et de quelles façons le programme conjoint a-t-il augmenté ou réduit l'efficience dans la livraison des produits et des réalisations ?
- e) Quelles méthodes de travail, instruments financiers et pratiques commerciales les partenaires d'exécution ont-ils utilisés pour garantir une meilleure efficience du principe d'unité dans l'action ?
- f) Quel type d'obstacles (administratifs, financiers et de gestion) le programme conjoint a-t-il rencontrés et dans quelle mesure cela a-t-il affecté son efficacité ?
- g) Dans quelle mesure et de quelles façons l'évaluation à mi-parcours a-t-elle influencé le programme conjoint ? Était-elle utile ? Le programme conjoint a-t-il mis en œuvre le plan d'amélioration ?

- L'appropriation de la procédure : L'exercice efficace du leadership par les partenaires nationaux / locaux du pays dans les interventions de développement

- a) Dans quelle mesure la population ciblée, les citoyens, les participants et les autorités locales et nationales se sont-ils approprié le programme en y participant activement ? Avec quels modes de participation (leadership) le processus a-t-il fonctionné ?

b) Dans quelle mesure et de quelles façons l'appropriation ou bien le manque d'appropriation ont-ils influencé l'efficacité et l'efficacité du programme conjoint ?

Résultats :

- Efficacité : Mesure dans laquelle les objectifs de l'intervention de développement ont été atteints.

a) Dans quelle mesure le programme conjoint a-t-il contribué à livrer les produits et à atteindre les résultats de développement initialement prévus / définis dans le document de programme ?

1. Dans quelle mesure et de quelles façons le programme conjoint a-t-il contribué à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement au niveau local et national ?
2. Dans quelle mesure et de quelles façons le programme conjoint a-t-il contribué à réaliser les objectifs définis pour le volet concerné ?
3. Dans quelle mesure (politique, budgets, conception et mise en œuvre) et de quelles façons le programme conjoint a-t-il contribué à améliorer l'application des principes de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra ?
4. Dans quelle mesure et de quelles façons le programme conjoint a-t-il contribué à réaliser les objectifs du principe « Unis dans l'action » au niveau national ?

b) Dans quelle mesure les produits (*outputs*) et les réalisations (*outcomes*) du programme conjoint ont-ils été harmonisés et coordonnés pour produire des résultats de développement ? Quels types de résultats ont-ils été atteints ?

c) Dans quelle mesure le programme conjoint a-t-il eu un impact sur les personnes ciblées ?

d) Des bonnes pratiques, réussites, enseignements tirés ou exemples transférables ont-ils été identifiés ? Merci de les décrire et de les documenter.

e) Le programme conjoint a-t-il eu des effets différents selon le sexe, la race, l'appartenance ethnique, le milieu d'origine, rural ou urbain, des bénéficiaires, et dans quelle mesure ?

f) Dans quelle mesure le programme conjoint a-t-il contribué à promouvoir les processus et les résultats d'appropriation nationale (conception et mise en œuvre des plans nationaux de développement, des politiques publiques, du PNUAD, etc.)

g) Dans quelle mesure le programme conjoint a-t-il contribué à améliorer le dialogue entre les acteurs et les citoyens et/ou l'engagement sur les questions et les politiques de développement ?

Soutenabilité : Probabilité que les avantages du programme se maintiennent à long terme.

a) Dans quelle mesure les organes de décision et les partenaires d'exécution du programme conjoint ont-ils pris les décisions et les mesures nécessaires pour assurer la soutenabilité de ses effets ?

Au niveau local et national :

- i. Dans quelle mesure les institutions nationales et/ou locales soutiennent-elles le programme conjoint ?
 - ii. Ces institutions disposaient-elles des capacités techniques et du leadership suffisants pour continuer à travailler avec le programme ou pour assurer sa montée en échelle ?
 - iii. Des capacités d'intervention ont-elles été mises en place et/ou renforcées chez les partenaires nationaux ?
 - iv. Les partenaires ont-ils les capacités financières suffisantes pour faire perdurer les avantages du programme ?
- b) Dans quelle mesure le programme conjoint pourra-t-il être reproduit ou monté en échelle au niveau national ou local ?
- c) Dans quelle mesure le programme conjoint s'est-il aligné sur les stratégies nationales de développement et/ou le PNUAD ?

4. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Cette évaluation finale utilisera les méthodes et les techniques correspondant aux besoins spécifiques d'information, aux questions énoncées dans les TdR, à la disponibilité des ressources et aux priorités des acteurs. Dans tous les cas, les consultants se doivent d'analyser toutes les sources d'information pertinentes, telles que les rapports, les documents de programme, les rapports d'examen internes, les dossiers de programme, les documents sur la stratégie nationale de développement, les évaluations à mi-parcours et tous les autres documents susceptibles d'apporter des informations pour permettre d'émettre des jugements. Les consultants se doivent également de réaliser des entretiens et des enquêtes ou d'utiliser tout autre outil quantitatif et/ou qualitatif qui s'avérerait utile pour recueillir des données pertinentes pour l'évaluation finale. L'équipe d'évaluation fera en sorte que les voix, les opinions et les informations données par les citoyens/participants ciblés par le programme conjoint soient prises en compte.

Les méthodes et les techniques à utiliser dans l'évaluation doivent être décrites en détail dans le rapport d'étude documentaire et dans le rapport final de l'évaluation. Au minimum, ces derniers présenteront des informations sur les instruments utilisés pour la collecte et l'analyse des données, qu'il s'agisse de documents, d'entretiens, de visites de terrain, de questionnaires ou de techniques participatives.

5. LIVRABLES DE L'ÉVALUATION

Le consultant est chargé de soumettre les livrables suivants au commissaire et au directeur de l'évaluation :

✂ **Rapport initial** (il sera soumis dans les 15 jours après que l'équipe d'évaluation ait reçu l'ensemble de la documentation sur le programme)

Ce rapport aura une longueur de 10 à 15 pages et proposera des méthodes, des sources et des procédures à utiliser pour la collecte des données. Il comprendra également une proposition de calendrier pour les activités et la soumission des livrables. Le rapport d'étude documentaire proposera des premières pistes de réflexion sur le programme conjoint. Ce rapport constituera la

première base sur laquelle le consultant et les responsables de l'évaluation s'entendront. Le rapport suivra les grandes lignes présentées dans l'annexe 1.

✧ **Projet de rapport final** (il sera soumis dans les 20 jours suivant l'achèvement de la visite de terrain et sera également envoyé au Secrétariat du F-OMD)

Le projet de rapport final sera structuré de la même manière que le rapport final (voir le paragraphe suivant) et aura une longueur de 20 à 30 pages. Il contiendra également un résumé analytique d'au maximum 5 pages présentant une brève description du programme conjoint, de son contexte et de la situation actuelle, de l'objectif de l'évaluation, de sa méthodologie et de ses principaux résultats, conclusions et recommandations. Le projet de rapport final sera distribué aux membres du groupe de référence de l'évaluation pour obtenir leurs commentaires et suggestions. Ce rapport sera structuré de la même manière que le rapport final (voir ci-dessous).

✧ **Rapport final d'évaluation** (il sera soumis dans les 10 jours suivant la réception du projet de rapport final commenté et sera également envoyé au Secrétariat du F-OMD)

Le rapport final aura une longueur de 20 à 30 pages. Il contiendra également un résumé analytique d'au maximum 5 pages présentant une brève description du programme conjoint, de son contexte et de la situation actuelle, de l'objectif de l'évaluation, de sa méthodologie et de ses principaux résultats, conclusions et recommandations. Le rapport final sera envoyé aux membres du groupe de référence de l'évaluation. Il sera structuré selon les indications données dans l'annexe 2.

6. RÔLES ET RESPONSABILITÉS DANS LA PROCÉDURE D'ÉVALUATION

Les évaluations finales du F-OMD sont réalisées par 3 principaux acteurs :

1. Le **Bureau du Coordonnateur Résident**, en tant que **commissaire** de l'évaluation finale, aura les fonctions suivantes :

- Diriger la procédure d'évaluation durant ses 3 grandes phases (conception, réalisation et diffusion) ;
- Convoquer le groupe de référence de l'évaluation ;
- Diriger la finalisation des TdR de l'évaluation ;
- Coordonner la sélection et le recrutement de l'équipe d'évaluation en s'assurant que le principal organisme lance les procédures nécessaires concernant la passation de marché et fasse les arrangements contractuels nécessaires au recrutement de l'équipe d'évaluation ;
- S'assurer que les produits de l'évaluation soient conformes aux normes de qualité (en collaboration avec le Secrétariat du F-OMD) ;
- Apporter des conseils clairs et un soutien spécifique au responsable de l'évaluation et à l'équipe d'évaluation tout au long de la procédure d'évaluation ;
- Mettre l'équipe d'évaluation en lien avec les services chargés du programme, les cadres supérieurs et les acteurs clés de l'évaluation, et faire en sorte que l'évaluation soit réalisée de manière parfaitement inclusive et transparente ;
- Diffuser les informations et tirer des leçons des évaluations dans les différents domaines du programme conjoint, et assurer la liaison avec le Comité national de pilotage ;

- Préserver l'indépendance de l'ensemble de la procédure, notamment pour la sélection de l'équipe d'évaluation.
- 2. Le Coordonnateur du programme, en tant que directeur de l'évaluation, aura les fonctions suivantes :**
- Contribuer à la finalisation des TdR de l'évaluation ;
 - Apporter un appui en matière de coordination et d'administration au groupe de référence ;
 - Apporter un appui administratif aux évaluateurs et leur fournir les données nécessaires ;
 - Assurer la liaison avec les commissaires de l'évaluation et répondre à leurs demandes.
 - Mettre l'équipe d'évaluation en lien avec les services chargés du programme, les cadres supérieurs et les acteurs clés de l'évaluation, et faire en sorte que l'évaluation soit réalisée de manière parfaitement inclusive et transparente ;
 - Revoir le rapport initial et le(s) projet(s) de rapport final ;
 - S'assurer que l'évaluation soit dotée des ressources financières et humaines adéquates.
- 3. Le Comité de gestion du programme, qui remplira la fonction du groupe de référence de l'évaluation, sera composé de représentants des principaux acteurs du programme conjoint et sera chargé de :**
- Revoir le projet de rapport final et s'assurer que le rapport final répond aux TdR;
 - Encourager la participation des personnes impliquées dans la conception de l'évaluation ;
 - Identifier les besoins d'information, définir les objectifs et délimiter l'étendue de l'évaluation ;
 - Fournir des contributions et participer à la finalisation des TdR de l'évaluation ;
 - Permettre à l'équipe d'évaluation d'accéder à toutes les informations et à la documentation pertinentes, ainsi que d'être en lien avec les principaux acteurs et informateurs devant participer aux entretiens, aux groupes de discussion ou à d'autres méthodes de collecte de l'information ;
 - Superviser l'avancement et la réalisation de l'évaluation ainsi que la qualité de la procédure et des produits ;
 - Diffuser les résultats de l'évaluation.
- 4. Le Secrétariat du F-OMD, qui participera à l'assurance qualité de l'évaluation en collaboration avec le commissaire de l'évaluation, sera chargé de :**
- Analyser et donner des conseils sur la qualité de la procédure d'évaluation ainsi que sur les produits de l'évaluation (commentaires et suggestions sur les TdR modifiés, les projets de rapport et le rapport final de l'évaluation).
- 5. L'équipe d'évaluation réalisera l'étude d'évaluation en :**

Respectant les dispositions contractuelles, les indications des TdR et les normes et directives éthiques du GNUE/OCDE. Cela implique d'élaborer une matrice d'évaluation dans le rapport

initial, de rédiger des projets de rapport, d'informer le commissaire de l'évaluation et les différents acteurs de l'avancement de l'évaluation et des principales conclusions et recommandations, selon les besoins.

7. LA PROCÉDURE D'ÉVALUATION : CALENDRIER

Phase d'évaluation	Activités	Qui	Quand
Conception	Mettre en place le groupe de référence de l'évaluation	ME *	6 mois avant la fin du programme
Conception	Adaptation des TdR généraux d'évaluation finale	GRE **	
Mise en œuvre	Sélection et recrutement de l'équipe d'évaluation	DE ***	
Mise en œuvre	Fournir à l'équipe d'évaluation les instruments nécessaires à son travail (documents, accès aux rapports et aux archives) ; briefing sur le programme conjoint	DE, GRE	7 jours
Mise en œuvre	Soumission du rapport initial au mandataire, au directeur et au groupe de référence de l'évaluation	EE****	15 jours
Mise en œuvre	Commentaires des différentes parties intéressées à l'équipe d'évaluation Agenda de mission préparé et convenu avec l'équipe d'évaluation	ME, DE, GRE	10 jours
Mise en œuvre	Mission dans le pays	EE, DE, ME, GRE	20 jours
Mise en œuvre	Soumission du projet de rapport final	EE	20 jours
Mise en œuvre	Examen du projet de rapport final, commentaires à l'équipe d'évaluation Contrôle de la qualité du projet de rapport final, S-F-ODM (5 jours)	DE, ME, GRE S-F-ODM*****	15 jours
Mise en œuvre	Soumission du rapport final	DE, ME, GRE, S-F-ODM, ^CNP	10 jours
Diffusion / amélioration	Élaboration d'un plan de diffusion et d'utilisation du rapport d'évaluation et mise en œuvre	DE, ME, GRE, CNP	10 jours

* Mandataire de l'évaluation (ME) ** Groupe de référence de l'évaluation (GRE) *** Directeur de l'évaluation

*** (DE)

**** Équipe d'évaluation (EE) ***** Secrétariat du F-ODM (S-F-ODM) ^Comité national de pilotage (CNP)

8. UTILISATION ET UTILITÉ DE L'ÉVALUATION

Les évaluations finales ont une fonction sommative et visent à recueillir des données et des informations pour évaluer dans quelle mesure les résultats de développement ont été atteints. Toutefois, l'utilité de la procédure et des produits d'évaluation va bien au-delà de ce qui a été déclaré par les différentes parties intéressées du programme durant la visite de terrain ou de ce que l'équipe d'évaluation a écrit dans le rapport d'évaluation.

La dynamique créée par la procédure d'évaluation (réunions avec le gouvernement, les bailleurs de fonds, les bénéficiaires, la société civile, etc.) permet en effet de définir l'avenir du programme ou de certaines de ses composantes (durabilité). L'évaluation donne également l'occasion de partager les enseignements tirés et les messages clés sur les bonnes pratiques, ainsi que les produits qui peuvent être reproduits ou montés en échelle au niveau national et international.

Le mandataire de l'évaluation, le groupe de référence, le directeur de l'évaluation et toutes les autres parties intéressées au programme conjoint élaboreront et mettront ensemble en œuvre un plan complet de diffusion des résultats, conclusions et recommandations de l'évaluation afin de promouvoir la durabilité, la reproduction et la montée en échelle des bonnes pratiques et des enseignements tirés au niveau local, national et/ou international.

9. PRINCIPES ÉTHIQUES ET PRÉMISSSES DE L'ÉVALUATION

L'évaluation finale du programme conjoint doit être réalisée selon les principes éthiques et les normes définis par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE).

- **Anonymat et confidentialité.** L'évaluation doit respecter les droits des personnes qui fournissent des informations, en garantissant leur anonymat et la confidentialité.
- **Responsabilité.** Le rapport doit faire état de tous les conflits ou divergences d'opinion ayant pu se manifester entre les consultants ou entre le consultant et les dirigeants du programme conjoint concernant les conclusions et/ou recommandations de l'évaluation. L'ensemble de l'équipe doit confirmer les résultats présentés, les éventuels désaccords devant être indiqués.
- **Intégrité.** L'évaluateur se devra de mettre en évidence les questions qui ne sont pas expressément mentionnées dans les TdR, afin d'obtenir une analyse plus complète du programme.
- **Indépendance.** Le consultant doit veiller à rester indépendant vis-à-vis du programme examiné, et il ne devra pas être associé à sa gestion ou à quelque élément de celle-ci.
- **Incidents.** Si des problèmes surviennent au cours du travail de terrain, ou à tout autre moment de l'évaluation, ils doivent être immédiatement signalés au Secrétariat du F-OMD. Si cela n'est pas fait, l'existence de tels problèmes ne pourra en aucun cas être utilisée pour justifier l'impossibilité d'obtenir les résultats prévus par le Secrétariat du F-OMD dans les présents termes de référence.
- **Validation de l'information.** Le consultant se doit de garantir l'exactitude des informations recueillies lors de la préparation des rapports et sera responsable de l'information présentée dans le rapport final.

- **Propriété intellectuelle.** En utilisant les différentes sources d'information, le consultant se doit de respecter les droits de propriété intellectuelle des institutions et des communautés examinées.
- **Soumission des rapports.** Si la soumission des rapports est repoussée, ou dans le cas où la qualité des rapports soumis serait nettement moins bonne que ce qui a été convenu, les sanctions prévues dans les présents termes de référence s'appliqueront.

11. ANNEXES

I. Structure du rapport initial

0. Introduction

1. Contexte de l'évaluation : objectifs et approche générale
2. Identification des principaux éléments et dimensions de l'analyse et des éventuels domaines de recherche
3. Principales réussites du programme conjoint en termes techniques et financiers
4. Méthodologie pour la compilation et l'analyse de l'information
5. Critères pour définir le programme de la mission, y compris les « visites de terrain »

II. Structure des versions intermédiaire et finale du rapport final

1. Page de couverture
2. Résumé Exécutif (et une liste de abréviations)
3. Introduction
 - Contexte, objectif et approche méthodologique
 - Objet de l'évaluation
 - Méthodes utilisées dans l'évaluation
 - Contraintes et limites de l'étude menée
4. Description des interventions de développement menées
 - Description détaillée des interventions de développement menées : description et évaluation des produits livrés (ou non) et des réalisations ainsi que de la façon dont le programme a fonctionné par rapport à la théorie du changement élaborée pour le programme.
5. Niveaux d'analyse : Les critères et les questions de l'évaluation (toutes les questions présentées dans les TdR doivent être abordées et traitées)
6. Conclusions et enseignements tirés (par ordre de priorité, présentation claire et structurée)
7. Recommandations
8. Annexes

III. Documents à examiner

Le F-OMD (à fournir par F-OMD)

- Document cadre du F-OMD
- Résumé des cadres de S&E et indicateurs communs
- Indicateurs thématiques généraux
- Stratégie de S&E
- Stratégie de communication et de plaidoyer
- Directives du F-OMD pour la mise en œuvre conjointe

Documents de programme conjoint spécifiques

- Document de programme conjoint : cadre de résultats et cadre de suivi-évaluation ([OK, prodoc disponible](#))
- Rapports de mission du Secrétariat ([à fournir par le secrétariat](#))
- Rapports trimestriels ([nous avons fourni des rapports semestriels](#))
- Mini-rapports de suivi ([rapports des missions conjointes sur le terrain](#))
- Rapports de suivi semestriels ([OK](#))
- Rapports annuels ([OK](#))
- Plan de travail annuel
- Informations financières (Fonds d'affectation spéciale multidonateurs)

Autres informations ou documents à recueillir dans le pays

- Évaluations, études et rapports internes réalisés par le programme conjoint ([rapports des missions conjoints et du comite de suivi](#))
- Documents ou rapports pertinents sur les Objectifs du Millénaire pour le développement au niveau local et national ([PNUD : rapport national des OMD 2010](#))
- Documents ou rapports pertinents sur la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra dans le pays ([a chercher](#))
- Documents ou rapports pertinents sur l'initiative « Unis dans l'action » de l'ONU ([a chercher](#))

ANNEXE 2

CARTE TERITOIRE DE BENI



ANNEXE 3

SOURCES DES DONNEES

SOURCES DES DONNEES POUR L'EVALUATION	enquête groupe focal	bénéficiaires H/F	interview leader	communauté	rapport de suivi
1. CONFLITS ET PROTECTION					
1.1 Mécanismes de protection					
1.1.1 Comités de protection mis en place	Mbutaba	F	✓	Bulambo	✓
1.1.2 Points focaux de protection formés					✓
1.1.3 Protection harmonieuse par les forces de protection					✓
1.1.4 Forces de sécurités sensibilisées					✓
1.1.5 Sensibilisation population sur role des forces de sécurité					✓
1.1.6 Formation des CPC					✓
1.1.7 Mis en place des forums d'enfant (santé)	Mbutaba	F			✓
1.1.8 Dénonciation des mariages précoces et des violences sexuelles	Mbutaba	F	✓	Kamango	✓
1.1.9 Mis en place d'un système de rapportage confidentiel					✓
1.1.10 Réceptivité et promptitude des autorités par rapport à la protection civile					✓
1.1.11 Assistants sociaux réceptifs					✓
1.1.12 Plan de protection communautaires (3x)					✓
1.1.13 Prise en charge des structures pour les victimes des violences est améliorée					✓
1.2 Renforcement capacités société civile de protection					
1.2.1 Installation matériel de radiodiffusion pour la paix et la protection civile	Bulambo	H, F	✓	Beni, Bulambo	✓
1.2.2 Radio de sensibilisation, rayon 250km, 600'000 pers			✓	Beni, Bulambo	✓
1.2.3 Groupes d'écoute et noyaux d'alliance communautaires sont fonctionnels			✓	Beni, Bulambo	✓
1.2.4 Noyaux d'alliance communautaires développent act. gén. de revenus (AGR)			✓	Beni, Bulambo	✓
2. REINSERTION ECONOMIQUE DES RETOURNES, RELOCALISES ET D'ACCEUIL					
2.1 Réinsertion économique retournés, ex-combattants + victimes des violences					
2.1.1 Ménages vulnérables bénéficiaires des CCP ont développé des AGR	Kamango	H, F	✓	Mavivi, Mbutaba	✓
2.1.2 Amélioration de sécurité/hygiène: eau, construction CCP			✓	Burusi, Kamango	✓
2.1.3 Activités d'épargne et de crédit	Bulambo	H	✓	Bulambo, Burusi, Kamango	✓
2.1.4 Accompagnement des personnes traumatisées			✓	Mbutaba, Burusi	✓
2.1.5 Appui psycho-social pour faciliter une réintégration communautaire			✓		✓
2.1.6 Mis en place des Comités de Gestion pour les CCP			✓	Mbutaba, Burusi, Kamango	✓
2.2 Revitalisation de l'économie locale					
2.2.1 Réhabilitation des marchés	Bulambo	F	✓	Bulambo	✓
2.2.2 Construction des marchés	Mapemba, Kamango	H, H, F, F	✓	Mapemba, Kamango	✓
2.2.3 Construction des dépôts			✓	Mavivi, Kamango	✓
2.2.4 Construction des latrines sur le marché	Bulambo	F	✓	Kamango	✓
2.2.5 Système de captage des eaux de pluie et construction d'une incinérateur au marché			✓	Kamango	✓
2.3 Renforcement de la société civile par le renforcement des OP					
2.3.1 Renforcement de 20 OP			✓	Mavivi, Mbutaba, Bulambo	✓
2.3.2 Gestion financière et administrative des OP renforcées			✓	Burusi, Kamango	✓
2.3.3 60% des leaders des OP sont des femmes			✓	Burusi, Bulambo, Kamango	✓
2.3.4 Formations sur la nutrition			✓	Kamango	✓

2.4 Relancement de la production agricole pour empêcher l'enrôlement des milices					
2.4.0 Savonnerie	Burusi	H	✓	Burusi, Kamango	✓
2.4.1 Contrats de cession de terre (42) avec les chefs de terres			✓	Bulambo, Kamango	✓
2.4.2 Cultures intercalaires et ombrage --> production augmentée					
2.4.3 Cultures vivrières: 511 (m=20 ares) et cultures maraîchères: 2'613 (m=3 ares)	Mavivi, Bulambo, Burusi	H, H, F, F, F	✓	Mavivi, Bulambo, Kamango	✓
2.4.4 Sécuriser accès à la terre; association dynamique; bonnes pratiques			✓	Mavivi, Bulambo, Kamango	✓
2.4.5 Diminution pression foncière sur le Parque des Virungas			✓	Bulambo	✓
2.4.6 Développement filières maïs et haricot + autres spéculations	Mavivi	F	✓	Mavivi, Bulambo	✓
2.4.7 11'315 T semences distribuées			✓	Mavivi, Bulambo, Kamango	✓
2.4.8 Augmentation productivité: Maïs=+170; Haricots=+300%			✓	Mavivi, Bulambo, Kamango	✓
2.4.9 Semences des cultures maraîchères distribuées = 365 + 700 kg			✓	Mavivi, Bulambo, Kamango	✓
2.4.10 1'076 T de produits maraîchers			✓	Bulambo	✓
2.4.11 Mutuelles vétérinaires mises en place			✓	Kamango	✓
2.4.12 Fonds de rotation vétérinaire mis en place	Burusi	H, F	✓	Kamango	
2.4.13 Déparasitage du cheptel			✓	Kamango	✓
2.4.15 Mis en place de 22 unités de transformation agricole			✓	Bulambo, Kamango	✓
2.4.16 Gestion communautaire des unités de transformation			✓	Bulambo, Kamango	
2.5 Echanges rural-urbain accrus					
2.5.1 Réhabilitation des routes de déserte			✓	Mapemba, Bulambo, Kamango	✓
2.5.2 Construction d'un pavillon de vente et d'un dépôt au marché			✓	Mavivi, Kamango	✓
2.5.3 Distribution de 3 vélos par OP					✓
3. AMELIORATION DES SERVICES SOCIAUX DE BASE					
3.1 Relance des structures sanitaires gouvernementales					
3.1.1 Construction d'un centre et d'une poste de santé	Mbutaba, Kamango	H, H	✓	Mbutaba, Kamango	✓
3.1.2 Construction d'une maternité et d'un centre nutritionnel					✓
3.1.3 Approvisionnement en chaînes froides					
3.1.4 Organisation d'une enquête nutritionnelle			✓	Kamango	
3.2 Amélioration de la santé publique					
3.2.1 Construction des sources simples / sources +réservoir; Comités Gestion Eau +	Mbutaba	H	✓	Mbutaba, Kamango	?
3.2.2 Construction des postes de santé			✓	Mbutaba, Kamango	✓
3.2.3 Formation des COSA + mis à disposition d'équipement					
3.2.4 Construction des latrines et des douches dans les centres de santé					✓
3.2.5 Réhabilitation et construction des latrines d'écoles et de centres de santé			✓	Mbutaba, Kamango	✓
3.2.6 Gestion collégiale améliorée					
3.2.7 construction de 3'531 latrines familiales					?
3.2.8 Moustiquaires imprégnés distribués (4'200)					?
3.2.9 Taux de vaccination augmenté à 85%					?
3.3 Amélioration de l'accès à l'éducation					
3.3.1 Construction et réhabilitation des salles d'écoles	Kamango	F	✓	Kamango, Bulambo	✓
3.3.2 Formation des formateurs et des enseignants + kits d'élèves	Kamango	F			✓
3.3.3 Réhabilitation et construction des latrines	Mbutaba, Kamango	H, F			✓
3.3.4 Formation des Comités de Gestion des écoles et des comités des parents	Kamango	F	✓	Kamango	✓
3.3.5 Plaidoyer pour l'abolition des frais d'école					✓
3.3.6 Campagne de sensibilisation sur l'éducation des jeunes filles					?

ANNEXE 4

CADRE LOGIQUE ET RESULTATS

		RESULTAT / PRODUIT			
#					#
R1		Les conflits intra et intercommunautaires sont réduits et résolus pacifiquement	PROTECTION		
1	R1/P1.1	Mécanismes de protection sont renforcés, ainsi qu'un environnement vers la protection de toutes les formes de violence, abus et exploitation vers les enfants et les femmes sont créés (formation des CPC par PEAR+)	-Comités de protection pour les communautés	CPC	1
2		-Dénouement des mariages précoces et violences sexuelles	-Campagnes de sensibilisation/mobilisation	FARDC et PNC informées	2
3		-Plans de protection communautaire, par 20 forums de femmes et 11 forums d'enfants	-Mise en place des forums d'enfant	30 filles, 30 garçons	3
4					4
5					5
6					6
7		-Système de référencement des victimes de droits humains & système confidentiel de rapportage; Prise en charge des victimes par services de protection et de sécurité	-Nombre de points focaux identifiés et formé au référencement des cas	Points focaux	7
8		-Accompagnateurs/trices des personnes traumatisées au sein des CCP	-Nombre de personnes formées		8
9		-Ecoute et appui psycho-social au sein des CCP pour faciliter la réintégration comm.	-Nombre de personnes appuyées (H&F)		9
10					10
11	R1/P1.2	Renforcement des capacités de la société civile pour la paix et la réconciliation au profit d'une population de 100'000 personnes	-(Auditeurs des) Radios communautaires	Nombre de radios comm.	11
12		-Émetteurs; rayon 250 km, Beni, Butembo, Isale/Bulambo	-Formation des femmes en prévention		
13		-76 émissions; 600'000 auditeurs; résolution des conflits; déontologie journalistique	-Résolution et gestion des conflits	Nombre de femmes	12
14		-14 Noyaux d'alliance communautaire (dont 11 à Beni); 420 membres; 50% femmes	-(Membres des) groupes	Nombre de groupes	13
15		-Les NAC traitent des émissions éducatives et développent des AGR pour leur pérennisation.	d'écoute fonctionnels		
16					
17					
18	R2	Les communautés retournées, relocalisées et d'accueil ont des opportunités de réinsertion économique	REINTEGRATION ECON/AGRI		
19					
20	R2/P2.1	Réintégration de 7'500 retournés, et plus particulièrement des ex-combattants H&F femmes associées aux groupes et forces armées, femmes victimes des violences sexuelles, déplacés internes, appuyés par un appui direct à 1'250 chefs de ménage les plus vulnérables (chiffre effectif: 637 ménages, donc 532 femmes): AGR 1)	-(Bénéficiaires des AGR) CCP	Nombre de CCP/bénéf.	14
21		-Comités de Gestion pour CCP et AGR mis en place (1 par filière)	-Nombre de CdG	-3 CdG x 15 filières + 3 CdG CCP	15
22		-Accès à l'eau et électrification des CCP de Mbutaba & Isale/Burusi	-Conditions sécuritaires et d'hygiène CCP		16
23		-Développement de 20 MUSO (Mutuelles de Solidarité)	Nombre de MUSO et participants		17
24		-Formation des CdG des MUSO	-Moyenne d'épargne par participant (\$)		18
25			-Moyenne de crédit par participant (\$)		19
26			-Moyenne par crédit octroyé (\$)		20
27		-CCPs construits (l'hangar de Kamango n'a pas été construit)	-Nombre de CCP		21
28					
29	R2/P2.2	Réhabilitation des économies locales appuyées pour une population est à 100'000			
30		-Réhabilitation (Bulambo) ou construction (Mapemba et Nobili) des marchés; à Mapemba il y a un goulet d'étranglement d'accessibilité; à Nobili appr. 10% du besoin est couvert; Des CdGs sont en place partout (mais: voir fonctionnement)	-(Utilisateurs des) Marchés réhabilités/construits avec CdG fonctionnel	Nombre de marchés	22
31		-Latrines construites sur les marchés (mais: voir fonctionnement)	-Nombre de blocs de latrines		23
32		-Construction de capacité de stockage	-Entrepôt de stockage et hangar/pavillon	Nombre d'édifices	24
33					
34	R2/P2.3	Société civile renforcée par la structuration des OP économiquement viables: à Mbutaba et Isale: 5 OPs, à Kamango: 10 OPs avec 3'074 ménages bénéficiaires 2)	-(Membres des) Organisations Paysannes	Hommes et femmes	25
35		-Renforcement et structuration des OP par CEFADES (6 ateliers; 2 par site)	-Nombre de paysans formés		26
36		-(La plupart d'OP ne sont pas encore à niveau en ce qui concerne la qualité de gestion)			
37		-Formation sur la nutrition (importance soja et produits maraichers)			27
38					
39	R2/P2.4	Production agricole relancée et accrue en vue de créer des alternatives économiques à l'enrôlement des milices chez les hommes, les jeunes et les ex-combattants au profit de 18'000 personnes à travers l'appui direct de 3'000 chefs de ménage	-Protocol entre FAO et ADRA/CARITAS pour encadrement technique, transformation et commercialisation		28
40			-Protocol avec IPAPPEL pour suivi		
41		-Sécurisation foncière (contrats signés par ADRA et CARITAS)	-Contrats de session avec autorités coutumières et propriétaires privés		29
42		-Superficie cédée	-Superficies cédées aux paysans	Superficie en ha	30
43		-Cultures maraichères, parcelles de 3 ares	-Nombre de ménages		31
44		-Cultures vivrières, parcelles de 20 ares	-Nombre de ménages		32
45		-Des nombreux ménages ont quitté le Parc Virunga pour cultiver la terre sécurisée	-Nombre de ménages		33
46		-Dotation de semences pour les cultures vivrières	Soja, haricot, maïs, arachide, riz	Total en kg	34
47		-Dotation des outils pour les cultures vivrières	Houes, tridents, binettes	Nombre	35
48		-Dotation de semences pour cultures maraichères	Semences cultures maraichères	Total en kg	36
49		-Dotation des outils pour les cultures maraichères	Houes, rateaux, pelles	Nombre	37
50		-Augmentation de la productivité haricot	Productivité haricot	Croissance en %	38
51		-Augmentation de la productivité maïs	Productivité maïs	Croissance en %	39
52		-Mutuelles vétérinaires et santé animale	Mise en place de mutuelles vétérinaires	Nombre de mutuelles	40
53		-Déparasitage du cheptel	Déparasitage des chèvres	Nombre de chèvres	41
54		-Vaccination contre la maladie de Newcastle	Vaccination des poules	Nombre de poules	42
55		-Mise en place des unités de transformation: moulins, décortiqueuses et presses à huile 3)	Unités de transformation	Nombre d'unités	43
56					

		RESULTAT / PRODUIT			
#					#
	R2/P2.5	Echanges entre le milieu ural et urbain accrus (écoulement des produits agricoles et achat des produits manufacturés)			
44		-Réhabilitation de routes de déserte agricole	Deux tronçons de route réhabilités	Kilométrage	44
45		-Faciliter le transport des productions	Distribution des vélos aux OP	Nombre de vélos	45
	R3	Les services sociaux de base ont augmenté aux bénéfices des populations retournées des populations d'accueil	SANTE		
46	R3/P3.1	Relance des structures sanitaires gouvernementales	-Construction Centres de santé	Nombre construit et équipé	46
47			-Construction Postes de Santé	Nombre construit et équipé	47
48			-Construction Maternité	Nombre construit et équipé	48
49			-Réhabilitation Centre Nutritionnel	Nombre réhabilité et équipé	49
			-Formations nutritionnelles		
50			-Formations sanitaires (Centres, postes)	Nombre de formations	50
	R3/P3.2	Amélioration de la santé publique à travers la promotion des habitudes de bonne hygiène et augmentation de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires	WASH		
51			-Communautés certifiées "Village assainis"	Nombre de villages assainis	51
52		-Construction des sources simples	-Construction des sources simples	Nombre de sources	52
53		-Construction des sources avec réservoir	-Construction des sources avec réservoir	Nombre de sources	53
54		-Construction des latrines familiales	-Latrines familiales	Nombre de latrines	54
55		-Construction des latrines d'école	-Latrines d'école	Nombre de latrines	55
56		-Construction des blocs de latrines et douches dans les centres de santé	-Blocs sanitaires centres de santé	Nombre de blocs	56
57		-Distribution des moustiquaires	-Moustiquaires imprégnées	Nombre de moustiquaires	57
58		-Couverture de vaccination dans les 3 aires de santé	-Programme élargi	Taux de couverture (%)	58
59		-Gestion de WASH	-Comités d'hygiène	Membres Comités d'Hygiène	59
60				Nombre de Comités d'Hyg.	60
61			-Comités WASH		61
62			-Relais communautaires formés	Nombre de relais	62
63			-Comités d'eau, hygiène et assainiss.	Nombre de membres formés	63
	R3/P3.3	Amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation pour les enfants et les jeunes	EDUCATION		
64		-Construction des écoles à 6 salles de classe chacune	-Ecoles primaires construite (6 p/école)	Nombre d'écoles	64
65		-Construction de centres de rattrapage pour les jeunes	-Centres de rattrapage	Nombre de centres	65
66		-Formation enseignants	-Nombre d'enseignants et directeurs formés	Nombre d'enseignants	66
67				Nombre de directeurs	67
68		-Kits d'élèves distribués	-Kits d'élèves	Nombre de kits	68
69		-Formation des comités de gestion des écoles	-Comités de gestion, comité des parents	Nombre de personnes formées	69
			Type de bénéficiaire	Unités	
			BENEFICIAIRES DIRECTS		
70			Institutions nationales et provinciales	3 ministères (EPSP, Santé et Affaires Sociales)	70
				CLD	
71			Institutions locales	Nombre d'institutions	71
			Zones urbaines		
72			Universités	ULPGL/UCG	72
			Zones rurales		
			GOUVERNANCE LOCALE		
73			-(Membres des) Comités locaux de développement	CLD (Kamango, Mbutaba, Isale)	73
74			-Membres des comités de paix et de conciliation	Membres CPC	74
			COHESION SOCIALE		
			Type de bénéficiaire	Unités	
			BENEFICIAIRES INDIRECTS		
75			Institutions nationales	Commission Technique	75
				Pacification & Reconciliation du Programme STAREC	
			Institutions locales	Etablissement universitaires	
76			Zones urbaines	Pour plus de 5'000 effectifs (élèves et étudiants)	76
77			Zones rurales	Bénéficiaires	77

1) Les chiffres dans le rapport narratif final sont légèrement différent:

550 femmes et 89 hommes, comme bénéficiaires des AGR

2) 50 ménages plus élevé dans le Rapport Narratif Final

3) 5 presses à l'huile, 6 décortiqueuses et 11 moulins mixtes

[illegible]

[illegible]

ANNEXE 5

RESULTATS DES ENQUETES

APPERCU GENERAL

- 2 Nombre d'interviews avec hommes/bénéficiaires
3 Nombre d'interviews avec femmes/bénéficiaires
4 Nombre d'interviews avec hommes/non-bénéficiaires
5 Nombre d'interviews avec femmes non-bénéficiaires
0 Nombre d'interviews de groupes focaux

6				
9				
5				
4				
24				

- 11 Nombre d'hommes bénéficiaires interviewés
12 Nombre de femmes bénéficiaires interviewées
13 Nombre d'hommes non-bénéficiaires interviewés
14 Nombre de femmes non-bénéficiaires interviewées
10 Total de personnes interviewées

	Education			
	primaire	secondaire	supérieure	illettré
70	31	7	1	31
66	27	26	4	9
64	12	18	1	33
30	7	5	0	18
230	77	56	6	91

- 21 Nombre d'hommes bénéficiaires interviewés
22 Nombre de femmes bénéficiaires interviewées
23 Nombre d'hommes non-bénéficiaires interviewés
24 Nombre de femmes non-bénéficiaires interviewées
20 Total de personnes interviewées

	Chefs de ménage	
	oui	non
70	63	7
66	37	29
64	63	1
30	15	15
230	178	52

Comité de Gestion active

- 42 Comité OP Mavivi
43 Comité de Gestion Radio Busha

- 44 Comité de filières, Comité de Gestion CCP Kamango
45 Comité de filières, Comité de Gestion CCP Burusi
46 Comité de Gestion MUSO, Bulambo
47 Comité de Gestion Marché Mapemba
48 Comité de filière élevage moutons, Burusi
49 Comité de filière élevage lapins, Burusi
50 Comité de Gestion, OP Mavivi
51 Comité de Gestion du Centre de Santé, Mbutaba
52 Comité de Gestion d'Eau, Mbutaba
53 Comité de Gestion de l'Hygiène, Mbutaba

++	+	+/-	-	--
			✓	
✓				
			✓	
			✓	
	✓			
		✓		
			✓	
				✓
				✓
	✓			
			✓	
			✓	

- 42 L'agronome venait régulièrement sur le terrain
43 Les bénéficiaires ne faisant pas partie du comité ne devraient pas recevoir d'appui
Impliquer les bénéficiaires au choix des dirigeants de la radio
44 Gestion centralisée par l'autorité coutumière
45 De nombreuses filières ne sont pas rentables
46 Système simple, peut être autogéré
47 Gestion peu transparente; pas de comptabilité
48 Modestement bénéfique
49 Un échec complet
50 Depuis l'achèvement du projet il n'y a plus de réunions
51 Comité fonctionne raisonnablement bien

Degré de satisfaction sur appui et conseils

- 54 Cultures vivrières Mavivi; appui CARITAS
55 Appui par La Benevolencija, Radio Bashu
56 Appui par ADRA de bonne qualité, Kamango
57 Appui par SAFDF uniquement au début, Burusi
58 Appui par LIDE pour la MUSO, Bulambo
59 Formation en gestion du marché, Mapemba
61 Filière moutons, Burusi
62 Filière lapins, Burusi
63 OP Mavivi, le propriétaire Mario respecte la cession des terres
64 Bon appui de la part d'OXFAM au centre de Santé, Mbutaba
65 Comité de gestion de l'Eau et de l'Hygiène fonctionne, Mbutaba

++	+	+/-	-	--
		✓		
✓				
		✓		
			✓	
	✓			
		✓		
		✓		
				✓
	✓			
	✓			
	✓			

- 54 Conseils étaient plutôt axés sur le suivi des jardins
55 Hautement apprécié; très professionnel
56 ADRA va retirer son encadreur; église catholique a discontinué les contrats de cession
57 SAFDF ne vient plus depuis l'achèvement du projet en 2012
58 Système continue aussi sans appui externe, mais c'était mieux avant
59 Mais le Comité de Gestion n'arrive pas à gérer les revenus et dépenses
61 Résultat modeste mais encourageant
62 Les quelques lapins qui restaient ont été donnés à une personne; trop froid ici
63 Contre une redevance acceptable
64 Problème: frais des opérations et mauvaises route (pas d'ambulance)
65 Contrôles de qualité de l'eau potable sont souhaités
Problème Général: discontinuité des appuis à l'achèvement du projet et par cela la fin des contrats entre agences et partenaires (exception: La Benevolencija)

Degré de satisfaction sur appui et conseils

- 54 Cultures vivrières Mavivi; appui CARITAS
- 55 Appui par La Benevolencija, Radio Bashu
- 56 Appui par ADRA de bonne qualité, Kamango
- 57 Appui par SAFDF uniquement au début, Burusi
- 58 Appui par LIDE pour la MUSO, Bulambo
- 59 Formation en gestion du marché, Mapemba
- 61 Filière moutons, Burusi
- 62 Filière lapins, Burusi
- 63 OP Mavivi, le propriétaire Mario respecte la cession des terres
- 64 Bon appui de la part d'OXFAM au centre de Santé, Mbutaba
- 65 Comité de gestion de l'Eau et de l'Hygiène fonctionne, Mbutaba

++	+	+/-	-	--
		✓		
✓				
		✓		
			✓	
	✓			
		✓		
		✓		
				✓
	✓			
	✓			
	✓			

- 54 Conseils étaient plutôt axés sur le suivi des jardins
- 55 Hautement apprécié; très professionnel
- 56 ADRA va retirer son encadreur; église catholique a discontinué les contrats de cession
- 57 SAFDF ne vient plus depuis l'achèvement du projet en 2012
- 58 Système continue aussi sans appui externe, mais c'était mieux avant
- 59 Mais le Comité de Gestion n'arrive pas à gérer les revenus et dépenses
- 61 Résultat modeste mais encourageant
- 62 Les quelques lapins qui restaient ont été donnés à une personne; trop froid ici
- 63 Contre une redevance acceptable
- 64 Problème: frais des opérations et mauvaises route (pas d'ambulance)
- 65 Contrôles de qualité de l'eau potable sont souhaités
- Problème Général: discontinuité des appuis à l'achèvement du projet et par cela la fin des contrats entre agences et partenaires (exception: La Benevolencija)

Degré de satisfaction avec le résultat escompté

- 66 Construction de hangar à Mavivi
- 67 Construction Centre de Santé à Bulambo
- 68 Radio Communautaire à Bashu
- 69 Elevage des moutons
- 71 Les AGR entreprises par le CCP à Kamango

++	+	+/-	-	--
✓				
✓				
✓				
			✓	
			✓	

- 66 L'ancien était en paille; nous préférons celui-ci en dur
- 67 Salaires des agents sont trop bas; pas d'ambulance pour évacuer nos malades
- 68 Avant on devrait aller jusqu'à Butembo pour faire transmettre un communiqué
- On constate un grand changement dans les attitudes des gens
- 69 La gestion de la bergerie n'est pas bonne, les moutons restent attachés sans garde
- 71 Ça n'a pas apporté des changements dans notre vie de tous les jours
- Il n'y a pas eu de groupements; chacun se débrouille à ses frais

Pérennité et facteurs à considérer pour la favoriser

- 72 Cultures vivrière à Mavivi (chez Mario; propriétaire de terre)
 73 Marché de Mampemba
 74 Marché de Bulambo
 75 Centre de Santé de Mbutaba
 76 Gestion des sources à Mbutaba
 77 Radio Bashu; problème d'énergie
 78 Elevage des moutons à Burusi
 79 Elevage des lapins à Burusi

++	+	+ -	-	--
			✓	
		✓		
		✓		
		✓		
		✓		
	✓			
			✓	
				✓

- 72 FAO doit prolonger la durée du contrat avec le propriétaire pour une longue période
 73 Aménagement de route de desserte; Construction du pont vers Kaobélé
 74 Diminution des taxes qui font fuir les vendeuses
 75 Garantie d'un salaire suffisant pour les infirmiers; Il faut la présence d'un médecin
 76 Constituer une caisse par source d'eau; certaines sources ont des microbes -> à tester
 77 Il faut ou bien réparer le groupe électrogène, ou nous doter d'une autonomie en énergie
 Il faut protéger l'antenne contre le foudre; cette radio est un monument dans notre village
 78 Ferme de moutons pour protéger contre la divagation
 79 Il faut distribuer les lapins aux individus pour qu'ils en prennent soin

Recommandations

- 81 OP à Mavivi
 82 Centre de Santé à Mbutaba
 83 OP à Bulambo
 84 Radio Bashu
 85 Latrines à Mbutaba
 86 OP cession de terre
 87 Semences pour les OP
 88 MUSO

++	+	+ -	-	--
		✓		
		✓		
	✓			
		✓		
		✓		
	✓			
✓				

- 81 Renforcer l'agriculture par l'élevage du petit bétail
 82 Qu'on construise des tanks d'eau et qu'on fasse le forage
 83 Autres semences
 84 Que la radio commence à émettre pendant toute la journée
 85 Les dalles en béton sont posées sur des branches --> construction en dur
 Les latrines ne devraient pas seulement être construites pour le veuves
 86 Il faut que les paysans soient impliqués dans les contrats de cession avec la FAO
 87 C'est mieux de vendre les semences que la distribution; qui diminue le sens d'appropriation
 88 Mise à l'échelle doit être considérée

GROUPE FOCAL FEMMES BENEFICIAIRES

Degré de participation au diagnostic communautaire	++	+	+/-	-	--
101 Radio Busha	✓				
102 Comité de Protection à Mbutaba	✓				
103 Mise en place des forums d'enfants, santé, Mbutaba	✓				
104 Dénonciation mariages précoces et violences sex.	✓				
105 Construction d'un marché à Mapemba		✓			
106 Construction des latrines au marché de Mulambo		✓			
107 Ménages vulnérables ont développé des AGR (CCP)			✓		
108 Construction d'un marché à Nobili			✓		
109 Construction d'un dépôt à Nobili			✓		
111 Cultures vivrières à Mavivi (OP), chez Mario		✓			
112 Construction de latrines, marché Bulambo		✓			
113 Fonds de rotation vétérinaire, Kamango			✓		
114 Construction de poste de santé, à Mapemba		✓		✓	
115 Latrines d'écoles et de poste de santé, Mapemba				✓	
116 Construction / réhabilitation salles d'école Kamango				✓	
117 Formation formateur / enseignants & kits, Kamango			✓		
118 Réhabilitation et construction des latrines, Kamango				✓	
119 CdG écoles et Comités des Parents, Kamango			✓		
103 Besoin exprimé par notre communauté					
104 Violences aux femmes ont diminué et d'autres formes de violences découvertes					
105 Consultées					
106 Le modèle qu'on avait avant ne remplissait pas les normes					
107 Fabrication de pain à Burusi; discuté avec une coiffeuse à Kamango					
114 Fait avec staff du poste de santé					
115 Nous avons seulement vu les gens en train de construire					
116 Oxfam est venu pour nous informer de la construction des salles de classe					
118 Nos enfants nous ont renseigné sur le début de la construction					

Comité de Gestion active

- 121 Conseil d'Administration Radio Busha
- 122 Comité de Gestion, Marché de Mampemba
- 123 CdG Comité de Protection à Mbutaba
- 124 CdG forum d'enfants à Mbutaba
- 125 CdG du marché à Mulambo
- 126 CdG des filières AGR
- 127 CdG des CCP
- 128 CdG du marché à Nobili
- 129 CdG OP Mavivi
- 131 CdG Comité de l'Eau, Hygiène, Bulambo
- 132 CdG Fonds de Rotation Vétérinaire
- 133 CdG de Santé à Mapemba
- 134 CdG de l'école et Comité des Parents

++	+	+ -	-	--
	✓			
		✓		
			✓	
			✓	
	✓			
			✓	
		✓		
			✓	
			✓	
	✓			
			✓	
		?		
		✓		

- 121 Une fois par mois; Pas de Commissaire aux Comptes
- 122 La moitié des membres n'assiste plus; Comptabilité pas transparente
- 123 N'est plus actif
- 124 N'est plus actif
- 125 Rencontres: 3 fois par an
- 126 La plupart ne marche plus; Burusi CdG Moutons: 1 fois
- 128 Fortement centralisé avec plusieurs services étatiques qui prélèvent des taxes
- 132 Géré avec main de fer par autorité coutumière; CdG pas actif

Degré de satisfaction sur appui et conseils

- 135 Cultures vivrières et maraîchères, Mavivi
- 136 Idem à Bulambo
- 137 Idem à Burusi
- 138 Radio Busha
- 139 Distribution moustiquaires à Mbutaba

++	+	+ -	-	--
✓				
✓				
✓				
✓				
✓				

- 135 Germer semences, pépinière, compostage, pratiques culturelles, écoulement
- 136 Production de 300 kg de maïs par 5 ares
- 137 Compost, rotation des cultures, persévérance
- 138 Donner des infos sans créer de conflits et de haine; Conflits résolus sur place
- 139 Efficace dans la lutte contre le paludisme

Degré de satisfaction avec le résultat escompté

- 141 OP Mavivi
- 142 Marché Mapemba
- 143 Comité de Protection Mbutaba
- 144 Marché Bulambo
- 145 OP Mulambo (connaît sécurité foncière pour membres)
- 146 CCP burusi, élevage de moutons
- 147 AGR filière fabrication de pain, Burusi
- 148 Salles de classe, Kamango

++	+	+ -	-	--
✓				
✓				
✓				
✓				
✓				
		✓		
				✓
✓				

- 141 60% consommée, 40% vendue
- 142 Nous vendons dans de bonnes conditions, à l'abris des intemperies
- 143 Nos maris ont changé leur attitude par rapport aux droits des femmes
- 144 C'est l'unique marché bien réhabilité ici au Grand Nord; +50 véhicules viennent se procurer en produits agricoles chez nous
- 145 Vivons dans l'abondance
- 146 Nous avons obtenu 16 moutons, maintenant ils sont 24
- 147 Le four s'est avéré inutilisable
- 148 Avant les classes avaient un double emploi (deux équipes; matin et après-midi)

Recommandations

159 OP Mavivi; connaissance sur la sélection des variétés

161 Marché Mapemba

162 Comité de protection à Mbutaba

163 OP Bulambo

164 Marché Bulambo

165 Unités de transformation

166 Marché Nobili

167 Ecole Kamango

168 Cultures vivrières et maraîchères Mavivi

169 Idem Bulambo

++	+	+/-	-	--
		✓		
		✓		
		✓		
✓				
		✓		
		✓		
	✓			
	✓			
✓				
✓				

159 Variétés adaptées; Maladies des plantes; Pratiquer l'élevage

161 Nous construire le pont sur le Tahu pour évacuer nos produits; Pas bien fréquenté

162 Renforcement des capacités sur la résolution des conflits

163 L'activité a été tellement bénéfique pour notre milieu, les conditions de vie ont changé de plus 75%

164 Rechercher des marchés pour l'écoulement de grandes quantités de produits

165 Etudiez le potentiel pour la génération d'hydro-électricité (voir AKRSP)

166 Informer les bénéficiaires sur les contributions qu'elles doivent payer au marché

167 Obtention des documents didactiques et manuels pour les enseignants

168 Faciliter le paiement des frais scolaires, médicaux, chèvres, tôles, ustensiles de cuisine et habillement et une meilleure alimentation, moins de maladies

169 Impact: les femmes se sont acheté des parcelles de 5 ares

et un moto-taxi; ceux qui n'étaient pas concernés ont profité des connaissances des autres; Le projet a rendu notre milieu plus commercial comme en témoigne l'arrivée de plus de 50 véhicules le jour du marché pour l'achat de nos produits; Les bailleurs sont priés de nous construire des dépôts de 70T

HOMMES – NON BENEFICIAIRES

201 Avez vous déjà bénéficié d'un autre projet?

Mavivi: Non mais nous avons besoin d'un soutien surtout pour notre agriculture comme les autres bénéficiaires

Mbutaba: Non seulement les membres du comité devraient bénéficier.

Burusi: Oui, NAC, COCPLAVI, KASHESH

Kamango: Oui: SODERU, ADRA; PPSSP

Décrivez la situation dans votre village du point de vue de

202 Conflits et protection

Mavivi: Nous vivons difficilement car nous manquons la sécurité; notre police ne renforce pas la protection des civils; il y a des vols partout dans nos champs; Qu'on nous envoie les gens pour nous sécuriser; A notre niveau, nous sommes unis car nous arrivons à réaliser certaines œuvres locales.

Mbutaba: Pour le moment il n'y a plus de conflits comme l'année passée; Il y a déjà une année que le calme s'est rétabli dans le village et on se demande si ça va continuer. Depuis qu'il y a la présence des policiers dans notre village, nous nous sentons protégés, donc il n'y a plus de troubles et de viols.

Burusi: Haine, conflits, jalousie, le niveau de la protection est bon et stable (pas de viols, pas de vols) mais la population est souvent pillée.

Kamango: Chez nous, il n'y a pas de conflits; nous vivons dans un bon milieu sans viols ou vols; il y a une bonne discipline; sous la gestion du chef coutumier tout est en ordre.

203 Développement économique

Mavivi: Pour ce qui est de l'élevage comme c'est une activité avec quelques têtes de bétail par ménage, nous avons des problèmes à trouver quoi à vendre et ce qu'on peut garder; Nous avons la force pour cultiver et même de trouver quoi à vendre mais étant donné que nous cultivons surtout pour l'autoconsommation il est difficile à vivre ainsi.

Mbutaba: Pour ce qui est de l'élevage, nous n'avons pas de bétail; nous nous basons seulement sur l'agriculture comme étant notre seule source de revenus; cependant, il est difficile à créer un surplus pour le marché; nous mangeons la plupart; nous n'arrivons même pas à faire étudier nos enfants; c'est difficile à trouver à vendre, nous mangeons seulement.

Bulambo: Les premières activités économiques sont l'agriculture et le petit commerce; toutefois les ménages tiennent avec du petit bétail.

Burusi: Seule l'agriculture nous procure un peu d'argent pour nos besoins.

Kamango: L'agriculture est notre seule source de revenus mais l'élevage n'est pas bien protégé (cultures: cacao, paddy, haricot, basse cours et chèvres).

204 Production agro-pastorale

Mavivi: Nous cultivons souvent le maïs, le riz, le soja; d'habitude, il y a une grande production de bananes mais cette culture est actuellement fortement attaquée par le Wilt; Nous cultivons sur une petite superficie et il nous est difficile de trouver de quoi à vendre; donc nous n'arrivons pas à commercialiser notre récolte.

Mbutaba: nous cultivons souvent le maïs, le manioc et le riz sur une superficie de 100m² seulement; Vu l'insuffisance d'intrants agricoles, nous avons des récoltes modestes; Nous nous efforçons de vendre une petite quantité de nos récoltes pour trouver de l'huile et du savon.

Bulambo: Les produits sont vendus à Butembo; Les quantités ne sont pas suffisantes pour gagner quelque chose.

Burusi: Nous cultivons souvent la pomme de terre et du chou. Si nous avons de la chance, nous produisons un sac, Nous en vendons une partie pour nos besoins.

Kamango: production de cacao, riz, bananes commercialisées vers l'Ouganda; élevage de quelques chèvres.

205 Réhabilitation des infrastructures

Mavivi: Nous n'avons jamais vu aucune réhabilitation des infrastructures.

Mbutaba: Il y a eu la construction d'un centre de santé, des ponts, des moulins et une décortiqueuse; malheureusement, notre moulin de maïs est tombé en panne il y a 3 mois; Notre presse à l'huile est manuelle; nous ne pouvons pas concurrencer avec les presses fournies d'un moteur.

Burusi: Construction des latrines scolaires et celles du CCP.

Kamango: Construction d'une école, d'un centre de santé et des maisons pour les veuves; Pour amener le développement durable à Kamango, il faut qu'on réhabilite la route Mbau - Kamango.

206 Renforcement organisationnelle

Mavivi: il y a un renforcement de toutes les organisations que nous avons sur place.

Mbutaba: Nous vivons très bien avec nos autorités locales, ils nous protègent et nous en sommes reconnaissants. Malheureusement, nos autorités proposent seulement leur proches pour bénéficier des activités du projet, alors que nous sommes présents aussi. La population de notre village ne participe pas à la réalisation des activités de développement.

Bulambo: Il y a une participation dans la gestion des affaires publiques dont la gestion est coutumière.

Burusi: Nos autorités font bien leur travail, donc nous n'avons rien à leur approcher.

Kamango: Nos autorités gèrent très bien notre localité mais la police nous tracasse. L'organisation politique est tenue d'une main de fer.

207 Accès à la terre

Mavivi: Nous avons accès à la terre bien qu'insuffisante, car le propriétaire du terrain nous donne selon disponibilité

Mbutaba: Non accès à la terre parce qu'elle coûte très chère. Il faut disponibiliser des moyens suffisants pour avoir un champ qui peut te permettre de cultiver. Il est très rare qu'une redevance en nature (comme au préalable une poule donnée au chef coutumier) suffise.

Bulambo: Les riches de Butembo tiennent les espaces terriens en défaveur des paysans.

Burusi: Tout accès à la terre est moyennant une redevance (5 ou 10\$ ou une poule avant la saison) ou une partie de la récolte (métayage).

Kamango: Pour accéder à la terre, il faut avoir de l'argent; pour un hectare à coté du village c'est 1'000 \$; loin du village 500 \$.

208 Accès aux soins

Mavivi: Nous avons un centre de santé où on nous soigne selon nos moyens.

Mbutaba: Nous accédons aux soins de santé mais moyennant de l'argent. Nous remercions nos partenaires de nous avoir construit ce centre qui nous manquait beaucoup. Le centre est très proche de nous et cela nous facilite de trouver les soins primaires sans perte de temps.

Bulambo: L'accès est effectif; Les cas complexes sont transférés à Butembo.

Burusi: Il y a présence d'un centre de santé dans notre village construit par le gouvernement provincial où nous obtenons des soins de qualité.

Kamango: Nous avons un hôpital mais les soins coûtent très chers. Il est très difficile pour des interventions plus complexes; par exemple pour une césarienne, il faut au moins 200 \$.

209 Accès à l'éducation

Mavivi: L'accès à l'éducation est le problème majeur de notre village; il n'y a pas eu de construction pour nos enfants; En plus, il n'y a pas de moyens pour payer les études.

Mbutaba: L'école n'est pas loin de nous mais souvent nous manquons de moyens pour payer les frais scolaires.

Bulambo: L'accès à l'éducation est effectif en dépit de beaucoup de difficultés de paiement.

Burusi: Nous avons une école mais souvent il nous manque de l'argent pour scolariser nos enfants bien que ceci ne soit pas cher (donc il y a un grand nombre de scolarisés).

Kamango: Il y a des écoles en construction et nos enfants y étudient; L'accès n'est pas facile car les frais scolaires sont trop élevés.

211 L'accès à l'eau, hygiène et assainissement

Mavivi: Il y a eu construction de sources d'eau mais elles ne sont pas bien entretenues; notre village n'est pas propre comme on l'aurait souhaité.

Mbutaba: Nous avons accès à l'eau, ici au centre du village nous bénéficions de l'eau du centre de santé. Pour ce qui est de l'hygiène et de l'assainissement, nous avons bénéficié de sensibilisation et de formation de la part d'OXFAM et tout le monde s'y met et entretient sa poubelle. Cependant, malgré le statut de "village assaini", nous n'avons pas encore de latrines. Nous avons creusé les trous et nous avons réussi les dalles mais on n'avait pas terminé la construction de nos latrines.

212 Observations

Bulambo: La plupart des ménages bénéficiaires ne connaissent pas les activités du centre de formation des jeunes; Quelques chefs de ménage ont témoigné que certains jeunes ont pu bénéficier des formations.

Burusi: Dans notre village il n'y a pas de source d'eau; nous quittons le village pour nous procurer de l'eau potable; nous avons des leçons d'hygiène et depuis lors aucune épidémie n'a ravagé le village.

Kamango: L'accès à l'eau est possible mais pas satisfaisant; beaucoup de notions d'hygiène car nous avons des relais communautaires; Il y a absence de routes de desserte agricoles.

Observations enquêteurs : Pour une pérennisation du projet trois choses s'avèrent impératives: 1) des mesures d'accompagnement; 2) le suivi systématique du projet, et 3) la formation.

Les bénéficiaires doivent être suffisamment formés et sensibilisés pour s'approprier le projet et pour que les biens du groupe soient gérés rationnellement et bénéficient à toute la communauté. Les partenaires doivent être ceux qui ne survivent pas uniquement grâce au financement du projet. Ils doivent être capables d'assurer les appuis conseils techniques aux bénéficiaires après la mise en place du projet.

FEMMES - NON BENEFICIAIRES

301 Avez vous déjà bénéficié d'un autre projet?

Bulambo: l'usage des tracteurs offerts par le Gouvernement par la voie de PAV et de MUCHECHE

Kamango: SODERU, OXFAM, PPSPP, ADRA

302 Conflits et protection

Mavivi: Pas de conflits proprement dites, sauf des conflits entre voisins.

Mbutaba: Il y a des problèmes et conflits fonciers; La sécurité est garantie par la présence d'un bureau de police.

Bulambo: Dans notre village la sécurité est totale; Il n'y a pas de conflits.

Kamango: Milieu sécurisé. Pas de conflits terriens, Quelques conflits avec les femmes des militaires.

303 Développement économique

Mavivi: Agriculture (riz, haricot, arachide, manioc, soja et légumes) , petit commerce et élevage (cochons, poules et chèvres)

Mbutaba: AGR: savonnerie, coupe couture, agriculture (soja, haricot, arachide, riz) et élevage (cochons, poules, chèvres et lapins) (JK: AGR sont défaillantes) Bulambo: Agriculture (dans le Graben), le petit commerce et l'élevage du petit bétail.

Kamango: Culture de riz qui se pratique 3 fois par an; le cacao, les bananes, l'élevage des chèvres et des poules ainsi que la culture des légumes.

304 Production agro-pastorale

Mavivi: La terre est encore fertile et la production dépend de la densité du champ cultivé; on vend plus que la moitié de la production.

Mbutaba: Haricot selon l'étendue du champ; commercialisation de la moitié de la production.

Bulambo: La production se fait selon la superficie cultivée; nous divisons la quantité par deux, la moitié pour la consommation.

Kamango: Nos produits agricoles sont en grande partie consommés; les produits d'élevage nous en consommons moins.

305 Réhabilitation des infrastructures

Mavivi: Il nous faut la construction de hangars dans notre marché pour nous abriter du soleil.

Mbutaba: La réhabilitation de la route est plus au moins faite; il n'y a pas d'école secondaire dans les alentours; Le marché est éloigné.

Bulambo: La route qui mène vers nos champs n'est pas réhabilitée; cela nécessite un entretien pour que la route puisse être praticable.

Kamango: Réhabiliter la route de Mbau à Kamango, nous permettant d'évacuer notre production vers Beni.

306 Renforcement organisationnel

Mavivi: Pas de problèmes au niveau de l'organisation intérieure parce que nos chefs travaillent comme il le faut.

Mbutaba: Les chefs du village travaillent comme il le faut.

Bulambo: Nos chefs assument leur responsabilité comme il le faut, selon leurs capacités.

Kamango: Les dirigeants de tous les comités créés dans le milieu dépendent tous du chef de la collectivité.

307 Accès à la terre

Mavivi: Nous n'avons pas de champs mais ici il y a une concession privée accessible à tout le monde qui désire travailler (métayage: contre une partie de la récolte).

Mbutaba: Les femmes d'ici n'ont pas d'espace pour cultiver car les propriétaires sont les habitants voisins qui sont très exigeants en ce qui concerne les redevances.

Bulambo: Dans notre milieu, il y a encore le système de vassalité, d'où après chaque récolte nous payons des redevances selon la production.

Kamango: L'accès à la terre est facilité moyennant un petit rien.

308 Accès aux soins

Mavivi: Pas de problème au niveau des soins sauf que la difficulté réside aux niveaux des moyens.

Mbutaba: Les femmes ont facilement accès aux soins médicaux sauf le problème des moyens financiers.

Bulambo: Nous accédons aux soins facilement; le problème qui se pose c'est les moyens.

Kamango: L'accès aux soins de santé coûte cher mais l'hôpital est disponible.

309 Accès à l'éducation

Mavivi: Il y a des écoles disponibles pour l'éducation de nos enfants, malgré l'insuffisance du nombre de salles, le problème ce sont les frais scolaires.

Mbutaba: Il y a d'abord le problème de la distance entre le village et l'école; En plus, les frais scolaires forment un problème majeur pour la scolarisation des enfants.

Bulambo: L'accès à l'éducation primaire et secondaire est faible ici chez nous; Nous souhaiterions avoir des instituts supérieurs et universitaires pour que nos enfants puissent suivre l'éducation universitaire; Ils partent ailleurs ce qui est une charge lourde pour nous.

Kamango: L'accès à l'éducation est encore difficile car le nombre d'écoles est insuffisant par rapport au nombre d'élèves; Les frais scolaires sont très élevés.

310 Accès à l'eau, hygiène et assainissement

Mavivi: Jusqu'à présent les puits déjà installés par la Regideso ne sont pas satisfaisants, nous sommes obligées de faire recours à nos différentes sources dont l'eau n'est pas potable. L'hygiène est pratiquée; l'assainissement est fait correctement.

Mbutaba: L'accès à l'eau potable est facile. Assainissement: le village est entouré par la forêt, d'où les moustiques anophèles qui ravagent le village.

Bulambo: L'accès à l'eau potable est facile, le village est assaini et l'hygiène est totale.

Kamango: Nous avons des sources bien construites par OXFAM mais nous payons 500 Shilling pour les charges et les réparations en cas de panne.

Constat par enquêteurs: Avant l'installation du Programme F-OMD, il y a eu déplacement de la population, suite aux problèmes d'insécurité. Alors, nos enquêtes nous ont montré que, quand ce programme démarrait, elle n'était pas encore rentrée; raison pour laquelle elle n'a pas pu bénéficier de ce projet.

ANNEXE 6

PROGRAMME DE LA MISSION

Programme de mission - Evaluation finale, projet conjoint MDG-F Beni - Janvier-février 2012

version 2 du
26/01/2013

Date	Heure	Activité	Lieu	Point focal	Personnes a rencontrer	Observations & Discussions
Mardi 22/01		Arrivée de John Krijnen a Kinshasa par vol international	Aéroport Ndjili	Logistique		
Mercredi 23/01	tbd	Briefing introductif avec PNUD, UNICEF et FAO	tbd	Jos	Jos de Beus, recovery advisor PNUD Polycarpe Kapwadi, expert en relevement communautaire PNUD Nona Zucherman, UNICEF Alain Constant, FAO	
Jeudi 24/01	tbd	Reunion avec le directeur pays adjoint Programme du PNUD	tbd	Jos	Nick Hartmann, DPAP PNUD Jos de Beus, conseiller en relevement PNUD	
Vendredi 25/01	Matin	Liaison Kinshasa-Goma par vol UNHAS, accueil aéroport de Goma	Aéroport de Goma	Delphin	John Krijnen, consultant	
	15h00	Reunion avec PNUD, UNICEF, FAO Goma - passage en revue du programme de la mission.	PNUD Goma	JF	Jean-Francois Dubuisson, coordinateur provincial lutte contre la pauvreté PNUD Laurent Ikundji, charge de suivi evaluation FAO Est Solange Fontana, stabilisation coordinator UNICEF	
	17h00	Teleconference avec anciens agents du PNUD impliquees dans la mise en oeuvre du projet conjoint	PNUD Goma	JF	Denis Hounzangbe, coordinateur pauvreté Maniema (ancien chef d'antenne PNUD Beni et point focal pour le projet) Lameck Ngomo, animateur rural PNUD Maniema (anciennement base a Beni)	
Samedi 26/01	10h00	Séance de travail avec staff FAO, sous-bureau de Beni	FAO Goma	Laurent	Rebecca Lukusa, chef d'antenne FAO Beni et ex-chef de projet MDG-F Kalengalenga, ancien point focal du projet	
	Après-midi	Temps libre / revue documentaire				
Dimanche 27/01	12h00	Séance de travail a la FAO / preparation methodologie d'evaluation	FAO Goma	Laurent	Laurent Ikundji, charge de suivi evaluation FAO Est	
Lundi 28/01	8h30-9h30	Rencontre avec le charge de programme et le chef de bureau du PNUD Goma	PNUD Goma	JF	Serigne-Bamba Gaye, chef de bureau a.i. PNUD Goma Pierre Gusira, charge de programme PNUD Goma	
	10h00	Reunion avec UNICEF Goma	UNICEF Goma	Solange	Damien Ndahanwa, charge des urgences/protection? UNICEF Nord Kivu Solange Fontana, stabilization coordinator UNICEF Goma	
	12h00	A definir / temps libre				
	15h00-16h00	Rencontre avec le coordinateur zone Est de la FAO	FAO Goma	Laurent	Massimo Giovanola, coordinateur zone Est FAO	
	16h00-17h00	A definir / temps libre				
Mardi 29/01	09h00-10h00	Rencontre avec Oxfam Quebec (TBC)	Bureau Oxfam Quebec			RDV a confirmer
	10h15-11h15	Rencontre avec Benevolencija (TBC)	Bureau Benevolencija	JF		RDV a confirmer
	11h30-12h30	Rencontre avec la division provinciale du Genre, Famille et enfants (TBC)	Division du Genre	JF	Mme Marie-Lousie, chef de division provinciale du Genre, Famille et Enfants Emile Muderhwa, chef de bureau, division du	RDV a confirmer
	12h30-14h00	Pause repas				
	14h00-15h00	Briefing securitaire UNDSS (TBC)	UNDSS Goma	Delphin	Hamadou Younoussa, Field Security Coordination Officer UNDSS	RDV a confirmer
	15h30-16h30	Rencontre avec Oxfam GB (TBC)	Bureau Oxfam GB	JF / Solange		RDV a confirmer
Mercredi 30/01	8h30-10h00	Vol Goma-Beni avec UNHAS et accueil a Beni	Aéroport Goma / Beni	Delphin / Cryspin	John Krijnen, consultant Laurent Ikundji, charge de S&E FAO	Vol a confirmer
	11h00-12h00	Reunion / visite de courtoisie avec l'administrateur du territoire de Beni	Bureau du territoire, OICHA	Cryspin	Amisi Kalonda, Administrateur du Territoire de Beni	1 vehicule PNUD et 1 vehicule FAO du 30/01 au 02/02
	13h00-14h00	Visite de courtoisie aupres du Maire de la ville de Beni	Mairie de BENI	Cryspin	Maire de Beni	
	14h00-15h30	Installation a l'hotel / Repos	a definir	Cryspin		
	15h30-17h30	Visite de la radio communautaire Muungano Beni (appui du PNUD via Benevolencija)	Bureau et studio Radio	Cryspin	Directeur et staff radio Muungano / si possible membres de clubs d'ecoute	Nuit a Beni
Jeudi 31/01	08h00	Depart de Beni et route vers Mbutaba				
	09h00-16h00	Axe Mbutaba : visite des realisations du projet et rencontre avec les communautes : - PNUD : CCP (PROREN et Oxfam Quebec) et clubs d'ecoute (Benevolencija) - UNICEF : centre de sante, ecoles - FAO : production et transformation agricole, rehabilitation routes de desserte agricole	Mbutaba	Cryspin / Rebecca	Chef de groupement de Mbutaba Comite de gestion du CCP et beneficiaires Groupements paysans (Mavivi), Unités de transformation COSA et relais communautaires, IT Autres a definir	Nuit a Beni
Vendredi 01/02	08h00-12h00	Axe Mbutaba : visite des realisations du projet et rencontre avec les communautes : - PNUD : Marche de Mapemba (Oxfam Quebec)	Mapemba	Cryspin	Autorites locales, comite de gestion du marche, FEC, representants des vendeurs, partenaires etc	

Evaluation projet conjoint PNUD-UNICEF-FAO a Beni finance par MDG-F						
Date	Heure	Activité	Lieu	Point focal	Personnes a rencontrer	Observations & Discussions
	13h00-15h00	<u>Axe Mbutaba :</u> - FAO : visite du site de production agricole de Mavivi	Mavivi	Rebecca	Autorites locales, agronome IPAPPEL, partenaire, groupements paysans, etc	Nuit a Beni
Samedi 02/02	08h00-10h00	Trajet par route Beni-Butembo, installation a l'hotel	Butembo	Cryspin		
	11h00-12h00	Trajet Butembo-Isale Burusi				
	12h00-15h30	<u>Axe Isale :</u> - Visite et rencontre avec communautés - Centre communautaire polyvalent de Burusi (PNUD avec SAFDEF et Oxfam Quebec)	Isale Burusi	Cryspin	Comite de gestion et beneficiaires du CCP, partenaire	
	15h30-16h30	Trajet retour Isale-Burusi vers Butembo	Butembo			Nuit a Butembo
Dimanche 03/02	10h00-11h00	Trajet vers Isale Bulambo				
	11h00-15h00	<u>Axe Isale :</u> visites et rencontres avec communautés pour les projets suivants - Radio communautaire Bashu et clubs d'ecoute (PNUD via Benevolencija) - Marche et centre de formation professionnelle (PNUD via Oxfam Quebec)	Isale Bulambo	Cryspin	Chef de groupement, equipe de la radio communautaire Bashu et conseil d'administration, membres des clubs d'ecoute, comite du marche, direction et beneficiaires du centre de formation professionnelle	
	15h00-16h00	Trajet retour vers Butembo et repos				Nuit a Butembo
Lundi 04/02	08h00-09h00	Trajet vers Isale Bulambo				checkout de l'hotel
	09h00-13h00	<u>Axe Isale :</u> Visite des communautés et réalisations de la FAO en production et transformation agricole (Isale et Graben)		Rebecca / Laurent	Communautés, agronome IPAPPEL, partenaire	
	13h00-14h00	Trajet retour vers Butembo				
	14h00-16h00	Trajet retour Butembo-Beni, installation a l'hotel et repos				Nuit a Butembo
Mardi 05/02	08h00-12h00	Trajet Beni-Kamango (avec Escorte MONUSCO)		Cryspin		Escorte MONUSCO a demander et
	12h00-16h00	<u>Axe Kamango :</u> - Rencontre avec les autorités locales : chef de groupement et chef coutumier - Visite du marche de Nobili et rencontre avec le comite du marche et beneficiaires (PNUD avec entreprise BECNK) - Visite des réalisations de l'UNICEF, appui en sante-	Kamango et Nobili	Cryspin		
	16h00	Installation a l'hotel et repos				Nuit a Nobili
Mercredi 06/02	07h30-12h00	<u>Axe Kamango :</u> - Visite et Rencontre avec le CCP de Kamange (PNUD avec PROREN) - Visite et rencontre activités de production et transformation agricole (FAO avec IPAPPEL et ADRA)				
	12h00-16h00	Retour a Beni (escorte MONUSCO needed)				Escorte MONUSCO a demander et
	16h00	Installation a l'hotel et repos	Beni			Nuit a Beni
Jeudi 07/02	Matin	Temps libre				
	14h00-16h00	Debriefing local avec agences participantes, partenaires, beneficiaires, personnes ressources, autorités	a definir	Cryspin	A definir	
Vendredi 08/02	Matin	Retour a Goma (vol UNHAS)		Delphin/ Lorraine	John et Laurent	
	15h00-16h30	Debriefing/discussion avec PNUD, UNICEF et FAO Goma	PNUD Goma	Sophie	Damien et Solange (UNICEF) Massimo et Laurent (FAO) Serigne-Bamba Gaye, chef de bureau a.i. et Pierre Gusira, charge de programme PNUD Goma	En raison de la retraite du programme pauvreté a Goma a ce moment, le PNUD sera represente par le bureau terrain (chef de bureau et/ou
Samedi 09/02		Envoi premières conclusions a Jos de Beus pour transmission au bureau integre (DSRSG/representant resident du PNUD)				
Dimanche 10/02		Temps libre				
Lundi 11/02	tbc	Vol UNHAS Goma-Kinshasa		Delphin/ Lorraine		
Mardi 12/02	Matin	temps libre ou Debriefing Res Rep PNUD sous reserve		Jos		
	Après-midi	Debriefing/discussion avec PNUD, UNICEF et FAO Kinshasa	PNUD Kin	Jos		
	Soir	Vol retour vers Geneve	Aéroport Ndjili	Lorraine		

ANNEXE 7

DOCUMENTS CONSULTÉS

ANNEX 7: DOCUMENTS CONSULTÉS

Auteur	Titre	Année
	Independent Evaluation of Lessons Learned from Delivering as One	
	Quatrième Composante de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilité de l'Est de la RDC – ISSSS	
Chabwine, Augustin	Les bonnes pratiques et les changements de comportements dans la promotion effective de l'égalité des genres par le programme conjoint PNUD, FAO, UNICEF	2012
Coordonnateur Résident des NU	Mot d'ouverture de Monsieur Fidèle SARASSORO Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies	2011
Custers, Raf	Le plan STAREC du gouvernement congolais: une analyse préliminaire	2009
FAO, PNUD, UNICEF	MDG-F Sharing Lessons Learnt	
FAO, PNUD, UNICEF	Projets conjoints, Agir en synergie pour le Relèvement et la Paix en République démocratique du Congo	2012
FAO, PNUD, UNICEF, UNHCR	Critères de sélection des zones d'intervention du MDG	
Kakule Katungu, Thérèse	Les Bonnes Pratiques dans la Prévention et Gestion des Conflits par le Projet Conjoint PNUD, FAO, UNICEF	2012
Kalenga Lenga, Grégoire, FAO	Réalisations du Projet UN JP/DRC/042/SPA	2012
MDG-F	Rapport de suivi janvier – juin 2011	
MDG-F	Rapport de suivi juillet – décembre 2011	
MDG-F	Synergies Entre les Trois Agences	
MDG-F	Rôle stratégique du Programme Pauvreté –Composante Relèvement Communautaire - dans l'opérationnalisation du Programme conjoint MDG Fund	
MDG-F	Revised Standard Joint Programme Document	2009
MDG-F	Implementation Guidelines for MDG Achievement Fund Joint Programmes	2009
MDG-F	Rapport de suivi janvier – juin 2010	2010
MDG-F	Rapport de suivi juillet – décembre 2010	2010
MDG-F	Projet de Stabilisation et Prévention des Conflits dans le Nord Kivu – RDC; Résultats au 31 mars 2011	2011
MDG-F	Compte-rendu de la réunion du comité de suivi du projet d'appui à la stabilisation et prévention des conflits dans le Nord Kivu	2011
MDG-F	Atelier d'Echanges sur l'Expérience des Projets Conjointes de Prévention des Conflits et de Consolidation de la paix	2011
MDG-F	Mission de Suivi de la Conseillère au MDG Fund du 20 au 23 juillet 2011	2011
MDG-F	Rapport Narratif Final Programme Conjoint F-OMD	2012
MONUSCO	Integrated Programme Framework ISSSS 2009 – 2012	2010
MONUSCO	Synopsis of Progress on the Strategic Review of the ISSSS to date	2012
Mumbere Sibayirwandeke, Augustin	Inventaire des filières économiques porteuses dans la Province du Nord Kivu	2012
OCDE	Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et programme d'action	2008
OCHA	Plan d'Action Humanitaire 2012	2012
OCHA RDC	Bulletins d'Information Humanitaire	201222

		013
OXFAM	Note Conceptuelle Projet PNUD – OXFAM GB, Province du Nord Kivu, Zones de Kamango-Nobili et de Mbutaba	2011
PNUD	Combined Delivery Report by Project	2010 2011
PNUD, Goma	Proposition du Plan d’Accompagnement des Centres Communautaires Polyvalents au Nord & Sud Kivu par PNUD	2012
Resident Coordinator UN	No Cost Extension Request	2011
SG High Level Panel	Ten ways for the UN to deliver as one,	2006
Sokpoh, Bonaventure et al.	Evaluation Externe du Programme Elargi d’Appui aux Retours (PEAR PLUS) à l’Est de la RDC	2012
Staub/Pearlman	Continuum of violence for LaBenevolencija, brief version	
UCG	Rapport Final, Enquête d’Analyse des Récoltes FAO, PROJET MDG FUND/ PA/No.002/CTR EST/2011/Nord Kivu/UNJP/DRC/042/SPA	2012
UMAS, Boston	La Benevolencija; Popularity Survey and Impact Evaluation	2011
UN Development Operations Coord.Off.	How delivering as one adds value	2010
UNDG	Delivering as One; How the eight pilots are bringing UN agencies together to provide better support to countries	
UNICEF, OXFAM	Rapport Final Pear + Oxfam GB 15 novembre 2009 au 15 mai 2011	2011
UNICEF, OXFAM	Results Pear+, North Kivu	2011

Références Web:

Vöhringer, Max: Renewable Energy and Sustainable Development, an Impact Assessment of Micro and Mini Hydel Projects in Gilgit, Baltistan, Pakistan
http://edocs.fu-berlin.de/docs/servlets/MCRFileNodeServlet/FUDOCSS_derivate_000000001086/BGP37_Vöhringer.pdf;jsessionid=91C7AB43466941CCCA47E07A496DB056?hosts=

Maier, Christian: The Sustainability of Community-Managed Micro-Hydels in Chitral Pakistan; Decentralised Rural Electrification by Means of Collective Action; ZELF, Berlin, 2007
http://www.geo.fu-berlin.de/geog/fachrichtungen/anthrogeog/zelf/Medien/download/OccPapers33_Maier.pdf

ANNEXE 8

ETATS FINANCIERS

ANNEXE 8: ETAT FINANCIER AU 31/12/2011

Date	Organisation	Approved budget	Transferred	Expenditure rate (%)	Total expenditure	Supplies					
						equipment transport	Personnel	Training counterparts	Contracts	Other direct costs	Indirect costs
31 décembre 2010	FAO	1'200'000	848'479	15	177'770	69'197	12'186	3'433	45'612	35'712	11'630
	UNDP	1'600'000	1'180'221	32	508'977	21'952	162'362		192'281	99'084	33'298
	UNICEF	1'200'000	600'000	40	476'276	285'105			160'013		31'158
	Total	4'000'000	2'628'700	29	1'163'023	376'254	174'548	3'433	397'906	134'796	76'086
	%		66		44	32	15	0	34	12	7
31 décembre 2011	FAO	1'200'000	1'200'000	87	1'041'200	303'857	284'261	10'734	326'672	47'560	68'116
	UNDP	1'600'000	1'600'000	65	1'043'755	82'699	369'986	31'790	263'294	212'077	83'909
	UNICEF	1'200'000	1'200'000	75	904'928	285'034			560'693		59'201
	Total	4'000'000	4'000'000	75	2'989'883	671'590	654'247	42'524	1'150'659	259'637	211'226
	%		100		75	22	22	1	38	9	7

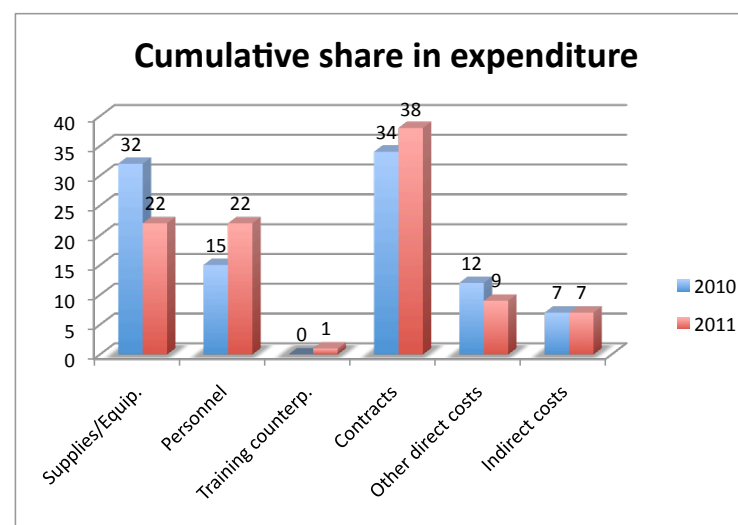
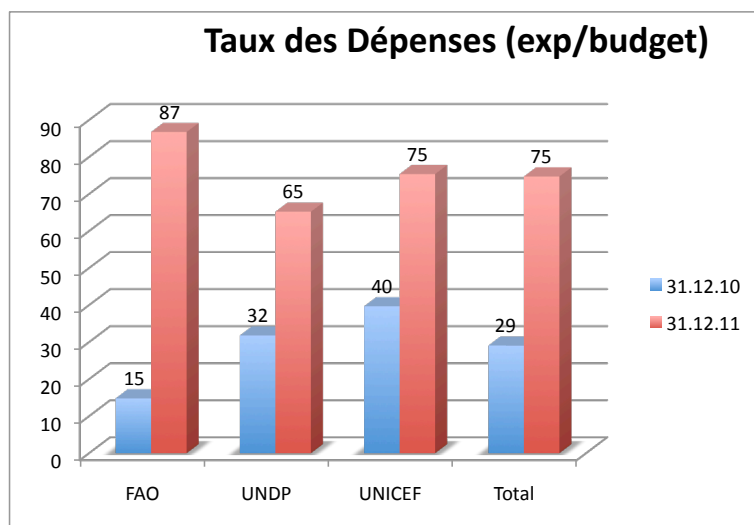


TABLEAU 4: ETAT FINANCIER SELON RAPPORTS D'AVANCEMENT

DATE	AGENCE	APPROUVE	TRANSFERE	ENGAGE	DEPENSE
30 juin 2010	PNUD	1'600'000	1'180'221	1'103'112	121'709
	FAO	1'200'000	848'479	292'783	142'783
	UNICEF	1'200'000	600'000	479'007	422'159
	TOTAL	4'000'000	2'628'700	1'874'902	686'651
31 décembre 2010	PNUD	1'600'000	1'180'221	1'103'112	121'711
	FAO	1'200'000	848'479	251'667	334'816
	UNICEF	1'200'000	600'000	570'760	445'118
	TOTAL	4'000'000	2'628'700	1'925'539	901'645
30 juin 2011	PNUD	1'600'000	1'180'221	1'103'112	121'711
	FAO	1'200'000	848'479	251'667	334'816
	UNICEF	1'200'000	600'000	570'760	445'118
	TOTAL	4'000'000	2'628'700	1'925'539	901'645
31 décembre 2011	PNUD	1'600'000	1'600'000	633'979	996'021
	FAO	1'200'000	1'200'000	354'315	845'685
	UNICEF	1'200'000	1'200'000	275'000	925'000
	TOTAL	4'000'000	4'000'000	1'263'294	2'766'706

ANNEXE 9

AMBULANCE DE BROUSSE

Mobylettes-ambulances et évacuations sanitaires : l'expérience de " Burkina Secours " au Burkina Faso

par A. Saignol, M. Schlumberger, B. Eichval, Y. Hutin*

* O.N.G » Burkina Secours «, BP 407, Bobo Dioulasso, Burkina Faso.

L'Afrique rurale est un milieu enclavé

L'enclavement en milieu rural africain est un grave problème dont les conséquences touchent tous les aspects de la vie quotidienne. Cet isolement matériel et culturel ne doit cependant pas être accepté comme une fatalité.

Les drames associés aux évacuations sanitaires sont une illustration de cet enclavement

Les évacuations sanitaires sont une illustration des conséquences dramatiques que peut avoir cet enclavement. En 1991, à l'hôpital Sanon Souro de Bobo Dioulasso au Burkina Faso, la mortalité hospitalière des femmes et la mortalité périnatale augmentaient parallèlement à la distance entre le centre d'origine des parturientes et le centre de référence. Le taux de mortalité hospitalière des femmes évacuées depuis les centres éloignés de plus de cent kilomètres de Bobo Dioulasso atteignait 13 %, pour une mortalité périnatale associée de 40 %. Un important retard accumulé est la marque constante de ces évacuations sanitaires à un stade dépassé à l'hôpital.

Les évacuations sanitaires sont difficiles à organiser en brousse

L'organisation et la réalisation d'une évacuation sanitaire à partir du milieu rural africain représentent une entreprise difficile au cours de laquelle beaucoup de temps est perdu. Les étapes entre le domicile d'une patiente et l'hôpital sont nombreuses : le tradipraticien, l'agent de santé communautaire, le dispensaire de brousse et le centre hospitalier régional. A chaque étape, la perte de temps est double, d'une part en raison d'un retard à la décision faisant intervenir des facteurs humains et péculinaires, et d'autre part, en raison d'un retard à la réalisation du fait d'un manque de moyens logistiques. Une étude portant sur l'historique de trente et une évacuations sanitaires de femmes évacuées puis décédées à l'hôpital de Ouagadougou au Burkina Faso, montre que la perte de temps en matière d'évacuation sanitaire a deux origines. Ces sources de perte de temps sont d'une part le transport (trois heures en moyenne), pour lequel le tronçon domicile dispensaire semble le plus difficile (65 % du temps) et, d'autre part, la durée du séjour dans les structures de soin intermédiaire (vingt et une heures en moyenne).

Les moyens d'évacuation actuels sont inadaptés

Le moyen le plus fréquemment utilisé dans les évacuations sanitaires au départ de la brousse est l'ambulance traditionnelle, souvent un véhicule 4x4. Ces véhicules coûteux (souvent fournis par des programmes d'aide) ne sont pas adaptés au milieu rural. Ils sont chers à acheter et à entretenir, rendant le coût des évacuations dissuasif pour les paysans. De plus, ils sont souvent basés dans les chefs-lieux

importants et ne font pas les trajets domicile dispensaire. Enfin, certaines pistes de brousse leur sont inaccessibles, car trop étroites et réservées aux seuls deux roues.

La mobylette-ambulance

La mobylette-ambulance est un deux roues développé à partir d'une mobylette. C'est en fait une mobylette allongée (3,2 mètres de longueur totale) sur laquelle un brancard a été installé à l'arrière. Son secret sur le plan technique réside dans un centre de gravité particulièrement bas qui la rend très stable, même sur les pistes difficiles. La mobylette permet donc le transport d'un blessé, d'un malade ou d'une parturiente dans des conditions surprenantes de confort, sur plusieurs kilomètres.

Un outil adapté au contexte rural africain

Sa conception autour d'un deux roues fait que la mobylette-ambulance passe n'importe où en brousse. En effet, partout où un deux roues peut passer, la mobylette-ambulance passe. Lors d'une évacuation, la famille peut facilement suivre l'ambulance et aider le cas échéant pour le passage d'un marigot ou pour un embourbement. La mobylette est donc très adaptée aux évacuations sanitaires périphériques (trajet domicile-dispensaire). Le faible coût de revient et d'entretien permet de limiter le retard à l'évacuation pour motif pécuniaire. Enfin, ce véhicule étant conçu pour être basé dans un dispensaire rural, il est immédiatement disponible sur place. La gestion de l'entretien par un comité villageois assure une pérennité du système. Les avantages de la mobylette-ambulance sont donc la disponibilité immédiate et permanente sur place, la modicité des tarifs, la simplicité de conception et

d'entretien, le caractère tout terrain et toutes saisons et enfin, le confort de la personne transportée (il faut l'avoir essayée pour le croire!).

Un projet d'extension de cette expérience

Le premier prototype de la mobylette-ambulance est en fonction actuellement dans le sud-ouest du Burkina Faso. Dix autres engins de présérie sont actuellement en construction, ce qui permettra d'étendre l'expérience à d'autres villages burkinabé.



Développement et Santé, n° 118, août 1995